

DOUBLE DÉFI DE L'INDUSTRIE MINIÈRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE : DROITS
HUMAINS ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Par Awovi Akpédzé Komassi

Essai présenté au Centre universitaire de formation
en environnement et développement durable en vue
de l'obtention du grade de maître en environnement (M. Env.)

Sous la direction de madame Maria Del Rosario Ortiz Quijano

MAÎTRISE EN ENVIRONNEMENT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

MAI 2017

SOMMAIRE

Mots-clés : Afrique subsaharienne, changements climatiques, secteur minier, droits humains, responsabilité sociale des entreprises, traités bilatéraux d'investissement, gouvernance.

Plus de 30 % des réserves minérales mondiales se trouvent en Afrique et l'exploitation des ressources minérales constitue le socle du développement de plusieurs pays africains. D'autre part, le secteur minier contribue de manière considérable aux émissions de gaz à effet de serre sur un continent déjà vulnérable aux changements climatiques. Les changements climatiques créent une série d'impacts sur la pleine jouissance des droits humains dont l'augmentation de la pauvreté pour les populations vulnérables, la dégradation de l'environnement et une atteinte aux services environnementaux, la perte de la biodiversité ou encore l'accroissement de l'inégalité entre les hommes et les femmes. Quant à l'industrie minière, elle est aussi exposée aux risques associés aux conséquences négatives des changements climatiques. Cet essai étudie donc les défis de l'industrie minière et se concentre principalement sur les limites de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) en matière de droits humains et des changements climatiques. L'analyse des défis est appuyée par les études de cas de quatre pays de l'Afrique subsaharienne, fournisseurs de diverses ressources minérales.

Le point de départ est la réalité bien documentée que de nombreux pays africains riches en ressources en bénéficient peu. Au terme d'un examen de la documentation, il a été observé divers obstacles, dont la responsabilité sociale des entreprises minières qui ne s'ajuste pas toujours au cadre de la réglementation internationale et les traités bilatéraux d'investissement entre les pays africains et les investisseurs privés qui n'équilibrent pas les droits et les obligations de ces derniers. Au niveau gouvernemental, des lois minières libérales axées sur les investisseurs ne permettent pas la protection des droits des communautés sur les plans foncier ou environnemental.

L'essai fournit donc des recommandations quant à une meilleure gouvernance des ressources minérales. Il est conclu que les gouvernements, l'industrie minière, la société civile, les organisations régionales et la communauté internationale pourraient contribuer à améliorer la durabilité de l'industrie minière industrielle et artisanale. Une gouvernance multipartite et équilibrée permettrait aux pays de l'Afrique subsaharienne de mieux tirer profit de ce secteur tout en permettant aux entreprises minières de réaliser des rendements raisonnables, par rapport à leurs investissements.

REMERCIEMENTS

Da Akpe Na Mawu Ne Wòayra Wò !

« Il faut tout un village pour élever un enfant » et à la fin de ce chapitre de ma vie, je me rends compte que c'est tout un « village » qui m'a soutenue durant ce programme de maîtrise.

J'aimerais tout d'abord remercier ma directrice d'essai, Rosa qui a accepté de diriger cet essai. Je tenais absolument à produire un travail sur mon continent d'origine et elle a immédiatement accepté de me guider durant ce processus. Merci pour vos suggestions, votre souci du travail bien fait et votre rigueur qui m'ont certainement permis de rester concentrée sur mon objectif. Je suis très fière de ce que nous avons accompli ensemble.

Je voudrais aussi remercier Bonnie Campbell, directrice du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) qui a accepté malgré son horaire chargé, de discuter avec moi, des enjeux de la gouvernance minière en Afrique subsaharienne.

Un grand merci à mes parents, Soumiyatou et Koffi, pour leur soutien indéfectible depuis ma plus tendre enfance. Maman et Papa, vous n'avez jamais cessé de croire en moi et je vous en suis tellement reconnaissante! À mes petites sœurs Simone et Raïssa qui m'inspirent chaque jour, je vous remercie. Vous m'avez toujours poussée à donner le meilleur de moi-même.

À Zuwa M., merci pour ton soutien durant ces dernières années ainsi que pour nos débats durant la rédaction de cet essai. Tu m'as encouragée à sortir de ma zone de confort et je te remercie pour ça. Tu es juste incroyable!

Un grand merci à ma chère amie Cynthia P. qui a su trouver les bons mots pour m'encourager et a accepté de relire des chapitres cet essai. Merci Affoh G. d'avoir pris le temps de relire mes recommandations et de me rappeler à l'ordre quand c'était nécessaire. À tous mes nombreux amis (Marion, Joël et tous ceux que je ne peux pas citer) merci pour votre patience et vos mots d'encouragement durant ces dernières années. Vous êtes merveilleux.

Bref, à tous les membres de ce grand village, vous m'avez inculqué la confiance, la motivation et la persévérance pour tout faire. Merci.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 LE CONTEXTE MINIER EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	3
1.1 L'industrie minière, la croissance économique et le développement en Afrique subsaharienne	3
1.1.2 La production africaine de ressources minérales	4
1.1.3 La demande de ressources minérales	4
1.2 L'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne et dans le secteur minier	5
1.2.1 Les traités internationaux d'investissement	5
1.2.2 Les traités bilatéraux d'investissement (TBI)	6
1.2.3 Les traités régionaux	7
1.2.4 La Chine et l'IDE	8
1.3 Le cadre juridique de l'environnement minier et les politiques d'investissement	10
1.3.1 Les codes miniers en Afrique subsaharienne	10
1.3.2 Les politiques subrégionales relatives au développement minier	11
1.3.3 La vision africaine face au secteur minier	12
CHAPITRE 2 L'INDUSTRIE MINIÈRE ET LES CHANGEMENT CLIMATIQUES	15
2.1 L'évolution du climat et les généralités du climat en Afrique subsaharienne	15
2.2 Les impacts généraux du changement climatique en Afrique subsaharienne	16
2.2.1 La gestion de l'eau et la sécheresse	16
2.2.3 L'augmentation de la température, les conditions de travail et les répercussions sur la santé ..	18
humaine	18
2.3 Le secteur minier dans le contexte des changements climatiques	19
2.3.1 Les impacts de l'industrie minière sur les changements climatiques	19
2.3.2 Les changements climatiques, quels risques potentiels pour l'industrie minière?	21
2.4 Industrie minière, changements climatiques et impacts sociaux	25
2.4.1 La pauvreté	25
CHAPITRE 3 LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET LA RESPONSABILISATION DE L'INDUSTRIE MINIÈRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE	29
3.1 Les instruments de protection des droits de l'homme applicables en Afrique subsaharienne	29
3.1.1 La Déclaration universelle des Droits de l'Homme	29
3.1.2 Les Pactes internationaux sur les droits économiques, sociaux et culturels, civils et politiques	30

3.1.3 La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.....	31
3.1.4 Le système africain de la protection des personnes.....	32
3.2 Les instruments de responsabilité sociale des entreprises (RSE).....	33
3.2.1 Les instruments internationaux publics de RSE.....	34
3.2.2 Les autres instruments de RSE	36
3.3 Mise en application de la RSE par les entreprises minières.....	37
3.3.1 La RSE et l'industrie minière.....	37
3.3.2 Les limites du caractère volontaire de la responsabilité sociale de l'industrie minière	40
CHAPITRE 4 SÉLECTION ET ANALYSE DE QUATRE CAS DE MINES	42
4.1 Sélection des études de cas.....	42
4.2 Études de cas.....	42
4.2.1 Étude de cas 1 (Ghana).....	42
4.2.2 Étude de cas 2 (Mali)	46
4.2.3 Étude de cas 3 (République démocratique du Congo)	49
4.2.4 Étude de cas 4 (Afrique du Sud).....	55
4.3 Discussion.....	58
CHAPITRE 5 RECOMMANDATIONS	62
CONCLUSION.....	70
ANNEXE 1 - GRILLE DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS	90
ANNEXE 2 - CARTES DE LOCALISATION DES ENTREPRISES MINIÈRES.....	91
ANNEXE 3 – PORTRAIT DE LA SITUATION.....	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1	Les modes d’approvisionnement en électricité	20
Tableau 2.2	Exploitation minière en surface et impacts dus aux changements climatiques	22
Tableau 4.1	Réserves des substances minérales de la RDC	49

LISTE DES ACRONYMES

CAE	Communauté d’Afrique de l’Est
CEDEAO	Communauté économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale
CER	Communauté économique régionale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COMESA	Marché commun de l’Afrique orientale et australe
CPI	Code panafricain d’investissement
DCP	Droits civils et politiques
DSEC	Droits sociaux, économiques et culturels
FIDH	Fédération Internationale Des Droits de l’Homme
GES	Gaz à effet de serre
GRAMA	Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique
GRI	Global Reporting Initiative
HCNUDH	Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l’homme
ICMM	Conseil International des Mines et Métaux
IDE	Investissement direct étranger
IFC	Société Financière Internationale
ITIE	Initiative pour la transparence des industries extractives
NGGL	Newmont Ghana Gold Limited
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONG	Organisations non-gouvernementales
ONU	Organisation des Nations Unies
PIDCP	Pacte international sur les droits civils et politiques
PIRDESC	Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
PNUE	Programme des Nations Unies pour l’Environnement
RDC	République démocratique du Congo
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
SADC	Communauté de développement de l’Afrique australe
TBI	Traité bilatéral d’investissement
UA	Union africaine

UEMOA	Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UNECA	United Nations Economic Commission for Africa
VMA	Vision minière africaine

INTRODUCTION

De nombreux pays en développement, dont ceux en Afrique subsaharienne, font des efforts pour attirer les investissements étrangers et développer ainsi leurs industries minières. D'après la Banque mondiale, le contrôle étatique excessif des ressources dans les années 70 et 80 a été un frein dans l'attrait d'investissement nécessaire aux pays en développement. Dans le but d'inverser cette tendance, de multiples pays d'Afrique subsaharienne ont procédé à des réformes institutionnelles et réglementaires qui ont entre autres abouti à la libéralisation à outrance du secteur minier avec la mise en place d'exemptions fiscales, le rapatriement des bénéfices, les faibles paiements de redevances, les régimes de compensation médiocres, la protection des entreprises étrangères en cas de litiges, des normes environnementales peu rigoureuses (Morgan, 2002; Segbor, 2015).

Riche en ressources, l'Afrique subsaharienne nourrit la faim minérale globale depuis le début des années 1800 et les réformes apportées au secteur minier à la fin des années 1980 ont augmenté les activités minières à grande échelle avec la présence de nombreuses entreprises multinationales minières.

Outre ce qu'elles apportent en termes de revenus nationaux, les opérations minières ont la réputation d'avoir le potentiel d'améliorer la vie des personnes dans les zones minières. Ainsi, dans le cadre de leur responsabilité sociale des entreprises (RSE), des infrastructures sur le plan de l'éducation et de la santé ou encore la création d'emplois vont être développées grâce aux initiatives des compagnies minières. Malgré ces initiatives volontaires, de nombreux cas sur les impacts négatifs des activités minières subis par les collectivités minières sur le plan environnemental, économique et social sont documentés. De plus, opérant sur un continent vulnérable aux changements climatiques, l'industrie minière en raison de ses émissions de gaz à effet de serre (GES), contribue à accentuer les défis liés aux changements climatiques (Dourlens, 2015). Par conséquent, ces derniers affectent négativement les communautés minières et mettent en péril les droits humains protégés au niveau international (Shaleed, 2009). Outre cet aspect, il y a le fait que les changements climatiques et ses impacts représentent aussi un risque physique pour les opérations et les installations minières. En plus des risques politiques et réglementaires sur le contrôle des émissions de GES auxquelles seront confrontées les entreprises, il ne faut pas négliger les impacts physiques des changements climatiques (Conseil International des Mines et Métaux [ICMM], 2013). Finalement, le secteur des ressources minérales étant un pilier de nombreuses économies nationales en Afrique subsaharienne, tant en termes de contribution au produit intérieur brut que de recettes fiscales, et aussi en tant qu'industrie qui emploie directement des milliers de travailleurs, la gestion des risques associés à un climat changeant est plus qu'importante.

L'objectif de cet essai est de présenter les enjeux en matière de droits humains et de changements

climatiques de l'industrie minière ainsi que les limites de la responsabilité sociale des entreprises (RSE) pour y répondre.

Une multitude de sources a été consultée dans le cadre de cet essai. Ainsi des documents officiels provenant d'organismes publics ou privés, des publications académiques, des mémoires et essais portant sur l'extraction des ressources minières en Afrique subsaharienne, des articles de presse, des publications et rapports gouvernementaux, des articles scientifiques, des publications d'organisations non gouvernementales crédibles, les lois minières des pays à l'étude ainsi que des documents provenant d'organisations intergouvernementales telles que l'Organisation des Nations Unies ont été consultés. Les moteurs de recherche *Google* et *Google Scholar* ont été principalement utilisés pour la recherche d'informations. Les bases de données bibliographiques en accès libre telles que *Business and Human Rights Centre* et *Human Rights Watch* ont été également utiles pour guider les analyses sur la violation des droits humains. Outre cela, des entrevues avec des personnes clés dans le domaine de l'industrie minière ont été réalisées pour alimenter l'analyse et la discussion.

L'essai est divisé en cinq chapitres. Le premier chapitre introduit le contexte minier africain en se basant principalement sur l'historique de l'industrie minière, le fonctionnement et les implications des investissements dans le secteur ainsi que le cadre régulateur applicable en matière de législation ou de cadre politique dans la région. Le chapitre deux est un bref portrait de l'évolution du climat en Afrique subsaharienne, la vulnérabilité de la région aux changements climatiques, ainsi que ses impacts généraux. Il présente également la place controversée de l'industrie minière quant à sa contribution aux changements climatiques et le fait qu'elle en subisse les effets négatifs. Le chapitre trois examine l'application des traités liés à la protection des droits humains en Afrique subsaharienne, les institutions impliquées ainsi que les instruments de RSE applicables à l'industrie minière. Le chapitre quatre présente des études de cas de l'industrie minière opérant dans quatre pays afin de déceler les similarités et/ou différences dans leur approche face aux droits humains et aux changements climatiques. Finalement, le chapitre cinq porte sur les recommandations quant aux leviers permettant une meilleure gouvernance de l'industrie minière par les différents acteurs impliqués.

CHAPITRE 1 LE CONTEXTE MINIER EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'exploitation des minerais en Afrique est une activité dominante et représente le premier poste d'exportation pour près de la moitié des pays africains justifiant désormais la place prépondérante de l'Afrique sur le plan international. Une forte proportion des investissements directs étrangers en Afrique concerne le secteur des industries extractives et cette hausse des investissements peut être en partie attribuée aux importants changements apportés aux codes miniers. Bien que l'industrie minière constitue un secteur d'activité pour l'économie nationale, et s'inscrive au cœur des politiques nationales de développement socio-économique de nombreux pays d'Afrique Subsaharienne, les retombées économiques et sociales sont extrêmement limitées. L'étendue des conséquences négatives induites par le développement des projets miniers dans les localités minières soulève des questions quant à la capacité de l'industrie à jouer un rôle important en matière de développement.

1.1 L'industrie minière, la croissance économique et le développement en Afrique subsaharienne

Avec plus de 20 pays possédant d'abondants gisements minéraux, l'Afrique abrite plus de pays riches en ressources qu'aucune autre région du globe. Pourtant, les conditions de vie de la plupart de ses citoyens sont déplorables, en partie dues à la distribution inéquitable des revenus provenant de ces ressources. En effet, le secteur minier génère des milliards de dollars en revenu chaque année grâce aux exploitations, qui constituent le commerce le plus rentable sur le continent africain. Le continent africain possède ainsi un énorme potentiel de financement du développement des infrastructures et des projets de développement social nécessaires à une croissance économique durable et diversifiée ainsi qu'à la réduction de la pauvreté. De plus, l'indice de développement humain de la région était de 0,518 en 2014, soit un taux plus bas que la moyenne mondiale qui était de 0,711 (Observatoire des inégalités, 2016). Cependant, la mauvaise performance de l'industrie, en 2015, a entraîné un recul de la croissance de 3 % en 2015, au lieu d'une croissance de 4.5 % enregistrée un an plus tôt suite à l'effondrement des cours mondiaux des matières premières (Banque mondiale, 2016 ; Groupe d'étude et de recherche en sociologie et droit appliqué, 2011). Ceci porterait à justifier cette théorie de la malédiction des ressources alors que le défi principal de l'Afrique subsaharienne est la nécessité de concilier l'industrie minière et les exigences du développement durable. Cela a pour but de s'assurer que l'exploitation des ressources minérales soit un vecteur de développement durable. Cependant, le profil de l'industrie minière, en Afrique subsaharienne, soit par ses défis liés à l'histoire de l'industrie extractive ou par ceux liés aux fonctionnements de l'industrie à travers les investissements et la gouvernance, permet de mieux saisir ces enjeux.

Des années plus tard, soit dans les années 2000, l'industrie minière est encore établie sur l'ancien modèle colonial d'extraction et d'exportation et les liens avec l'économie locale demeurent faibles (TNW-Africa,

s.d.).

1.1.2 La production africaine de ressources minérales

Le continent africain détiendrait environ 30 % des réserves mondiales de minerais et produirait autour de 60 minerais et métaux. Les données géologiques et les cartes des potentialités minières étant limitées, la majeure partie des réserves demeurerait inexplorée (Prichard, 2009; Maréchal, 2013). À l'échelle mondiale, le continent détiendrait environ 16 % de l'or, 25 % de bauxite, 27 % du manganèse, 37 % du chrome, et 49 % du cobalt (Sornarajah, 2010 ; Chaponnière, 2013). Sur le plan de la production, l'Afrique est incontournable, car plus de 50 % des pays africains sont producteurs de ressources minérales. Sur 55 pays, 20 sont considérés riches en ressources naturelles, selon les critères du Fonds Monétaire International. Ensemble, ces pays riches en ressources naturelles génèrent environ 80 % du PIB du continent (Laporte, De Quatrebarbes et Bouterige, 2016) tandis que les minéraux représentent une moyenne de 70 % du total des exportations africaines et plus d'un quart du PIB continental (Centre africain des ressources naturelles, 2016). Cependant, malgré les quantités importantes de ressources minérales, la production africaine ne représente que 8 à 11,5 % environ de la production minière mondiale derrière l'Asie (28,8 %), l'Amérique latine (23,7 %), l'Océanie (14 %) et l'Amérique du Nord (11,3 %). Face à la production mondiale, l'Afrique subsaharienne produit environ 19 % de l'or, 9 % de la bauxite, 39 % du chrome, 28 % du manganèse ou encore 62 % du cobalt (Chaponnière, 2013 ; Centre africain des ressources naturelles, 2016). Avec la majeure partie de cette production, exportée sous forme brute (UNECA, 2011; Banque africaine de développement, 2012), les revenus générés sont minimes comparativement à ce que pourraient rapporter les exportations de produits finis ou semi-finis. Aussi, avec seulement une part se situant entre 13 % et 18 % des budgets mondiaux dirigés vers l'exploration depuis les années 2000, l'Afrique subsaharienne est sous-explorée. Des budgets équivalents ou supérieurs sont investis au Canada ou en Amérique du Sud, là où les superficies couvrent respectivement 10 et 18 millions de kilomètres carrés tandis que la superficie est de plus de 30 millions de kilomètres carrés en Afrique (Maréchal, 2013). Selon Jean-Raphaël Chaponnière (2013), les explorations devraient permettre de révéler d'autres richesses qui pourraient augmenter le taux de production du continent.

1.1.3 La demande de ressources minérales

Devant la demande de plus en plus forte de ressources minérales due à la croissance et à l'urbanisation des pays émergents, le continent africain est devenu un eldorado pour les compagnies minières étrangères, dont celles de la Chine, un leader mondial dans le secteur minier (Maréchal, 2011). En 2010, 24 pays exportaient des produits miniers (Maréchal, 2013). Ceci correspond à une tendance toujours d'actualité,

car les exportations de l'Afrique subsaharienne vers le reste du monde restent fortement dominées par les matières premières, dont les minerais et les métaux (Schmieg, 2016).

Sur le continent africain, la consommation de matières minérales est faible ou inexistante lorsqu'elle est comparée à la demande de ressources minérales mondiales (Lopes, 2013). Le faible taux de consommation par l'Afrique des minéraux qu'elle produit serait dû à son faible niveau d'industrialisation. Toutefois, une augmentation rapide est observable par une progression de la demande d'acier, par exemple. En 2000, la demande d'acier a progressé de 4,5 % avec une estimation d'augmentation de 4 % annuellement, dans les années suivantes (UNECA, 2011).

1.2 L'investissement direct étranger en Afrique subsaharienne et dans le secteur minier

Suite aux réformes instituées dans les années 90, par la Banque mondiale, il y a eu un afflux d'investissements directs étrangers (IDE), dans le secteur minier en Afrique subsaharienne. Les nouvelles dispositions institutionnelles, légales et fiscales ont attiré des petites entreprises, des sociétés d'exploration et de grandes compagnies multinationales canadiennes, australiennes et sud-africaines ou encore des entreprises de pays émergents et du bloc soviétique (Rubbers, 2013). Que ce soit à travers un traité bilatéral d'investissement (TBI) ou d'un traité régional d'investissement, les IDE en Afrique subsaharienne s'orientent principalement vers le secteur minier (Chipwende, 2016). Ainsi entre les années 1998 et 2000, les investissements miniers, à destination de l'Afrique à l'échelle mondiale, sont passés de 12 à 28 % (Rubbers, 2013). En 2006, par exemple, les flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne ont atteint un montant de 35,5 milliards de dollars. Une dizaine d'années plus tard, les IDE sur le continent, incluant l'Afrique du Nord, totalisaient un montant de 54 milliards de dollars, accusant cependant une baisse de 7 %, par rapport à l'année 2014 (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement [CNUCED], 2016a). Cette diminution est particulière à l'Afrique de l'Ouest et centrale. Selon le CNUCED (2016a), ces investissements devraient augmenter modestement dans les années suivantes. Certes, les investissements ont permis à certains gouvernements africains d'afficher des taux de croissance élevés, mais il s'avère qu'ils ont surtout bénéficié aux actionnaires des compagnies étrangères et aux leaders politiques nationaux plutôt qu'au développement dont pouvaient jouir les populations (Rubbers, 2013).

1.2.1 Les traités internationaux d'investissement

Les IDE sous-entendent une relation directe entre les entreprises multinationales et les États, récipiendaires des investissements. Leur encadrement juridique est devenu une question de nature

internationale comprenant ainsi des règles de droit international, dont des traités bilatéraux, régionaux et multilatéraux, ainsi que des textes non conventionnels tels que des déclarations étatiques ou des résolutions des organes d'organisations internationales (Zorila, 2007). Au cours des dernières décennies, les accords internationaux traitant de la question d'investissement se sont multipliés. À elle seule, l'Afrique est partie à environ 900 traités internationaux d'investissement dont une grande majorité est signée avec des pays hors du continent afin de compléter ses politiques nationales pour attirer des IDE. L'adhésion de l'Afrique subsaharienne aux traités internationaux économiques aurait permis, à la région, de voir augmenter ses flux de capitaux étrangers bien qu'il n'y ait pas assez d'éléments suffisants qui permettraient de prouver que les traités d'investissement encourageraient réellement l'investissement (Rubbers, 2013). Les caractéristiques des traités d'investissement varient : certaines examinent les politiques d'investissement en général tandis que d'autres couvrent des éléments allant de l'admission et l'établissement des investissements, au traitement des mécanismes de règlements des différends. La plupart des traités n'exigent pas d'investissement favorisant le respect des droits ou la maximisation des avantages sociaux et environnementaux (IIED, 2016). Une autre des caractéristiques de ces traités est qu'ils permettent aux entreprises étrangères d'intenter des poursuites relatives aux investissements contre les gouvernements en contournant les tribunaux nationaux à travers un mécanisme d'arbitrage. À la fin du mois de juin 2015, environ 20 % de tous les conflits d'arbitrage à l'un des principaux organismes d'arbitrage créé au sein de la Banque mondiale, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, concernaient des États africains. Le Burundi et la République démocratique du Congo ont été les plus ciblés en Afrique subsaharienne (ISDS Platform, 2016).

Sur un continent dont les exportations reposent principalement sur des ressources minérales, les traités d'investissement, sous la forme de TBI ou de traités régionaux, vont viser la promotion de flux d'investissements entre les États signataires. Ces traités permettent également la création d'obligations sur la façon dont les États doivent protéger et accepter les investissements des ressortissants de l'autre ou des autres États sur leur propre territoire. Toutefois, ils soulèvent de nombreuses questions relatives à la violation des droits humains qui nécessitent un examen minutieux malgré le fait que peu de traités y font référence et que certains tribunaux arbitraux ne prennent pas en compte les arguments qui y sont liés (IIED, 2016).

1.2.2 Les traités bilatéraux d'investissement (TBI)

Traditionnellement, l'Afrique représente une part importante des TBI dans le monde. Sur 2 750 TBI, environ 870 ont été conclus en Afrique avec, cependant, une diminution des TBI signés par les pays

africains depuis 2002 (Mbengue, 2016). Les TBI vont organiser les règles selon lesquelles les investissements effectués seront protégés. Les protections minimales traditionnelles incluses dans les TBI exigent des parties, une obligation d'accorder aux investissements réciproques un traitement juste et équitable équitable et non discriminatoire, une indemnisation en cas d'expropriation et un libre transfert des capitaux (Zorila, 2007).

Spécialement conçus par les pays occidentaux dans les années 1950 et 1960, dans un contexte de relations économiques entre les pays du Nord et les pays du Sud, les TBI sont devenus les moyens de réglementation des IDE. Ils sont utilisés, par les pays du Nord, pour promouvoir et protéger l'investissement, faciliter l'entrée et le fonctionnement des investissements ainsi que libéraliser les économies des pays en développement. Le régime juridique international de la protection des investissements étrangers est donc largement dominé par les TBI bien que leur impact sur le développement économique et social en Afrique reste discutable. En effet, il est souvent avancé qu'ils accordent plus de protection et de droits aux investisseurs étrangers, en faussant les conditions au détriment des investisseurs nationaux ou tiers et en réduisant les avantages potentiels pour l'Afrique, tout en exposant les pays d'accueil au risque de litiges. Cette domination des cadres bilatéraux dans l'investissement minier s'expliquerait par le fait qu'ils permettent aux pays développés d'exercer leur pouvoir d'une façon plus efficace que ne le permettrait un cadre multilatéral, par exemple. Aussi, il existerait un déséquilibre qui avantage les investisseurs des pays développés et émergents sur le plan des promesses et des concessions qui paraissent équitables en théorie, mais qui ne le sont pas en réalité, vu que les pays africains investissent peu ou jamais dans les pays développés (Ofodile, 2013 ; Kidane, 2016). On observe, cependant, une nouvelle tendance en matière d'investissements avec la croissance de TBI signés entre les pays africains. Ainsi environ 145 des TBI signés sont des traités intra-africains (UNECA, 2015). Aussi, une nouvelle génération de TBI voit le jour. En 2012, la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) élaborait un modèle de TBI sur les obligations des investisseurs (SADC, 2012). Ce modèle rejette les traités populaires des années 1990 et début 2000 et met en place une approche qui reflète la relation entre investissement et développement durable avec des droits et obligations conformes à cette relation. Le modèle rejette également la tendance à vouloir reproduire ce qui a été fait précédemment (Mann, 2012 ; Seatini et Traidcraft, 2015).

1.2.3 Les traités régionaux

La majorité des traités signés sur le continent lie les États d'une région africaine à des États à l'extérieur

du continent africain. Cependant, des accords régionaux d'investissement et des instruments juridiques relatifs à la réglementation de l'investissement étranger existent au sein des communautés économiques régionales (CER), en Afrique subsaharienne.

Ainsi la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) a adopté l'Accord sur l'investissement de la CEMAC en 1965, tandis que la Communauté économique des pays des Grands Lacs a adopté son Code de l'investissement, en 1982. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a adopté le Protocole de la CEDEAO de 1984 relatif aux entreprises de la région et le Protocole de la CEDEAO de 1979 sur la libre circulation des personnes, le droit de résidence et d'établissement. En 2008, la CEDEAO adoptait un document législatif sur les règles communes d'investissement pour la Communauté (UNECA, 2015). Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) a élaboré un traité d'investissement en 2007, qui n'est toutefois pas en vigueur (CNUCED, 2016c). Ce traité cherche à établir un espace commun d'investissement plus libéral et plus transparent entre les États membres et à le rendre plus attrayant sur le plan international (COMESA, 2007). Le protocole sur la finance et l'investissement, en vigueur depuis 2010 de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) confère, quant à lui, des droits pour la recherche ou l'exploitation de ressources naturelles. Son traité type d'investissement de 2012 contient des obligations pour les investisseurs notamment dans les domaines de la corruption, des impacts environnementaux et sociaux, de la transparence et des droits de la personne et des normes du travail. Quant à la Communauté d'Afrique de l'Est, son code sur le modèle d'investissement de 2006, et révisé en 2015, a pour objectif d'améliorer le climat des affaires dans la région et d'harmoniser les lois et les politiques d'investissement des États membres (UNECA, 2015).

En 2015, l'Afrique a négocié son premier accord continental sur les investissements, soit le Code panafricain d'investissement (CPI) avec une priorité accordée aux Objectifs de développement durable. Le CPI, qui n'a pas encore été adopté par les pays membres de l'Union africaine (UA), reflète une africanisation du droit international de l'investissement et le désir du continent de mettre en place ses propres règles d'investissement ainsi que ses règles de fonctionnement (Mbengue, 2016). Tout cela en encourageant les investissements et le contenu local.

1.2.4 La Chine et l'IDE

Bien que les partenaires de développement traditionnels occidentaux restent dominants dans les secteurs de l'extraction en Afrique, la Chine, pays émergent, est devenue dès l'an 2000, un investisseur et un

consommateur de ressources naturelles africaines. La présence de la Chine dans ce marché est importante malgré qu'elle soit relativement encore un acteur modeste sur le plan mondial (Chen, Dollar et Tang, 2015). En effet, l'investissement total de la Chine, dans les pays africains, est encore à un niveau inférieur si une analogie est faite par rapport aux investissements des pays développés tant en termes de montant total d'investissement et du nombre de projets. Ainsi, bien que les grands projets miniers visent les marchés chinois, une majorité est mise en œuvre par des sociétés occidentales (Chaponnière, 2013). Toutefois, le rythme auquel l'investissement de la Chine en Afrique se développe est plus élevé que celui de n'importe quel autre pays (Chen et al., 2015).

La Chine, qui possède des ressources minérales importantes, investit néanmoins dans l'exploitation minière en Afrique subsaharienne et importe principalement le minerai de fer, la bauxite, le niobium et le cobalt (Chaponnière, 2013). L'absorption, par le secteur extractif de la plupart des flux de l'IDE en provenance de la Chine, fait d'elle un des partenaires importants en matière de commerce du continent africain. En effet, environ 50 % de l'IDE chinois revient au secteur minier de pays dotés en ressources tels que le Nigéria, l'Afrique du Sud ou le Soudan (BAD, 2011). Nonobstant, les investissements s'étendent à d'autres secteurs, dont les infrastructures ou l'agriculture (BAD, 2011). En 2013, les activités minières en Afrique ont reçu environ 24,7 % de l'investissement direct total de la Chine, et à la fin de l'année 2013, le total accumulé des IDE a atteint 6,92 milliards de dollars USD, soit près de 26,4 % des investissements directs accumulés par la Chine, en Afrique (Han, 2016). Tout cela malgré une baisse de ces investissements, en 2014 et 2015 (UNECA, 2016). En dépit de la domination de groupes occidentaux, il importe donc de relativiser la multiplication des projets chinois qui représentent 10 % des investissements miniers (Chaponnière, 2013). Il est cependant très difficile d'évaluer les montants exacts d'IDE chinois, en Afrique, car certains prêts accordés le sont pour la construction d'infrastructures. Et pourtant, ce sont des incitations commerciales qui favorisent des accès aux ressources naturelles (Gagné, 2013).

Les principaux instruments juridiques qui régissent l'investissement sino-africain sont des TBI. Les TBI sino-africains constituent les outils politiques de promotion de l'investissement dans le cadre de la coopération économique Sud-Sud (Kidane, 2016). De 1989 à ce jour, des TBI ont été signés avec une trentaine d'États africains, dont seize sont déjà en vigueur (CNUCED, 2016b). Tous ces accords bilatéraux avec la Chine ont des points communs, notamment sur le traitement de base et la protection des investisseurs, ainsi que les mécanismes de résolution de différends liés aux investissements. Cependant, les TBI récents élargissent la portée des réclamations qui peuvent être soumises à l'arbitrage international par un investisseur, mais ne contiennent pas d'engagements quant à l'accès aux marchés. En d'autres termes, seulement les investissements dûment admis dans l'État hôte sont protégés. Il ressort également

que des avantages fiscaux et douaniers sont mis en place, en faveur des investissements chinois en Afrique (Fasseu, 2011). Il est intéressant de noter que la Chine n'a pas la même approche en Afrique, pour ses exportations et ses importations. Elle importerait davantage de pays africains ayant une mauvaise gouvernance (Gagné, 2013). Cela emmène cependant à s'interroger sur la place accordée à la lutte contre la corruption et à la promotion de la transparence dans l'industrie extractive africaine dans ses relations avec la Chine (Fasseu, 2011). Sans compter que toutes les transactions entre la Chine et l'Afrique ne sont pas rendues publiques et que le nombre d'actifs miniers contrôlés par la Chine en Afrique pourrait être encore plus impressionnant (Basov, 2015).

1.3 Le cadre juridique de l'environnement minier et les politiques d'investissement

Suite à la décolonisation du continent africain, le développement de réformes règlementaires et politiques par la suite avait pour but d'assurer une meilleure gestion du secteur extractif, afin d'apporter un retour positif aux pays africains et favoriser de ce fait leurs développements économique et social.

1.3.1 Les codes miniers en Afrique subsaharienne

Les codes miniers, qui servent de réglementations pour les activités minières en Afrique, ont été reformés, dans plusieurs pays africains, depuis les années 80, afin d'offrir un environnement propice à l'attrait de capitaux étrangers, et dans le but de stabiliser le secteur minier de ces pays. Ainsi, au cours de la refonte de codes miniers, les redevances, les taxes et autres facteurs qui pouvaient paraître rébarbatifs pour les investisseurs ont été amoindris ou éliminés. Cette transformation apportée aux codes miniers a créé une compétition entre les pays du Sud, car chaque État voulait offrir le code minier le plus attrayant possible aux investisseurs étrangers (GRAMA, 2004). Sur le continent africain, entre les années 90 et 2000, environ une trentaine d'États ont procédé à la révision de leurs codes miniers et à de nombreux changements politiques. Bien évidemment, la majorité de ces réformes visaient surtout à attirer davantage d'investissements étrangers grâce à un assouplissement de la réglementation, à une libéralisation des politiques sociales et du travail ainsi qu'une plus grande appropriation du secteur privé et des régimes fiscaux (Besada et Martin, 2013). Ces réformes auraient réussi à attirer davantage d'investissements étrangers dans certains pays africains bien que ce soit toujours discutable et que leurs contributions en termes de développement durable semblent plutôt incertaines (GRAMA, 2004). Les efforts visant à harmoniser les codes miniers se sont accrus à travers le continent au sein des groupements régionaux, en insistant particulièrement sur la nécessité de cadres règlementaires transparents et de systèmes administratifs efficaces, y compris des guichets uniques, dans le domaine des permis miniers. La plupart

des communautés économiques régionales (CER), notamment la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) ont pris des premières mesures concrètes pour harmoniser leurs codes et élaborer des normes communes pour créer un environnement commercial uniforme pour les investisseurs. Cependant, le défi principal est la difficulté de définir systématiquement un agenda commun parmi les pays membres, compte tenu des intérêts souvent concurrents et parfois divergents dans les secteurs (Ramdoo, 2014).

1.3.2 Les politiques subrégionales relatives au développement minier

La SADC, la CEDEAO, l'UEMOA et la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE/EAC) ont pris des mesures afin d'harmoniser leurs politiques, les législations et règlements nationaux et pour définir des normes communes pour uniformiser l'environnement d'affaires proposé aux investisseurs miniers (UNECA, 2011). En Afrique de l'Ouest, la *Directive C/DIR3/05/09 sur l'harmonisation des principes directeurs et des politiques dans le secteur minier* (Directive de la CEDEAO) a été adoptée en 2009 et présente les objectifs de la sous-région ouest-africaine pour le secteur minier. L'objectif de la CEDEAO était de créer un code minier qui soit commun à l'Afrique de l'Ouest et qui repose sur une approche participative, un développement socio-économique durable, la réduction de la pauvreté, la protection de l'environnement, la bonne gouvernance ainsi que le respect des droits de l'homme (Mballo, 2012). Les principes et politiques de la région, en lien avec le secteur minier, doivent donc être basés sur des normes standard de haut niveau de responsabilité des compagnies minières et des gouvernements afin de promouvoir les droits de l'homme, la transparence et l'équité sociale ainsi que la garantie de la protection des communautés locales et de l'environnement dans les zones minières de la sous-région. La directive veut aussi créer un environnement favorable au développement macroéconomique durable, mettre en place une politique minière transparente et renforcer les capacités des communautés minières. La directive exige des États membres, la création d'un cadre de réglementation des activités minières comportant des lois, des règlements et une autorité compétente. Les États membres sont donc tenus d'élaborer des plans d'action nationaux pour la mise en œuvre de la directive et de soumettre un rapport annuel sur les progrès accomplis dans ce sens (Amnesty International, 2014). Cependant, en 2015, parmi les quinze pays de la CEDEAO, seuls quatre pays sont parvenus à finaliser le processus d'adoption d'une nouvelle politique minière ou d'un nouveau code minier basé sur la Directive de la CEDEAO (UNECA, 2016a). Une autre politique minière, adoptée par les ministres des Mines des huit pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), cherche à instaurer un climat propice aux investissements miniers, à diversifier la production minière, à encourager la transformation sur place des substances minérales et à

favoriser la coexistence des mines industrielles et de l'artisanat minier ainsi que la préservation de l'environnement (Politique minière commune de l'UEMOA, 2000). Ces deux politiques traduisent l'émergence d'un environnement opérationnel uniforme parmi les 15 États membres de l'Afrique de l'Ouest, malgré les défis de mise en œuvre observés.

En Afrique australe, l'industrie minière est d'une importance stratégique pour la région avec environ la moitié des ressources mondiales telles que le vanadium, le platine et les diamants qui s'y retrouvent et aussi environ 20 % de cobalt et 36 % d'or. Ces minéraux contribueraient fortement aux produits nationaux bruts de plusieurs pays membres de la SADC, tout en renforçant la création d'emploi. De plus, les exportations de minerais constituent une importante source de devises. En 1997, la SADC a élaboré un protocole sur l'exploitation minière (SADC, 2016) qui viserait à développer les ressources minérales de la région, par le biais de la collaboration internationale, tout en améliorant le niveau de vie des personnes engagées dans l'industrie minière (SADC, 2016). Ce Protocole identifie les domaines de coopération à l'industrie minière régionale, en incluant l'harmonisation des politiques nationales, la facilitation du développement des capacités humaines et technologiques, la promotion de la participation du secteur privé et le respect des normes internationales sur la protection sanitaire, sécuritaire et environnementale (UNECA, 2011). Certes, les cadres régionaux de la SADC ont leur utilité, mais ils ont des lacunes qui ne permettent pas aux initiatives nationales de s'aligner sur les plans régionaux (Ramdoo, 2014). Finalement, les pays de l'Afrique de l'Est, à travers la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), ont également une politique minière (UNECA, 2016b).

Malgré toutes ces initiatives politiques qui traduisent la volonté de créer un cadre régional propice au développement minier, il y a peu de cohérence entre les approches et les priorités parmi les États membres et il n'y a pas assez de projets régionaux liés aux secteurs extractifs.

1.3.3 La vision africaine face au secteur minier

Afin d'attirer les investissements étrangers dans le secteur extractif, une concurrence est née entre les pays et a entraîné la législation de complaisance ainsi que du dumping fiscal. Ces mesures excessives, surtout sur le plan fiscal, ont limité de façon marquante les bénéfices des gouvernements africains ainsi que des populations des pays producteurs quant aux changements sociaux et économiques espérés (Maréchal, 2013). Cependant, le secteur des industries extractives pourrait jouer un rôle majeur, dans le développement durable de nombreux pays africains, avec une meilleure gouvernance des ressources naturelles (Bilal, 2013; PNUD, s.d.). C'est donc dans cet esprit que s'est articulée la Vision du Régime minier de l'Afrique, une initiative transnationale adoptée par les chefs d'État africains, en 2009 (UA,

2009). En effet, il était question pour les gouvernements africains de trouver un moyen de traduire les ressources minérales ainsi que les retombées des investissements en une économie équitable et inclusive. La stratégie de développement de la VMA traduit donc les efforts du continent à débarrasser le secteur minier de ses caractéristiques coloniales qui n'ont pas, jusqu'alors, été couronnées de succès et à s'assurer que l'industrie minière ait des liens plus forts avec les économies nationales. Plus important, la Vision est une initiative appropriée au contexte africain qui traduit le désir d'une certaine autonomie du continent quant à sa gouvernance des ressources naturelles. L'exploitation minière ne doit donc plus être une activité enclavée et la restructuration de l'exploitation minière devient une tâche fondamentale des décideurs. La VMA reconnaît que le changement de paradigme implique que les gouvernements doivent faire face à de gros défis (TWN-Africa, s.d.). Elle fournit donc le cadre et le soutien pour la transformation du paysage minier en Afrique. Ce cadre comprend des mesures axées sur l'environnement, la formalisation de l'exploitation minière artisanale et, à petite échelle, le développement des énergies et l'infrastructure, le renforcement des capacités de planification, de gestion et de pilotage des institutions publiques, la responsabilité sociale des entreprises, la maximisation et la gestion des recettes fiscales, la recherche et développement ainsi que la durabilité (UA, 2009). En 2013, le Centre Africain de Développement Minier (CADM) a été créé afin de coordonner la VMA et réécrire de ce fait, un nouveau « contrat social » qui, dans les faits, irait à l'encontre des stratégies de développement inspirées par le Consensus de Washington et qui dominant actuellement en Afrique. De plus, les initiatives populaires et en place telles que la *loi Dodd-Frank* (2010) sur le « devoir de diligence » des sociétés cotées en bourse aux États-Unis quant aux achats de minerais en provenance de la République démocratique du Congo, la *Charte des ressources naturelles*, une initiative indépendante dont l'objectif est d'aider les gouvernements et sociétés de pays riches en ressources non renouvelables à mieux les gérer, ou le *Cadre stratégique pour l'exploitation minière (CPM) du Forum intergouvernemental sur les mines, minéraux, métaux et le développement durable (IGF)* sont des solutions de rechange sur la gouvernance des ressources naturelles au même titre que la VMA. Toutefois, elles impliquent des hypothèses, des préférences et des plans différents qui pourraient ne pas être compatibles à la gouvernance des ressources naturelles dans un contexte africain et pourraient donc être considérées comme des initiatives concurrentes à la VMA (Shaw, 2014). À cela s'ajoutent d'autres obstacles à la VMA tels que la capacité à transformer la vision en politiques efficaces, la nature des obligations contractuelles existantes de certains États membres, les relations entre les États africains et les multinationales ainsi que le faible financement et la capacité limitée de l'État (Khadiagala, 2014).

Pour le moment, la Vision n'a eu qu'un impact limité dans les nombreux pays riches en minéraux, d'autant que le récent ralentissement économique en Asie a maintenant conduit à une baisse des prix et de

l'activité, entraînant de grandes suppressions d'emplois, des fermetures de mines et de nombreux investissements mis à mal (CNUCED, 2016d).

CHAPITRE 2 L'INDUSTRIE MINIÈRE ET LES CHANGEMENT CLIMATIQUES

Le changement climatique a des conséquences énormes pour le continent africain malgré la contribution moindre du continent aux émissions de GES. L'Afrique subsaharienne est aux prises avec des sécheresses périodiques, une raréfaction de l'eau et des répercussions sur la santé humaine, dues au changement climatique. Le secteur minier contribue à la fois de façon significative aux émissions de GES et est exposé aux risques associés aux effets du changement climatique.

2.1 L'évolution du climat et les généralités du climat en Afrique subsaharienne

L'Afrique subsaharienne se trouve presque exclusivement sous les latitudes tropicales. Les deux tiers de sa surface terrestre peuvent être classés comme désert fragile ou comme terres arides (Banque mondiale, 2009). Son climat a subi des modifications au fil du temps. Autrefois, il existait des conditions plus humides dans le désert du Sahara et dans d'autres régions plus arides du continent. Cependant, le climat est devenu progressivement plus sec, accompagné du déplacement du désert vers le sud, d'une réduction de la faune et de la flore à certains endroits et de sa disparition à d'autres endroits (Belnet, 2013, 9 décembre). D'autres variabilités climatiques ont affecté le Sahel, au cours des 500 dernières années, avec des fluctuations au niveau de la pluviométrie (IDEELS, s.d.). L'un des facteurs climatiques les plus importants sur le continent est la pluviométrie. Ainsi, depuis le début du 20^e siècle, les cycles de précipitations varient avec des périodes de sécheresse, des périodes de pluies supérieures à la moyenne et des périodes de pluie moyenne. Les pires sécheresses correspondent à celles des années 1910, qui ont touché l'Afrique de l'Est et de l'Ouest. Les périodes de sécheresse ont été suivies par des précipitations plus élevées. Par la suite, des tendances négatives ont été observées de nouveau à partir de 1950, culminant aux sécheresses du début des années 1970 et au milieu des années 1980 (Banque mondiale, 2009). Dès les années 60, les changements climatiques peuvent déjà être observés avec la montée des températures et des vagues de chaleur. Bien que cette sécheresse ait d'abord été interprétée comme un nouveau phénomène dans lequel la baisse des précipitations et l'utilisation inappropriée de l'environnement délicat causaient l'avancée du désert, la sécheresse sahélienne faisait plutôt partie d'un cycle de changement de longue date selon de nombreux scientifiques (IDEELS, s.d.). Une forte baisse de la pluviométrie annuelle accompagnée d'une augmentation de la variabilité est observée en se déplaçant vers le sud ou le nord de l'équateur et de grandes parties du continent sont déjà exposées à une forte variabilité climatique sur une base annuelle et interannuelle. Cette tendance générale de baisse de la

pluviométrie, depuis les années 1900, pourrait être expliquée par le réchauffement planétaire qui a d'ailleurs connu une accélération vers les années 1970 (GISS, 2012, 19 janvier). Outre la pluviométrie, le climat dépend également de l'interaction de courants atmosphériques et de la topographie. Ainsi, les régions équatoriales de l'ouest sont plus humides que les régions de l'est tandis que les régions montagneuses éthiopiennes connaissent un climat plus frais et plus humide que les basses terres environnantes (Banque mondiale, 2009).

Si les émissions de GES continuent à leur rythme actuel, la hausse de température est projetée à 4 degrés Celsius d'ici la fin du 21^e siècle par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Dans les régions autour de l'équateur et dans les zones côtières, le réchauffement sera moins intense tandis que le sud et l'ouest seront plus affectés. Les projections sur les précipitations sont aussi incertaines, dues au manque de données, mais aussi aux processus climatiques assez complexes (Edenhofer et Wallacher, 2012; Cameron, 2014).

2.2 Les impacts généraux du changement climatique en Afrique subsaharienne

Faible émettrice de GES et enregistrant un important taux de pauvreté, l'Afrique subsaharienne est particulièrement vulnérable aux changements climatiques. Elle subit de multiples stress biophysiques, politiques et socio-économiques qui limitent également sa capacité d'adaptation. En Afrique, les effets négatifs du changement climatique participeraient à la réduction de son PIB et entraîneraient entre autres, un défi lié à la gestion de l'eau ainsi que des sécheresses fréquentes, l'insécurité alimentaire, la montée des températures qui n'est pas sans conséquence pour la santé humaine.

2.2.1 La gestion de l'eau et la sécheresse

L'eau constitue une ressource de haute importance pour les populations africaines. Cependant, les changements climatiques ont une multitude d'impacts immédiats et à long terme sur les ressources en eau dans les pays africains. Beaucoup de pays d'Afrique vivent sous le stress hydrique. Cela est sans compter les phénomènes tels que les inondations, la sécheresse, l'élévation du niveau de la mer dans les estuaires, l'assèchement des cours d'eau, la mauvaise qualité de l'eau dans les systèmes de surface et souterrains ainsi que les précipitations et les distorsions des vapeurs d'eau. Ces éléments ne représentent que quelques-uns de ces impacts (Urama et Ozor, 2010). Les parties aride et subtropicale sèches de l'Afrique seront affectées par le changement climatique, d'autant plus qu'il serait plus important à l'horizon 2100. En 2080, on prévoit une augmentation de 5 à 8 % des terres arides et semi-arides en Afrique. Le Groupe

d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat prévoit que d'ici 2020, entre 75 et 250 millions de personnes en Afrique seront exposées à un stress hydrique accru dû aux changements climatiques (BAD, 2011). Ainsi, les régions déjà touchées par une forte aridité, comme le Sahel, connaîtront une augmentation des épisodes de sécheresse, tandis qu'on observera aussi une augmentation de la proportion de la population africaine susceptible d'être confrontée à un stress hydrique, en passant de 47 %, en 2000, à 65 %, en 2025 (World Water Council, 2016). Les changements climatiques contribueraient à l'aggravation de la situation bien que ce ne soit pas le cas pour tous les pays de la région. Aussi, le caractère imprévisible des précipitations, les changements dans la pluviométrie et la saisonnalité, ainsi qu'une augmentation des sécheresses font déjà partie des effets liés aux changements climatiques observés (Connolly-Boutin et Smith, 2015 ; Codjoe et Owusu 2011; Tambo et Abdoulaye 2013 ; Hesselberg et Yaro, 2006).

2.2.2 Les répercussions sur la sécurité alimentaire et la production alimentaire

Les changements climatiques ont des impacts majeurs quant à la sécurité alimentaire et la production alimentaire en Afrique subsaharienne. Les sécheresses extrêmes, par exemple, ne facilitent pas la capacité des populations à cultiver la nourriture ni à élever le bétail (Connolly-Boutin et Smit, 2015). En effet, environ 70 % des Africains dépendent de l'agriculture pluviale, déjà vulnérable à une variété de stress, dont ceux associés au changement climatique (Banque mondiale 2009b). Or, l'agriculture est importante pour la sécurité alimentaire, car elle constitue, non seulement un moyen de production des aliments, mais elle est aussi la principale source de subsistance pour les deux tiers de la population en Afrique subsaharienne (OIT, 2007). Puisque la production agricole de pays à faibles revenus du continent africain est affectée par les variabilités climatiques, il s'agit donc de moyens de subsistance d'un grand nombre de personnes qui se retrouvent menacés par l'insécurité alimentaire. D'ici 2020, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient être réduits de 50 %, dans certains pays africains. La production agricole, y compris l'accès à la nourriture, dans de nombreux pays africains, devrait être gravement compromise (BAD, 2011).

Le raccourcissement ou la perturbation des saisons de culture ainsi que les réductions dans les zones propices à l'agriculture et les baisses du rendement agricole dans de nombreuses régions d'Afrique subsaharienne sont quelques-uns des effets observés (Sarr, 2012). En Afrique du Sud, les agriculteurs ont remarqué une augmentation de la température et une diminution des précipitations. Une observation presque similaire est constatée au Ghana, où les agriculteurs ghanéens ont noté la mauvaise répartition des précipitations ainsi que la fréquence des sécheresses. Les agriculteurs observent également des retards en

ce qui concerne le début de la saison des pluies. De plus, des vagues de chaleur à la mi-saison et des pluies à haute intensité qui provoquent des inondations sont également des éléments relevés, ce qui entraîne ainsi des pertes de récolte et de faibles rendements. Outre la production alimentaire, l'augmentation et la fréquence des intempéries ont également des conséquences sur les infrastructures de transport et de distribution d'aliments, rendant ainsi plus difficile le transport de denrées alimentaires (Codjoe et Owusu, 2011; FAO, 2008). Il s'ensuit donc une perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire. D'autres aspects importants de la sécurité alimentaire, tels que les processus du système alimentaire, la transformation, l'acquisition, la préparation et la consommation, seront affectés. Dans le cas d'une faible capacité de commerce et d'une dépendance élevée de leur propre production telle que c'est, le cas en Afrique subsaharienne, les répercussions, sur toutes les formes de production agricole, affecteront les moyens de subsistance et les aliments. Les groupes de producteurs ayant davantage de difficultés à faire face aux changements climatiques risquent de compromettre leur sécurité et leur bien-être (FAO, 2008).

2.2.3 L'augmentation de la température, les conditions de travail et les répercussions sur la santé humaine

Les conséquences des changements climatiques sont souvent discutées en termes d'impact sur l'environnement. Cependant, les répercussions sur la santé et la sécurité des communautés représentent des conséquences bien réelles (Adam-Poupart et al., 2013). Les questions de salubrité alimentaire et de nutrition ne sont donc pas à négliger avec l'accroissement de risques d'exposition à des contaminants chimiques dans les aliments. La montée des températures de la surface de la mer pourrait entraîner des concentrations plus élevées de mercure dans les produits de la mer, et une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes pourrait introduire des contaminants dans la chaîne alimentaire, par l'écoulement des eaux pluviales. Quant aux concentrations plus élevées de dioxyde de carbone dans l'air, bien qu'ils puissent agir en tant qu'engrais pour certaines plantes, ils abaissent aussi les niveaux de protéines et de minéraux essentiels dans les cultures, comme le blé, le riz et les pommes de terre, rendant ces aliments moins nutritifs (EPA, s.d.).

Parallèlement, les communautés peuvent être affectées par le stress thermique auquel elles peuvent être exposées ainsi que les changements dans les écosystèmes qui constituent la base de leurs activités économiques. La santé et la sécurité des populations seront mises en péril par la propagation de maladies telles que le paludisme, la dengue, ainsi que d'autres infections transmises par les insectes (Kasotia, juin 2007). Les impacts décrits sont et seront subis par les communautés locales environnantes, ce qui provoquera des interactions synergiques avec les impacts environnementaux et sociaux propres à l'activité minière.

2.3 Le secteur minier dans le contexte des changements climatiques

Que ce soit à travers les différentes phases d'exploration et d'exploitation, le secteur minier contribue aux émissions mondiales de, dont le CO₂, un des gaz à effet de serre responsable du réchauffement climatique. Les industries extractives sont également de plus en plus sensibilisées aux effets négatifs potentiels du changement climatique sur le secteur minier. Cette partie tente donc de montrer les liens entre les changements climatiques et l'industrie minière tout en démontrant, dans un premier temps, la contribution du secteur minier aux changements climatiques, et ensuite, en révélant un aperçu des défis complexes du secteur minier dans le contexte du changement climatique.

2.3.1 Les impacts de l'industrie minière sur les changements climatiques

En général, les projets miniers ont un impact sur le carbone global. Le total des émissions de gaz à effet de serre (GES) généré par le secteur minier a doublé entre 1970 et 2010. Ceci représente une augmentation qui s'explique par la croissance constante des tendances de production à l'échelle mondiale dans les industries de l'extraction de minerais et du secteur primaire.

De façon spécifique, l'industrie minière est une des principales causes de déboisement et de dégradation des forêts. Que ce soit au Ghana, au Cameroun ou en République Démocratique du Congo (RDC), les mines à ciel ouvert constituent une menace grave pour les ressources forestières et pour sa riche biodiversité. L'exploitation à ciel ouvert dans les forêts tropicales est très destructive en matière d'environnement. Durant la phase d'exploitation dans les zones de forêts, le défrichement des sols et l'élimination de la végétation sont monnaie courante. Outre le fait d'atteindre l'habitat de nombreuses espèces endémiques, le flux ou l'écoulement rapide de l'eau de pluie causé par ces activités, aggrave les crues pendant les saisons pluvieuses, contribue à la perte de la biodiversité et à la pollution des eaux, des sols et de l'air pour ne citer que quelques-uns des enjeux environnementaux. De même, la destruction de vastes étendues de forêts a un réel impact sur les changements climatiques. En effet, les forêts et les changements climatiques sont étroitement liés. De façon générale, les forêts sont des puits de carbone qui absorbent le dioxyde de carbone. Ils emmagasinent un quart des émissions anthropiques dans le bois et dans le sol autour d'eux. Ils jouent donc un rôle très important dans l'atténuation du changement climatique. Or, dans les situations de destruction de ces arbres tels que dans le cas de nombreux projets d'exploitation miniers au Cameroun ou en RDC, par exemple, le carbone est libéré sous forme de gaz à effet de serre. Outre le CO₂, émis par le déboisement, les changements d'utilisation du sol ainsi que la combustion de biomasse, émettent du protoxyde d'azote (N₂O) et du méthane (CH₄). La déforestation intensifie donc l'effet de serre, contribuant ainsi au réchauffement planétaire (Environmental Law

Alliance Worldwide, 2010 ; World Wildlife Fund, s.d. ; CIFOR, 2012, 16 juillet; Mouvement mondial pour les forêts tropicales, 2004; FAO, 2006; FAO, 2016).

Indépendamment de la déforestation et de ses conséquences, l'industrie minière est une industrie à forte intensité énergétique. La consommation énergétique des mines et des carrières représente environ 2,7 % de la consommation industrielle mondiale. Les besoins d'énergie vont être principalement liés au broyage et au concassage, ainsi qu'aux engins à moteur diesel. L'extraction minière souterraine nécessite davantage d'énergie que l'extraction en surface, en raison des besoins plus élevés de transport et de hissage du minerai, de ventilation, de réfrigération de l'air ou de pompage de l'eau, par exemple (Bourgouin, 2014).

En Afrique subsaharienne, la consommation énergétique des activités minières a doublé au cours de la période 2000-2012, passant d'une consommation de 7 995 mégawatts (MW), en 2000, à 15 124 MW, en 2012. Il s'agit d'une consommation toujours en croissance avec une augmentation projetée de 155 % d'ici 2020, par rapport à 2012. Cependant, le manque d'accès à l'électricité reste l'un des freins les plus importants au développement économique de la région, ayant des impacts sur les industries telles que l'industrie extractive. Les modes d'approvisionnement en électricité, dans le tableau 2.1, souffrent d'un certain manque de fiabilité et l'extension des réseaux de transport et de distribution est chère.

Tableau 2.1 Les modes d'approvisionnement en électricité (Tiré de : Banerjee et al., 2015)

Tableau Q.1 Typologie des modes d'approvisionnement en électricité								
Description	Options intermédiaires							Approvisionnement par le réseau
	Auto-approvisionnement	Auto-approvisionnement + RSE	Auto-approvisionnement + vente au réseau	Approvisionnement par réseau + Auto-approvisionnement de secours	Mines vendant collectivement au réseau	Mines investissant dans le réseau	Mines servent de client de référence pour IPP	
	La mine produit sa propre électricité en fonction de ses besoins	La mine fournit de l'électricité à la communauté par le biais de mini-réseaux ou de solutions hors réseau	La mine produit sa propre électricité et vend le solde produit au réseau	La mine est en priorité alimentée par le réseau et ne s'auto-approvisionne que lorsque c'est moins coûteux	Investissement coordonné d'un groupe de mines, de producteurs et d'utilisateurs dans une grande centrale proche du site minier raccordée au réseau	La mine investit avec le gouvernement dans de nouveaux actifs ou dans la modernisation des actifs énergétiques existants selon plusieurs types d'accords différents	La mine achète à un IPP son électricité et lui sert de client de référence	La mine ne produit aucune électricité, et s'approvisionne à 100 % sur le réseau
Principales sources d'énergie	Diesel, HFO	Diesel, HFO	Charbon, gaz, Hydroélectricité	Diesel, HFO	Diesel, HFO, solaire	Hydroélectricité, gaz	Toutes	Toutes
Présence	Mali et Guinée (hydroélectricité) Sierra Leone et Liberia (pétrole)	Guinée Madagascar	Zimbabwe Mozambique Cameroun	RDC Tanzanie	Ghana	Niger RDC	Afrique du Sud	Mozambique Zambie

Source : Base de données énergie-exploitation minière en Afrique 2014, Banque mondiale, Washington DC.
 Note : RSE = Responsabilité sociale de l'entreprise ; HFO = Fioul lourd ; IPP = Producteur d'électricité indépendant.

Lorsque le réseau est alimenté par une production à base de carburant coûteuse, ceci se fait souvent à des tarifs élevés. Quant aux installations d'autoapprovisionnement, elles commencent à connaître une certaine popularité dans certaines régions de l'Afrique, principalement en Afrique de l'Ouest. En effet, les projets ayant recours à l'autoapprovisionnement étaient de 6 %, en 2010. Toutefois, ce pourcentage devrait croître à 18 %, en 2020, bien qu'il reste le moyen d'approvisionnement le moins utilisé des trois modes d'approvisionnement en électricité à l'horizon de 2020. En raison du manque de diversité en matière de solutions d'approvisionnement en électricité, comme on peut le constater dans le tableau 2.1, les sources de production vont souvent impliquer des carburants produisant des émissions. Les installations d'autoapprovisionnement vont être principalement au diesel ou du fioul, deux sources importantes d'émissions de carbone (Banerjee et al., 2015). Au Burkina Faso, par exemple, la production d'électricité de l'industrie minière constitue la première source d'émissions de GES, représentant environ 60 % des émissions totales, par les centrales thermiques, pour les besoins en énergie minière. Les autres émissions proviennent du transport routier utilisant le diesel pour les machines lourdes afin d'accomplir le travail minier ainsi que des opérations de production et de gestion de déchets (Willaume, 2015).

Les opérations et le transport sur les sites miniers contribuent également aux émissions de GES. En Afrique du Sud, l'industrie minière utiliserait environ 6 % de toute l'énergie consommée dans le pays. L'extraction du charbon, dont la majorité a lieu dans des pays tels que l'Afrique du Sud ou le Zimbabwe, utilise beaucoup d'énergie et émet de grandes quantités de GES (Société Financière Internationale [IFC], 2014). Les machines et camions utilisés dans le processus d'extraction et du transport de minerai, sont également de gros consommateurs de produits pétroliers ainsi que des émetteurs de dioxyde de carbone. Au Burkina Faso, le transport routier de machineries lourdes pour le travail minier carburant au diesel, est la deuxième source d'émissions de GES représentant 31 % de ces émissions (Irrarázabal, 2006, Willaume, 2015).

Ces quelques données confirment l'affirmation du Conseil international des Mines et des Métaux (ICMM), qui estimait qu'environ la moitié des émissions de l'industrie provenait de la consommation de carburant dans les mines, des opérations, du transport et de ses émissions fugitives ainsi que de l'électricité (IFC, 2014).

2.3.2 Les changements climatiques, quels risques potentiels pour l'industrie minière?

Certes, l'industrie minière contribue aux changements climatiques, mais elle est également un secteur

particulièrement vulnérable aux changements climatiques parce qu'elle dépend intrinsèquement de l'environnement naturel. Le secteur minier nécessite un certain nombre de conditions naturelles appropriées dont un climat habitable, l'accès aux ressources en eau et l'infrastructure de soutien pour l'extraction des ressources et leur traitement. Les changements climatiques ont donc des répercussions sur de nombreux aspects de l'exploration et de l'extraction, ainsi que sur la production de matières premières industrielles comme exposé dans le tableau 2.2. Ces impacts, lorsqu'ils se multiplient, peuvent également entraîner d'autres impacts secondaires (Rüttinger et Sharma, 2016). Bref, ce sont de grands risques, pour un secteur primaire, dont les projets sont souvent situés dans des zones difficiles et sensibles au climat, et qui s'appuient sur des ressources naturelles telles que l'eau et l'énergie.

L'augmentation de la température et des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que les impacts liés à l'eau auront des effets directs et indirects sur l'industrie minière. Ces éléments vont créer un cadre opérationnel moins stable à la viabilité du secteur minier sur le plan sécuritaire. La variabilité des précipitations causée par les changements climatiques se manifestera par une fréquence et une intensité accrue des précipitations. Cette imprévisibilité et la quantité d'eau inattendue auront un impact sur les installations et opérations des exploitations minières. En effet, les inondations peuvent causer des difficultés et des dommages aux machines nécessaires à l'extraction et au traitement des minéraux. Outre cela, la fiabilité des infrastructures industrielles et du transport sera réduite par l'augmentation de ces phénomènes météorologiques. La déforestation et la perte d'habitats, attribuables généralement aux installations minières, dénuent les terrains de protection contre l'érosion. Les risques environnementaux se verront accroître avec l'augmentation des inondations.

Tableau 2.2 Exploitation minière en surface et impacts dus aux changements climatiques (Inspiré de : Phillips, 2016)

Aspect	Impacts de l'industrie minière	Événements climatiques	Impacts dus aux changements climatiques
ENVIRONNEMENT			
Disponibilité de l'eau	Utilisation importante d'eau	Fluctuation des précipitations	<ul style="list-style-type: none"> — Rareté de la ressource en eau pour les opérations minières — Rareté de la ressource en eau pour les communautés locales environnantes — Accroissement des conflits entre les compagnies minières et les communautés locales quant à la disponibilité de l'eau dans les zones sujettes à pénurie d'eau

Aspect	Impacts de l'industrie minière	Événements climatiques	Impacts dus aux changements climatiques
Qualité de l'eau	<ul style="list-style-type: none"> — Drainage minier acide — Pollution des cours d'eau par des métaux lourds — Production de déchets et de résidus 	<ul style="list-style-type: none"> — Augmentation de la température — Fluctuation des précipitations 	<ul style="list-style-type: none"> — Exacerbation du drainage minier acide (DMA) — Impacts négatifs sur l'environnement — Menaces aux communautés locales — Impacts sur les activités minières
Air	<ul style="list-style-type: none"> — Utilisation et transport de métaux lourds — Enlèvement des déblais par forage, sablage ou des méthodes mécaniques — Broyage 	<ul style="list-style-type: none"> — Augmentation des précipitations et de l'humidité — Conditions météorologiques extrêmes 	<ul style="list-style-type: none"> — Exacerbation du transport atmosphérique — Difficulté à contrôler les poussières issues des activités minières — Impacts sur l'environnement humain
Sol	Production de déchets et de résidus	Périodes de fortes précipitations	<ul style="list-style-type: none"> — Inhibition du développement des sols — Pentes nues érodées
Processus côtiers et fluviaux	Opérations de sable et de gravier	<ul style="list-style-type: none"> — Orages — Diminution des précipitations — Augmentation de la température 	<ul style="list-style-type: none"> — Intensité de l'érosion et des schémas de dépôt — Dynamique des sédiments fluviaux
Écosystèmes	<ul style="list-style-type: none"> — Dégradation et perte des écosystèmes — Déforestation — Destruction des habitats — Destruction des milieux humides 	<ul style="list-style-type: none"> — Événements extrêmes — Diminution des précipitations — Augmentation de la température 	<ul style="list-style-type: none"> — Succession végétale affectée — Perturbation écologique
Mouvement massif des roches	Glissements lents de mouvements de roches	<ul style="list-style-type: none"> — Augmentation de la variation de température — Pour l'industrie minière localisée sur les zones côtières 	Risques liés aux facteurs thermiques causant des défaillances de pente
ÉCONOMIQUE / SOCIAL			
Utilisation et production de l'énergie	Utilisation significative d'énergie pour les opérations	<ul style="list-style-type: none"> — Diminution des précipitations — Réchauffement climatique — Modification des conditions météorologiques — Augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes 	<ul style="list-style-type: none"> — Instabilité de la production et transmission de l'énergie d'origine thermique — Augmentation de l'utilisation de sources d'énergie non durables
Main d'œuvre	Création d'emplois	Augmentation de la température	<ul style="list-style-type: none"> — Baisse de la productivité — Risques pour la santé et la sécurité des travailleurs — Perte potentielle d'emplois due au manque d'accès sécurisé aux sites — Instabilité du marché de travail

Aspect	Impacts de l'industrie minière	Évènements climatiques	Impacts dus aux changements climatiques
Infrastructures	Création de routes d'accès	<ul style="list-style-type: none"> — Fortes précipitations — Montée du niveau de la mer — Stress thermique — Feux de forêt 	<ul style="list-style-type: none"> — Perturbation des voies d'accès pouvant entraîner la fermeture forcée des mines — Demande accrue de modification des normes de conception des infrastructures — Risque pour la production et le transport des matériaux industriels
Opérations	Création de profits	Évènements extrêmes	<ul style="list-style-type: none"> — Réduction de la durée de vie des actifs — Incapacité à atteindre les objectifs de rendement entraînant des impacts sur le cours des actions — Augmentation des cas de force majeure et contestations sur les obligations de livraison — Répartition de la chaîne d'approvisionnement

Pour les compagnies minières localisées sur les zones côtières, la montée du niveau de la mer, par exemple, pourrait affecter les infrastructures de transport, surtout dans le cas où le transport de matières premières dépend du transport routier, ferroviaire et maritime. Les évènements météorologiques extrêmes, tels que les tempêtes, pourraient ainsi augmenter l'érosion des paysages côtiers et engendrer la diminution graduelle des minéraux extraits. Lorsque ces minéraux sont exposés aux conditions climatiques, ils peuvent réagir avec l'eau et l'oxygène atmosphérique pour engendrer un lixiviat acide favorisant ainsi la dissolution des métaux et autres contaminants susceptibles d'engendrer des impacts défavorables sur l'environnement. Or, les changements climatiques exacerberont les DMA représentant ainsi une menace importante à la fois pour les communautés locales et aux exploitations minières en surface (Phillips, 2016; Rüttinger et Sharma, 2016).

Les changements climatiques réduiront potentiellement le volume des eaux de surface et des eaux souterraines, particulièrement dans les régions sèches subtropicales, ce qui risque de créer des conflits avec d'autres utilisateurs d'eau, dans la région (Dourlens, 2015, mai). L'approvisionnement en combustibles fossiles ainsi que la production et la transmission thermique et hydroélectrique nécessaires aux opérations minières seront également affectées avec la hausse progressive des températures, l'humidité et un nombre croissant de phénomènes météorologiques (IPCC, 2014 ; Rüttinger et Sharma, 2016). D'ailleurs, au Ghana, par exemple, des précipitations de plus en plus irrégulières ont gravement la production d'électricité des barrages hydroélectriques. Cette situation a contraint le pays à trouver des solutions de remplacement et à utiliser des ressources limitées pour ajouter des capacités de production d'urgence, dont la plupart dépendent de systèmes à base de charbon ou de carburant, aggravant ainsi les émissions de gaz à effet de serre (Banque mondiale, 2009).

Les changements climatiques vont accentuer les risques liés à la chaîne d'approvisionnement avec les perturbations causées par les phénomènes météorologiques extrêmes, ainsi que les réactions politiques telles que les interdictions d'exportation et les tarifs visant à promouvoir l'offre intérieure (Rüttinger et Sharma, 2016). Quant à la main d'œuvre, la montée des températures augmentera la probabilité d'accidents de travail et affectera la sécurité et la productivité des travailleurs. La pollution de l'air, par les différents métaux, aura un impact important sur les opérations minières, ainsi que sur le système environnemental humain, impliquant le risque d'une augmentation des niveaux de poussière qui sera accrue en raison des changements climatiques (Phillips, 2016). Le secteur minier pourrait être aussi affecté par des pertes de productivité dues à la recrudescence de maladies telles que le paludisme, surtout dans les climats chauds et humides (Nelson et Schuchard, s.d.; Bourgouin, 2014). Tous ces éléments risquent donc d'affecter les objectifs de performance de l'industrie minière.

2.4 Industrie minière, changements climatiques et impacts sociaux

Les sociétés minières, qui opèrent sur le continent, révèlent que les impacts des changements climatiques se feront éventuellement sentir au sein des communautés dans lesquelles elles sont implantées. Or, il n'est plus à prouver que l'Afrique est particulièrement vulnérable aux changements climatiques (IFC, 2014). Outre les impacts environnementaux aux conséquences négatives pour les populations locales concernées et affectées par les projets miniers, les opérations minières accentuent des enjeux sociaux préexistants ou en créent de nouveaux, ou peuvent tout simplement participer à leur élimination.

2.4.1 La pauvreté

Les industries extractives ou minières ont longtemps été considérées comme essentielles pour ancrer le « développement » ou la « croissance économique », dans le but d'atténuer la pauvreté dans les pays en développement. De même, il ne fait aucun doute que les industries extractives soutiennent la plupart des économies en Afrique. Cependant, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne mènent une lutte continuelle qui leur permettrait d'atteindre leurs objectifs de développement et d'allègement de la pauvreté. Simultanément, ces pays doivent affronter une myriade de problèmes causés par les processus extractifs, surtout lorsque les impacts environnementaux des projets miniers affectent les moyens de subsistance et les moyens d'existence de populations locales (Environmental Law Alliance Worldwide, 2010).

Tout d'abord, les mines, de même que les fermetures de mines lorsqu'elles ne sont plus viables, peuvent créer de la pauvreté et affecter négativement les conditions de vie des gens pauvres et des autres groupes

vulnérables. Ceux-ci sont d'autant plus peu mobiles et sans moyen de combattre les impacts négatifs. Ensuite, le rôle du secteur extractif, dans un contexte de développement ainsi que ses liens complexes avec un climat changeant ne sont pas forcément très bien assimilés. D'une part, les changements climatiques risquent d'aggraver les bouleversements dans les conditions naturelles de l'environnement, perturbant ainsi la génération de moyens de subsistance tributaires des ressources, y compris l'élevage, l'agriculture et la pêche. D'autre part, les ressources techniques et financières limitées représentent déjà un défi, en ce qui a trait aux efforts actuels, dans le but de s'adapter à l'évolution du climat (Rüttinger et Sharma, 2016).

Toutefois, malgré le paradoxe lié à la place du secteur extractif dans les modèles et les plans de développement économique en Afrique subsaharienne, le secteur minier pourrait jouer un rôle crucial dans la lutte contre la pauvreté énergétique de la région. Ce secteur constitue à la fois un frein au développement économique régional et enferme des millions de personnes dans le cercle vicieux de l'extrême pauvreté, diminuant ainsi leur qualité de vie. En effet, le fait que l'industrie minière soit un énorme consommateur d'électricité pourrait constituer une source régulière de revenus importants pour la région. Ainsi, si les espoirs en matière d'intensité énergétique venaient à être relevés par les pays de l'Afrique subsaharienne avec des sources de production moins polluantes ou renouvelables, cela favoriserait à la fois le développement des minerais et ouvrirait de nouvelles perspectives d'emplois dans les entreprises locales. Finalement, l'extension de l'accès à l'énergie moderne, avec le concours de l'industrie minière, pourrait produire des effets positifs et transformateurs sur la santé, l'éducation et la croissance économique (Banerjee et al., 2015; BAD, 2013).

2.4.2 Les incidences sur la parité des genres

Il y a un défi lié à l'équité dans le secteur minier. Outre les défis auxquels est confrontée l'industrie minière générale, elle fait également face à de nombreux défis liés au genre. Dans le secteur formel minier, les femmes ne représentent pas un grand pourcentage de la main-d'œuvre. En Afrique du Sud, par exemple, elles n'étaient pas autorisées à travailler dans des exploitations souterraines. De ce fait, la main-d'œuvre minière féminine ne représente que 2 % du total des employés du secteur. En 2002, la Charte minière sud-africaine a introduit des quotas demandant aux compagnies minières d'employer 10 % de personnel féminin. Une étude réalisée en 2013 par la Chambre des Mines démontre que les femmes représentent dorénavant 6,9 % de l'ensemble de l'industrie minière. Il y a donc encore une différence marquée de participation entre les hommes et les femmes. En dépit de ces chiffres, les femmes restent toutefois sous-représentées à tous les niveaux hiérarchiques. La culture de l'industrie minière, dominée par les hommes, est souvent un obstacle majeur pour les femmes et a tendance à les exclure, ce qui nuit leurs

possibilités de carrière (Buthelezi, 2013, 9 août; Dionne, 2015).

Quant au secteur minier informel, soit l'artisanat minier, celui-ci représente, pour de nombreuses femmes en Afrique subsaharienne, une importante source de revenus. Environ 40 à 50 % des femmes font partie des travailleurs dans les mines artisanales. Au Ghana, environ 15 % des femmes font partie légalement des travailleurs de mines à petite échelle, tandis que 50 % le sont illégalement. Les activités liées à la minéralurgie sont entreprises à 90 % par des femmes, dans les pays tels que le Burkina Faso ou le Mali. Dans les pays du sud de l'Afrique, environ 25 % des femmes font partie des mines artisanales. Cependant, l'implication et la contribution des femmes dans ces mines ne les épargnent pas des inégalités entre les sexes souvent amplifiées par les facteurs sociaux, environnementaux et économiques liées à l'industrie (Lahiri-Dutt, 2015). Ainsi, la division du travail et les normes culturelles réduisent le statut et l'autorité des femmes, par rapport aux hommes. Les femmes sont généralement des ouvrières, elles fournissent des biens et des services et sont aussi responsables des tâches domestiques. Peu d'entre elles possèdent des concessions, opèrent des mines, possèdent des équipements, négocient ou sont des agents acheteurs (Hinton, Hinton et Veiga, 2006).

Comparé au secteur formel minier, le secteur informel se caractérise par le grand nombre de femmes qui y travaillent, leur permettant ainsi de subvenir aux besoins de leurs familles. Toutefois, il importe de nuancer cette affirmation, car malgré une représentation importante des femmes dans ce secteur, elles sont souvent la source la moins chère de main-d'œuvre abondante dans les processus de travail intensifs de l'exploitation minière informelle. De plus, elles sont souvent forcées de travailler dans des contextes difficiles avec des salaires peu élevés et n'ont presque pas de contrôle sur leur milieu de travail (Lahiri-Dutt, 2015). Dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), environ 40 % des femmes sont victimes de violences sexuelles dans les exploitations minières informelles pour pouvoir travailler ou accéder à des biens essentiels (Banque mondiale, 2015, 30 avril). Aussi, l'existence d'inégalités ancrées dans les normes sociales et culturelles fait que les hommes et les femmes n'ont pas une propriété égale ni les mêmes droits sur les ressources. Sans compter que ces dernières ne sont pas souvent incluses dans les processus de prise de décision ou de négociation concernant les projets miniers, d'où la nécessité d'un meilleur encadrement sexospécifique inclusif et socialement responsable (Manuh, 2015). D'ailleurs, la vision minière de l'Afrique exige que l'exploitation minière artisanale soit stimulée, afin d'améliorer les moyens de subsistance en milieu rural et de stimuler un esprit socialement responsable qui rejoint les objectifs de la Vision minière, prônant ainsi un secteur minier qui tient compte des questions de genre (Bennett, 2015 ; Ruzvidzo, 2015).

L'importance d'autonomiser la femme à travers un meilleur encadrement de l'industrie minière, notamment le secteur de l'artisanat minier, n'est plus à justifier. Cependant, on pourrait presque soulever un autre dilemme, relevant du lien entre l'expansion de l'industrie minière et les changements climatiques. Certes, l'industrie minière pourrait autonomiser les femmes sur le plan socioéconomique, mais à travers ses opérations, cette industrie contribue aux changements climatiques qui affectent particulièrement les femmes. La dépendance directe à la nature fait en sorte que les phénomènes tels que les sécheresses, les vagues de chaleur ou encore les inondations accentuent le stress exercé et engendrent une détérioration des conditions de vie et de travail des femmes africaines. De plus, par sa contribution aux GES et à la destruction de forêts, l'industrie minière dévaste les stocks de carbone. Aussi, l'exploitation minière nécessite presque toujours de nouvelles routes, avec pour conséquences, l'augmentation de l'exploitation forestière illégale, la création de nouvelles habitations et la coupe à blanc, pour le bétail. Ces activités nécessitent également une main-d'œuvre importante, dominée par les hommes et souvent transitoire, qui peut dégrader le tissu social et culturel des communautés d'accueil (Global Greengrants Fund, The International Network of Women's Funds and the Alliance of Funds, 2015).

De plus, l'interaction entre les changements climatiques et les facteurs socioculturels tels que la pauvreté, les rôles dans la société, la marginalisation sociale, juridique et socioéconomique des femmes, les rendent plus vulnérables aux changements climatiques, par rapport aux hommes (Atapatu, 2015 ; Global Gender and Climate Alliance, 2014). Aussi, l'accès inégal aux ressources telles que l'information, les terres, les biens ou l'éducation limitent les capacités d'adaptation des femmes et leur donnent un accès limité aux processus politiques et décisionnels. De même, les changements climatiques peuvent également amplifier les inégalités sociales existantes, y compris celles fondées sur le sexe (Global Greengrants Fund et al., 2015). Les tâches ménagères dont sont responsables les femmes, telles que la collecte d'eau, deviendront plus difficiles à accomplir sachant qu'environ 63 % des femmes de ménages d'Afrique subsaharienne rurale doivent aller chercher et transporter l'eau. En 2008, seulement 5 % de la population rurale était desservie par un système de distribution d'eau courante, tandis que 35 % des citoyens dans les zones urbaines étaient alimentés directement à leurs foyers (BAD, 2011; WHO et Unicef, 2010). L'augmentation de la distance pour s'approvisionner en eau fera en sorte que les femmes devront y consacrer donc plus de temps (Cimons, 2016).

CHAPITRE 3 LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET LA RESPONSABILISATION DE L'INDUSTRIE MINIÈRE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les droits humains sont inaliénables et l'État a une obligation de protéger ces droits et les libertés fondamentales de tous, sans aucune discrimination. Toutefois avec la mondialisation et les préoccupations environnementales et sociales qui ont créé un nouveau contexte, la nécessité d'un nouvel engagement de la part des États et des entreprises transnationales, incluant celles de l'industrie minière, est plus que nécessaire surtout dans les pays en développement.

Ainsi dans un premier temps, les instruments liés aux droits de l'homme, en Afrique subsaharienne, seront présentés pour comprendre le contexte actuel de protection des droits de l'homme. Ensuite, quelques instruments internationaux applicables aux multinationales en matière de responsabilité sociale seront décrits pour comprendre les sources initiales de RSE. Pour finir, la RSE, dans le contexte minier et les limites du caractère volontaire de ces initiatives, seront discutées.

3.1 Les instruments de protection des droits de l'homme applicables en Afrique subsaharienne

À l'heure de la marchandisation de la société internationale, les événements survenant à l'échelle internationale influent de manière décisive sur la capacité des pays de l'Afrique subsaharienne à élaborer et à mettre en œuvre des politiques internes pour la réalisation effective des droits économiques, sociaux culturels ainsi que les droits civils et politiques. De ce fait, les dimensions juridiques affectent le plein exercice des droits de l'homme.

3.1.1 La Déclaration universelle des Droits de l'Homme

Adoptée en 1948, par l'Assemblée générale, la Déclaration universelle des Droits de l'Homme (ci-après la Déclaration des droits de l'Homme) encadre les dimensions des droits humains et affirme l'égalité en droit des êtres humains, énumère les droits civils, culturels, économiques, politiques et sociaux de base dont tous les êtres humains devraient jouir dans tous les États et définit les principes de base des catégories ainsi que l'obligation des États de s'y conformer dans l'élaboration de leur législation ainsi que dans l'application. La Déclaration des droits de l'Homme est donc centrale dans la protection de la dignité et de droits inaliénables des individus. Étant largement acceptées, ses dispositions sont considérées comme ayant valeur de règles du droit coutumier international et servent à évaluer la conduite des États. (Nadeau, 2001).

3.1.2 Les Pactes internationaux sur les droits économiques, sociaux et culturels, civils et politiques

Suite à l'adoption de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme, la Commission des droits de l'homme, au sein des Nations Unies, a converti les principes de ladite Déclaration en traités internationaux. Ces traités portant sur les droits civils et politiques ainsi que les droits économiques, sociaux et culturels se présentent sous la forme de deux Pactes et protocoles, soit le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIRDESC) et le Pacte international sur les droits civils et politiques (PIDCP), adoptés en 1966 et entrés en vigueur en 1976 (ONU, s.d.a). Tandis que les normes édictées, par le PIDCP, sont garanties par le Comité des droits de l'homme, celles édictées, par le PIRDESC, semblent être plutôt axées sur la bonne foi des États membres.

Autant pour les pays développés que les pays en développement, le guide de référence des droits économiques, sociaux et culturels (DESC) est le PIRDESC, adopté en 1976. Les droits garantis sont :

- ☐ Droit de disposer de soi-même (article 1)
- ☐ Assurer les droits égaux des hommes et des femmes (article 3)
- ☐ Droit au travail (article 6)
- ☐ Droit de jouir de conditions de travail justes et favorables (article 7)
- ☐ Droit de former des syndicats et le droit de grève (article 8)
- ☐ Droit à la sécurité sociale (article 9)
- ☐ Droit à un niveau de vie suffisant y compris le droit à l'alimentation, le droit d'être à l'abri de la faim, le droit à un logement convenable, à l'eau et à des vêtements (article 11)
- ☐ Droit à l'éducation (article 13)
- ☐ Droit de participer à la vie culturelle, de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications et de bénéficier de la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il ou elle est l'auteur (article 15)

Ces droits entraînent des obligations pour les États partis au Pacte qui doivent respecter la topologie tripartite, soit « Respecter, Protéger et Garantir », en s'assurant que les citoyens jouissent d'un minimum de droits humains en tout temps, sauf dans des circonstances exceptionnelles, celles-ci pouvant être le manque de ressources disponibles. Toutefois, l'indisponibilité des ressources ne peut être soulevée que lorsqu'il a été démontré par un État partie qu'aucun effort n'a été épargné pour utiliser toutes les ressources qui sont à sa disposition pour remplir ses obligations minimum dont un minimum d'aliments essentiels nécessaires pour ne pas souffrir de la faim; l'accès à des soins de santé primaires; Un abri et un logement suffisant ainsi que l'accès à une éducation de base (Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l'homme [HCNUDH], s.d.). La protection de ces droits est considérée comme fondamentale

puisque le droit de vivre dans la dignité ne peut se réaliser si tous n'ont pas un accès adéquat et équitable aux nécessités essentielles à la vie.

Quant au PIDCP, il reprend en plus des droits civils et politiques (DCP) classiques annoncés dans la Déclaration des droits de l'homme, un droit général à l'égalité, ainsi que le droit des peuples à l'autodétermination et une provision de protection des minorités. Les DCP visent à protéger les individus par rapport à l'État et incluent le droit à la vie; le droit de ne pas être torturé, ni mis en esclavage ou soumis

au travail forcé; le droit à la liberté et à la sûreté, y compris le droit de ne pas être soumis à une arrestation ou détention arbitraire; le droit à un égal accès à la justice et à un procès équitable; la liberté de conscience et de religion; les libertés d'expression et d'information, d'association; le droit de vote; le droit à l'égalité et à l'autodétermination des peuples (Foumena, 2015).

3.1.3 La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones

C'est en 2007 que l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait lors de sa 62^e session, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones après une vingtaine d'années de négociations. Elle représente une avancée quant à la reconnaissance des droits des peuples autochtones et leur reconnaît des droits individuels et collectifs ainsi qu'un droit à la parole pour faire respecter les normes internationales relatives aux droits humains. Les droits reconnus ne sont pas nouveaux, mais clarifient leur application aux peuples autochtones, compte tenu de leurs « spécificités culturelles, historiques, sociales et économiques ». Toutefois, n'étant pas un instrument légalement contraignant, la mise en œuvre des normes issues de la *Déclaration* relève des États.

La *Déclaration* est également très importante, car elle permet de réclamer le droit de maintenir les institutions, traditions, cultures et identités et de demander une protection efficace contre les discriminations et la marginalisation. De plus, les peuples autochtones peuvent jouir d'un droit à s'autodéterminer, qui comprend le contrôle des ressources naturelles situées sur leur territoire et faire valoir leurs droits (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 2007; Indigenous Bar Association, 2011; Human Rights, 2016). Dans les pages introductives du manuel à l'intention des institutions nationales des droits de l'homme par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2013, p.V), Navanethem Pillay, ancien Haut-Commissaire aux droits de l'homme, mentionne que :

« [...] Les plans de développement économique les ignorent fréquemment ou ne prennent pas suffisamment en considération leurs points de vue et leurs besoins particuliers.

D'autres processus décisionnels ont également souvent tendance à les mépriser ou à être indifférents à leur contribution. De ce fait, les lois et les politiques élaborées par des majorités qui n'ont que peu d'égards pour les préoccupations des autochtones conduisent à des litiges fonciers et à des conflits relatifs aux ressources naturelles qui menacent la façon de vivre, voire la survie des peuples autochtones ».

De ce fait, les questions relatives aux terres, aux territoires et à l'accès aux ressources naturelles constituent le socle de la problématique du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples autochtones, même en Afrique subsaharienne. Ainsi dans le cas de l'extraction des ressources, le droit des peuples qui s'auto-identifient comme autochtones en Afrique subsaharienne, à participer à la prise de décisions est très importante et doit être respecté. Bien que la revendication du statut d'autochtone soit rare en Afrique, une partie importante des populations autochtones est souvent affectée par les projets miniers qui se situent souvent dans les zones rurales dans lesquelles on retrouve plus souvent les populations autochtones. Certains de ces projets vont entraîner la migration forcée de ces populations (HCNUDH, 2013; Leblanc, 2007).

3.1.4 Le système africain de la protection des personnes

En Afrique subsaharienne, les DSEC et les DCP ont été repris dans la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, adoptée en 1981, à Nairobi, par les États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine, aujourd'hui l'UA. Cette Charte, différente des autres instruments internationaux sur la protection des droits de l'Homme, couple les DCP et les DESC en proclamant des droits et des devoirs. Elle couvre notamment le droit au travail, le droit au développement économique, social et culturel, le droit à un environnement sain et le droit à la disposition par les peuples de leurs richesses et de leurs ressources naturelles tels que les prévoient respectivement les articles 17, 22, et 24 de la Charte (*Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, 1981*; Guématcha, 2012).

Ratifiée par la majorité des États africains, la *Charte* constitue la plus grande organisation de défense des droits humains et exige des États membres signataires, une inclusion dans le droit national. La *Charte* bénéficie d'un mécanisme de protection à travers des organes tels que la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples ou la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (Foumena, 2015).

La Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples fut constituée en 1986, en vertu de la *Charte* avec pour objectif d'assurer la promotion et la protection des droits humains sur le continent africain. Elle exerce un rôle quasi judiciaire et permet aux États membres ou aux ONG et individus de déposer des communications pour saisir la Commission. La Commission a expressément reconnu, par ses

décisions, qu'un État pouvait contenir plusieurs peuples. D'ailleurs, la Commission a joué un rôle très important dans l'affaire impliquant les Ogoni, peuple autochtone du Nigéria, face à la compagnie pétrolière Shell. L'affaire concernait les allégations de dégradation de l'Ogoniland (dans le delta du Niger du Nigeria) causées par Shell Corporation en collusion avec le gouvernement nigérian. La Commission africaine s'est prononcée en faveur des peuples Ogoni et a estimé que le gouvernement nigérian avait violé divers droits fondamentaux des Ogoni, y compris leurs droits socio-économiques tels que le logement, l'alimentation, la santé ainsi que les droits collectifs tels que les droits environnementaux et leurs droits sur les ressources naturelles. Cependant, le statut quasi judiciaire de la Commission fait que le bilan de décisions appliquées par les États est très faible (Wachira, 2008).

Quant à la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, quelques chefs d'État africains signaient en juin 1998, à Ouagadougou au Burkina Faso, le Protocole qui l'établissait. Le Protocole prévoit qu'une fois la ratification est faite par un État, ce dernier devait également faire une déclaration spéciale en vertu de l'article 34 (6) de l'instrument acceptant ainsi la compétence de la Cour africaine pour permettre aux citoyens de saisir directement la Cour. Cependant, la Cour fait face à de nombreux défis. Ainsi, malgré la popularité de la *Charte* auprès de l'ensemble des chefs d'États africains, peu de pays ont, à ce jour, fait la déclaration spéciale requise pour donner compétence à la Cour. En mars 2013, seuls le Burkina Faso, le Ghana, le Malawi, le Mali, le Rwanda, la Côte d'Ivoire et la Tanzanie l'avaient fait donnant à leurs ressortissants et aux ONG, un accès direct à la Cour. Cela peut s'expliquer par le fait que peu d'États sont prêts à être sanctionnés en cas de violation des droits humains. (Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, s.d.; Wachira, 2008).

Malgré toutes les initiatives qui en découlent, le bilan de la *Charte* ne permet pas encore une mise en œuvre effective des droits de l'Homme sur le continent. La faible reconnaissance des droits garantis dans la pratique du droit et dans la mise en œuvre de politiques internes constitue des obstacles dans la réalisation de ces droits et crée une culture d'impunité. (Avocats Sans Frontières, 2014; Delas et Ntaganda, 1999).

3.2 Les instruments de responsabilité sociale des entreprises (RSE)

Avec l'agrandissement des marchés mondiaux à partir des années 1990, le monde des affaires et les droits humains sont devenus des éléments très importants au niveau international. La libéralisation des échanges, la dérèglementation, la délocalisation de la production ainsi que les droits des sociétés multinationales dans les TBI sont des éléments du système international contemporain qui créent un contexte difficile pour

la mise en œuvre des droits humains. Bien que les modifications réglementaires pour encadrer les investissements aient apporté des gains économiques aux sociétés multinationales, cela n'a pas été le cas des protections sociales ou environnementales. Ainsi, des inégalités de revenus ont été observées et les tentatives de réglementation de la conduite des sociétés multinationales ont échoué. La migration de populations, le travail forcé et la violation de droits humains tels que l'assassinat de manifestants font partie des abus qui ont été relevés et documentés au fil du temps. Des mécanismes de responsabilité des entreprises multinationales se sont développés sur le plan international pour répondre à ces défis. Des directives, des normes et des lois internationales ont été élaborées sur l'éthique, la performance, le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises afin d'emmener les entreprises vers la durabilité. Ces directives sont particulièrement pertinentes pour les activités dans les pays en développement, et constituent un cadre de référence important pour le secteur de l'industrie extractive.

3.2.1 Les instruments internationaux publics de RSE

La RSE trouve sa source à travers des mécanismes internationaux tels que les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les Principes directeurs relatifs aux entreprises et droits humains des Nations Unies, le Pacte mondial des Nations Unies et autres instruments qui ont été développés au fil du temps. N'étant pas des acteurs assujettis au droit international, aucune convention internationale en matière de protection des droits de l'homme ne s'appliquait aux entreprises multinationales jusqu'à ce que des organisations intergouvernementales commencent à adopter des directives et des normes pour encadrer leurs activités économiques et sociales.

Les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales

Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales (ci-après, les Principes directeurs de l'OCDE) (1976) sont la plus ancienne norme intergouvernementale définissant des principes de responsabilité sociale pour les entreprises et font partie de la Déclaration et les décisions de l'OCDE sur l'Investissement international et les entreprises multinationales. Publiés une première fois en 1976, ce sont des recommandations adressées par les gouvernements aux entreprises multinationales afin d'encadrer leurs activités. Bien que les principes ne lient pas juridiquement les multinationales, les États de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont accepté de se conformer aux lignes directrices et encouragent leurs entreprises à les observer partout où elles opèrent. Ils contiennent des recommandations sur les droits de l'homme, l'emploi et les relations professionnelles, l'environnement, la corruption, les intérêts des consommateurs, la science et la technologie, la concurrence et la fiscalité (Rodric, 2007). Particulièrement, les Principes directeurs de l'OCDE imposent

aux entreprises de respecter les droits de l'homme dans tous les pays avec lesquels elles travaillent. Les entreprises doivent aussi respecter les normes environnementales et les normes de travail, et disposer des processus de contrôle appropriés pour s'en assurer. Un salaire décent, la lutte contre la sollicitation et l'extorsion de pots-de-vin, et la promotion d'une consommation durable, font notamment partie de ces normes.

Les 34 États membres de l'OCDE ainsi que 12 États non membres, soit 46 pays représentant 85 % des investissements directs à l'étranger, ont adhéré aux Principes directeurs de l'OCDE. Dans un monde de plus en plus mondialisé, ces Principes directeurs ont pour objectif de favoriser une conduite raisonnable des entreprises, conforme aux législations et aux normes internationales applicables. Bien qu'ils ne soient pas contraignants, les sujets qui y sont abordés peuvent faire l'objet de réglementations à travers les lois nationales ou des engagements sur le plan international. Le mécanisme de mise en œuvre des principes est les Points de contact nationaux (PCN), créés par les gouvernements ayant adhéré et qui servent de forum de discussion pour toutes les questions relatives aux Principes directeurs (OCDE, 2011). Les PCN constituent l'organe de référence national pour la mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE. Ils discutent les problèmes liés aux Principes, assistent dans la résolution de problèmes liés à leur interprétation, et finalement, rassemblent les informations sur les cas nationaux soulevés par les Principes directeurs pour produire un rapport annuel au Comité de l'investissement. Ils assurent également une fonction de médiation et de conciliation entre les entreprises et les membres de la société civile, car ils peuvent être saisis par des syndicats, des ONG, des particuliers, ou des responsables politiques dans le cas du non-respect des Principes directeurs de l'OCDE. Il convient toutefois de noter que les PCN n'étant pas des juridictions, les décisions sont en réalité des recommandations aux parties et ne sont donc pas des actes obligatoires. Elles ne peuvent donc pas être imposées sous n'importe quels moyens contraignants.

Le 25 mai 2011, inspiré des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2011), des modifications ont été apportées aux Principes directeurs de l'OCDE. Ces derniers intègrent dorénavant un nouveau chapitre sur la violation des droits de l'homme et la responsabilité des entreprises durant la chaîne d'approvisionnement (OCDE, 2011; Quairiel, 2013).

Le Pacte mondial des Nations Unies

En juillet 2000, le Pacte mondial des Nations Unies a été lancé. C'est un ensemble de politiques à l'intention des entreprises qui s'engagent pour le développement durable et des pratiques commerciales responsables. Le partenariat entre l'ONU et les entreprises inclut des pratiques spécifiques que les entreprises adhérentes doivent s'engager à adopter. Les activités et stratégies des entreprises, qui y adhèrent, sont basées sur dix principes dans les domaines des droits de l'homme, du travail, de

l'environnement et de la lutte contre la corruption. Cependant, comme les autres outils, le Pacte mondial des Nations Unies n'est pas un instrument traditionnel de régulation qui permette l'application d'une réglementation stricte. Les principes n'ont pas d'effet contraignant pour les entreprises ou les États. C'est donc une initiative volontaire qui vient compléter les mesures de régulation (UN Global Compact Office, 2008).

Les principes directeurs relatifs aux entreprises et droits humains des Nations Unies

Les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme (2011) définissent des normes de comportement des entreprises dans le domaine des droits de l'homme. Basés sur la Charte des Nations Unies relative aux droits de l'homme et à la Déclaration de l'Organisation internationale du travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme s'appliquent à tous les États et à toutes les entreprises, peu importe leur taille, leur secteur d'activités, leur lieu d'implantation, leur régime de propriété ou leur structure, et peu importe la capacité ou la volonté des États à honorer leurs propres obligations, en matière de respect des droits de l'homme (Oxfam, 2013).

Adoptés à l'unanimité par le Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, en juin 2011, les Principes directeurs relatifs aux entreprises et droits humains des Nations Unies ont tenté de combler les lacunes observées quant à la responsabilité des entreprises en droits de l'homme, à la fois dans le droit international et national. Cependant, malgré le fait que ces principes soient devenus une sorte de référence unique à laquelle il est difficile pour les entreprises de se soustraire à cause de la pression sociale et des risques d'image associés, l'approche pragmatique et le mécanisme de *soft law* pour qu'ils soient acceptés à la fois par les États et les entreprises a fait naître des principes qui n'empêcheront pas forcément la prévention de futures violations de droits de l'homme par les entreprises multinationales, car les mécanismes restent ancrés sur le volontarisme (Martinez, 2015).

3.2.2 Les autres instruments de RSE

Il existe également d'autres instruments de RSE tels que le *Caring for Climate du Pacte mondial*, les Principes de Sullivan ou le *Global Reporting Initiative* qui font partie des initiatives auxquelles participent des multinationales dans le but d'adopter des conduites responsables face à leurs activités.

En 2007, dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies, l'ancien secrétaire des Nations-Unies, Ban Ki-Moon, initiait avec le concours de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), une initiative pour mobiliser les chefs d'entreprise à mettre en œuvre et à recommander des solutions et des politiques

de changement climatique, soit le *Caring for Climate*. Cette initiative, spécifique aux changements climatiques, a également pour but d'encourager les entreprises à fixer des objectifs, à élaborer et à élargir des stratégies et des pratiques et à divulguer publiquement leurs émissions dans le cadre du Pacte mondial des Nations Unies (Caring for Climate, s.d.).

Quant aux huit Principes de Sullivan (1999), initialement à l'attention des multinationales opérant en Afrique du Sud, ils visent à promouvoir, entre autres, le respect des droits humains dans le traitement équitable des employés, des communautés où les opérations sont menées et des clients, à s'abstenir d'exploiter les groupes vulnérables et ainsi offrir aux employés, une même égalité des chances, à protéger la santé des travailleurs et celle de la collectivité en s'engageant dans le développement durable et à contribuer positivement dans les communautés dans lesquelles les entreprises opèrent (Alexis, 2010).

Finalement, le *Global Reporting Initiative* (GRI), créé en 1997, est une organisation à but non lucratif, indépendante, internationale à laquelle participent des entreprises, des ONG. et d'autres parties prenantes. En 1999, l'organisation a développé des lignes directrices encourageant les organisations à rendre compte de la dimension économique, environnementale et sociale de leurs activités grâce à des indicateurs clés. L'importance des lignes directrices du GRI est soulignée par le fait que le Pacte mondial des Nations Unies a conclu un accord de collaboration avec le GRI. Toutefois, le GRI n'a pas de procédure de vérification de la conformité des entreprises quant aux rapports fournis (Global Reporting Initiative, s.d.).

3.3 Mise en application de la RSE par les entreprises minières

Historiquement, l'industrie minière ne s'est pas beaucoup souciée des impacts de ses opérations. Les opérations minières dans des zones sans légitimité sociale et le départ suite à l'épuisement des ressources minières font partie des éléments qui lui ont été reprochés. Toutefois, l'industrie minière a commencé à aborder ses responsabilités sociales et environnementales et est devenue garante des droits dans un rééquilibrage de responsabilités avec l'État.

3.3.1 La RSE et l'industrie minière

Avec une majorité de désastres environnementaux ou relatifs aux droits humains ayant été attribués à l'industrie minière, cette dernière est une des industries dont la réputation a été ternie. L'opinion publique médiocre du secteur minier, la contestation de la légitimité de l'industrie par les groupes de pression aux niveaux local et international, l'intérêt du secteur financier pour la responsabilité sociale, le défi de maintenir un permis d'exploitation sont quelques-unes des raisons pour lesquelles la RSE et d'autres

initiatives volontaires sont devenues très importantes pour le secteur minier, justifiant une transition de l'industrie pour plus de responsabilités (Belem, 2010; Jenkins et Obara, 2008).

À titre d'illustration, l'extraction de ressources dans certaines zones rurales n'implique pas automatiquement l'implication des peuples autochtones ou des communautés locales dans les prises de décision. Alors que les projets miniers sont souvent source de migration forcée pour ces peuples qui dépendent de leurs terres pour subvenir à leurs besoins, ils détruisent leur habitat et identité culturelle comme c'est le cas au Nord-Kivu, en RDC. De façon générale, l'installation d'une mine entraîne souvent un accaparement des terres, que cette mine soit en zone agricole, en forêt ou en zone périurbaine. Bien évidemment, cela entraîne de multiples effets sur l'environnement et sur les droits sociaux économiques des communautés locales affectées (Bérubé, 2017; HCNUDH, 2013; Saliboko, 2015, 2 septembre). Dans certains cas, des meurtres ont été perpétrés à l'encontre de communautés locales qui contestaient des licences de prospection. Cela a été le cas en Tanzanie, en 1994, lorsque le gouvernement a accordé une licence de prospection pour une mine d'or de Bulyahulu à Sutton Resources (achetée plus tard par Barrick Gold en 1999). La zone adjacente à la mine était dispersée par des mineurs de petite échelle, dont beaucoup avaient généré des revenus de cette activité depuis des générations, en y établissant une communauté résidentielle. Ces mineurs de petite taille ont contesté un décret gouvernemental qui les expulsait de la région en 1995, et ont continué leurs activités minières. Durant les mois de juillet et août 1996, les forces gouvernementales ont déblayé la zone, ce qui a entraîné l'enterrement vivant de 52 personnes dans leurs fosses, alors que des milliers ont été évacués sans plan de réinstallation. En 2010, les policiers ont encore tué une dizaine de villageois lors des affrontements, dans cette mine d'or de Barrick Gold Corp, devenue controversée malgré les promesses de la compagnie de réduire la violence (Bantekas, 2004; York, 2014, 26 août). Des violences ayant causé la mort ont eu lieu contre des mineurs, en Afrique du Sud, en 2012, suite à l'intervention de la police. Les travailleurs réclamaient une hausse de salaire (CNN, 2012, 16 août). Outre cela, la dénonciation des pratiques commerciales déloyales, le rapatriement des bénéfices des entreprises qui ne profitent pas aux économies locales des pays hôtes, la pauvreté persistante et les catastrophes environnementales, particulièrement dans les pays en développement ont aussi réussi à attirer l'attention du public sur le comportement des sociétés multinationales, et à créer une certaine pression sur ces dernières. L'élaboration de pratiques et de politiques responsables est devenue un moyen de mieux encadrer la gestion des risques encourus, mais surtout aussi pour améliorer les réputations et créer de la valeur ajoutée aux communautés et aux actionnaires (Baxter, 2014).

Le concept de RSE est en évolution et varie en fonction du système institutionnel, de l'histoire économique et sociale, des valeurs et des mentalités, mais aussi de l'acteur. Elle ne concerne pas

seulement la création d'emplois et de richesses et de bénéfices aux actionnaires, aux travailleurs et aux consommateurs, mais doit également couvrir les préoccupations sociales et environnementales qui doivent faire partie des stratégies commerciales des compagnies. La définition de la RSE va être souvent référée à la norme ISO 26 000 *Lignes directrices relatives à la responsabilité sociétale*. Selon cette norme, « la responsabilité d'une organisation vis-à-vis des impacts de ses décisions et activités sur la société et sur l'environnement se traduisant par un comportement transparent et éthique qui contribue au Développement Durable, y compris la santé et au bien-être de la société; prend en compte les attentes des parties prenantes; respecte les lois en vigueur et est en accord avec les normes internationales de comportement; et qui est intégré dans l'ensemble de l'organisation et mis en œuvre dans ses relations » (Foumena, 2015; Rodic, 2007). La RSE est donc un moyen par lequel les entreprises encadrent leurs attitudes, leurs stratégies et relations avec les différentes parties prenantes dont les investisseurs, les employés et les communautés (Jenkins et Obara, 2008). Peu importe la définition, la RSE va se présenter surtout comme une forme d'autorégulation laissant une certaine liberté aux entreprises de faire porter cette responsabilité sociale sur l'ensemble de leurs entités ou seulement sur une partie (Organisation internationale de la Francophonie [OIF], 2011). Toutefois, il est intéressant de noter que les premières conceptions autour de la RSE se sont uniquement basées sur les obligations légales des entreprises faisant du concept, un simple outil stratégique. De plus, les pratiques de ces entreprises seraient déterminées par l'importance de la RSE dans leur pays d'origine plutôt que le contexte ou les besoins des pays dans lesquels elles opèrent (Goyette-Côté, 2016).

Bien que les priorités de la RSE vont varier d'une industrie à une autre, la RSE peut rarement faire abstraction des intérêts et des besoins de la communauté et de la société dans laquelle elle se trouve, en particulier dans le secteur des industries extractives des pays en développement. Les compagnies minières vont participer à des initiatives communautaires en améliorant les infrastructures en matière d'éducation et de santé, en soutenant les entreprises locales, en créant des systèmes de financement microcrédit pour le lancement de nouvelles entreprises ou en mettant en place des projets axés sur des moyens d'existence durable pour réduire la dépendance économique des communautés aux mines. Les entreprises extractives vont se référer et adhérer habituellement à des normes, référentiels et lignes directrices nationaux et internationaux dans le but d'intégrer toutes les dimensions de la responsabilité sociétale dans leurs activités. Ces normes, guides ou lignes directrices cherchent à renforcer la contribution des organisations qui les mettent en œuvre au développement des zones dans lesquelles elles opèrent, tout en intégrant les préoccupations relatives à aux investissements, aux questions sociales, au bien-être de la société, aux attentes des parties prenantes ainsi qu'au respect des lois en vigueur (Jenkins et Obara, 2008; Simard et Diagne, 2015). Elles cherchent aussi à assurer une certaine cohésion sociale afin de réduire la perturbation

sociale et culturelle des communautés et maintenir le dialogue entre les parties prenantes.

Cependant, toutes ces normes ne font pas forcément des droits de l'Homme, un principe transversal de la responsabilité des entreprises. Aussi, dans les pays africains, l'absence de réglementation ou plutôt d'un cadre régulateur en RSE sur les droits humains fait que les industries exerçant en Afrique, dont les compagnies minières, profitent de cette situation afin d'opérer impunément et, parfois, de collusion avec les pouvoirs publics (OIF, 2011).

3.3.2 Les limites du caractère volontaire de la responsabilité sociale de l'industrie minière

Les revendications faites, par les groupes de pression sociaux et environnementaux, ont longtemps été souvent dirigées vers les grandes entreprises minières qui ont commencé à avoir un grand souci de préserver leur réputation. Dans le secteur extractif, la RSE va être souvent utilisée dans une dynamique de défense afin de mitiger les risques et d'externalités et de protéger la réputation des entreprises (Goyette-Côté, 2016). Ces grandes entreprises ont également les moyens financiers pour contrer les enjeux soulevés. Afin d'éviter des coûts qui nuiraient à leur performance financière, les entreprises optent, en général, pour des initiatives volontaires qui leur laissent une large manœuvre d'action tout en leur permettant de se légitimer (Szablowski, 2007).

L'industrie minière a longtemps été confinée à l'élaboration d'initiatives volontaires de responsabilité sociale, le concept de la responsabilité sociale des entreprises étant elle-même une intégration volontaire. Les entreprises décident donc de leur propre initiative de contribuer à l'amélioration de la société et à prendre en compte les préoccupations écologiques liées aux activités commerciales et leurs relations avec les parties prenantes (Rodric, 2007). L'utilisation des mécanismes volontaires met en évidence le fait que les entreprises et les gouvernements sont plus attirés par ce type d'initiatives, car elles contiennent des aspirations visant le meilleur scénario possible, avec peu de contraintes. L'émergence d'initiatives volontaires promues par des associations industrielles et des grandes entreprises minières transnationales n'est plus un phénomène à discuter. Cependant, peu importe sous quelle forme se présentent ces initiatives, normes ou codes, ils traduisent quand même le fait qu'une grande place est de plus en plus laissée aux entreprises et moins aux États, probablement dû aux politiques économiques libérales des années 80 et 90 qui ont affaibli les capacités des gouvernements africains à effectuer le suivi de la mise en œuvre des normes pour les compagnies minières. Bien évidemment, cela peut avoir des effets pervers sur la relation entre les compagnies minières et les gouvernements. Et ceci dans les cas où les compagnies minières réussissent à exercer des pressions sur les gouvernements pour que les impôts et redevances soient réduits, affaiblissant de ce fait, la capacité fiscale des États à prendre eux-mêmes en charge les

infrastructures sociales. Les initiatives sociales apportées par les compagnies minières ne sont pas suffisantes. De plus, le caractère sélectif et l'absence de mécanismes qui permettent la mise en œuvre efficace ou des évaluations de performances et de suivis de la conformité font que les politiques en RSE expliquent le scepticisme qui peut être observé chez certains. Le contenu de ces politiques est débattu, car sur le continent africain, elles ont tendance à se focaliser sur des notions liées majoritairement à l'environnement ainsi que les questions liées aux communautés locales sans pour autant prendre en compte d'autres éléments très importants tels que les conditions de travail des mineurs, les programmes de protection sociale et la sécurité de travail (ISG Bulletin, s.d.). Le fait que les schémas de RSE soient conçus afin de répondre aux objectifs des entreprises minières et de s'harmoniser avec leur argument commercial soulève des questionnements (Goyette-Côté, 2016).

Au final, malgré la valorisation de politiques ou de directives liées à la RSE, dans une perspective de développement durable, les attentes en matière d'exigences environnementales, sociales et économiques ne sont pas encore atteintes, et ce, peut-être parce qu'au final, la RSE ne résout pas les effets négatifs de l'industrie minière sur l'environnement, la société, l'économie et la gouvernance locale et nationale. Il est dès lors normal de se demander si le concept de RSE est réellement un succès à la fois pour l'industrie minière, mais aussi les États hôtes, les actionnaires et les communautés locales tant que le concept restera sur une base volontaire (Belem, 2010 ; Rodic, 2007; OIF, 2011). Il faut toutefois reconnaître l'utilité du concept pour aborder de nouveaux sujets de régulation pour les entreprises minières qui ne sont pas des acteurs étatiques même si les entreprises minières ne devraient peut-être pas prendre le rôle de développement qui devrait être fourni par le gouvernement, mais plutôt travailler en partenariat avec le gouvernement et les organismes locaux (Jenkins et Obara, 2008; Martinez, 2015).

CHAPITRE 4 SÉLECTION ET ANALYSE DE QUATRE CAS DE MINES

Dans le quatrième chapitre, le cas de quatre mines est décrit et analysé. Les mines à l'annexe 1 ont été choisies en fonction de la région, des métaux extraits, des cas de violation de droits humains et d'une démarche de responsabilité sociale. Les cartes présentant leur localisation sont présentées à l'annexe 2.

4.1 Sélection des études de cas

Après avoir effectué une recherche exhaustive sur des données fiables liées à la violation des droits humains, la contribution aux changements climatiques, la responsabilité sociale des entreprises et l'importance des écosystèmes, quatre mines ont été retenues. Comme il est possible de le constater à l'annexe 1, les mines choisies sont localisées dans des régions aux caractéristiques géographiques et politiques différentes en Afrique subsaharienne. Les deux premiers cas analysés sont sur des compagnies minières situées au Ghana et au Mali, en Afrique de l'Ouest. Par la suite, les mines artisanales de la RDC, un pays avec des conflits internes et une compagnie minière en Afrique du Sud sont également analysées. L'intégration des mines artisanales en RDC, dans les études de cas, permet de saisir l'ensemble du portrait de l'industrie minière sachant que les minerais extraits de ces mines sont parfois vendus à des compagnies minières et autres compagnies transnationales, faisant ainsi partie du cycle d'approvisionnement.

Les critères et axes d'analyse sur les dimensions du développement durable à l'annexe 3 permettent de recueillir des informations et d'obtenir un portrait d'ensemble sur les points forts et faibles par rapport à chacune des mines. Les informations proviennent de sources diverses dont des documents d'ONG, d'organisations internationales telles que l'ONU, de firmes-conseils, la législation, des travaux académiques ou des articles publiés en ligne. Dans certains cas, la cueillette d'informations a été difficile à cause de données manquantes, non-mises à jour ou variables d'une source à l'autre.

4.2 Études de cas

La réglementation minière, les violations humaines, les pratiques RSE, les défis environnementaux et des changements climatiques sont décrits pour chaque étude de cas. Afin de mieux saisir les contextes miniers de chaque pays, les mines et la gouvernance minière sont brièvement présentées.

4.2.1 Étude de cas 1 (Ghana)

Doté de gisements minéraux importants, le Ghana attire à la fois de grandes compagnies minières internationales ainsi que de petits exploitants artisanaux. C'est un pays avec un secteur minier bien établi qui représente un pilier très important de l'économie ghanéenne. Malgré les gisements importants de

manganèse, de diamants et de bauxite, l'or reste la ressource clé pour l'économie du pays, représentant plus de 95 % des recettes minérales. C'est le deuxième producteur d'or du continent africain après l'Afrique du Sud, avec ses plus grands gisements d'or se trouvant dans les régions Ashanti, Western, Central et à Brong-Ahafo. Plusieurs grandes compagnies minières opèrent au Ghana, dont AngloGold Ashanti, Gold Fields ou Newmont Mining, dont la filiale Newmont Ghana Gold Limited (NGGL), à l'étude dans le cadre de cet essai, opère à 100 % dans les mines d'Ahafo et d'Akyem (Moran, 2016, 18 septembre). La mine d'Ahafo, située dans la région de Brong Ahafo (figure A.1 à l'annexe 2) est une mine à ciel ouvert qui opère dans dix communautés d'accueil dans les districts d'Asutifi Nord et de Tano Nord de la région de Brong Ahafo (Newmont, s.d.).

Contrairement à de nombreuses économies de pays en développement qui dépendent fortement d'un produit unique, l'économie du Ghana est relativement bien diversifiée entre l'agriculture, l'industrie et les services. Les exportations d'or, de bois, de cacao, de diamant, de bauxite et de manganèse sont des moteurs importants du PIB à une valeur estimée à 5,2 milliards USD (Kapstein et Kim, 2011). En 2012, l'industrie minière représentait environ 42 % des revenus bruts d'exportation du pays et affichait environ 3,2 milliards USD représentant ainsi 72 % de son chiffre d'affaires. En 2015, le secteur minier contribuait à 14 % des recettes fiscales totales, une baisse toutefois comparée à un pourcentage de 27 %, en 2012 (Ahadjie, 2016 ; Aubynn, 2013). La mine d'Ahafo aurait contribué de manière importante à l'économie du Ghana, en générant près de 10 % des exportations totales du pays, 4,5 % de son investissement étranger direct total et 1,3 % du PIB (Kapstein et Kim, 2011).

Le secteur minier au Ghana emploierait environ 22 000 personnes directement dont 334 représentant 2 % des expatriés (Aubynn, 2013). Quant à NGGL, elle produit quelque 48 000 emplois au Ghana. En 2009, la société a fourni près de 6 millions USD de dollars en contrats à 99 entreprises locales, soutenant ainsi plus de 400 emplois, sans compter l'emploi direct des mines (Kapstein et Kim, 2011). D'après la Société Financière Internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, la mine d'or d'Ahafo est un pionnier quant aux meilleures pratiques en matière d'exploitation minière responsable et de développement communautaire (IFC, s.d.). En septembre 2016, la société dépassait l'indice Down Jones Sustainability World pour l'exploitation minière, et ce, pour une dixième année consécutive faisant d'elle la seule société minière à avoir réalisé une telle étape (Moran, 2016, 18 septembre).

Le cadre juridique minier du Ghana est tout autant intéressant. Le Ghana a élaboré des politiques macroéconomiques libérales avec des cadres juridiques, fiscaux et institutionnels jugés attrayants dans sa tentative d'attirer des IDE (ONU, s.d.b). Un document de l'OCDE, datant de 2002, mentionne d'ailleurs que le secteur minier aurait reçu 55 % des IDE entrant dans le pays (OCDE, 2002). Ce cadre a permis à

des sociétés minières étrangères telles que Newmont, Golden Star et AngloGold à prendre le contrôle des activités minières et à participer à la mise en place de projets miniers. Le rapatriement possible des bénéfices, l'exemption de payer des droits sur les équipements importés, et la propriété totale des entreprises commerciales dans le pays sont quelques-uns des incitatifs ayant été accordés aux investisseurs étrangers (Aubynn, 2013).

L'exploitation minière est régie par the *Minerals and Mining Act, 2006 (Act 703)* qui prescrit que l'État soit le propriétaire de tous les minéraux qui se produisent dans leur état naturel sur le territoire terrestre et maritime du Ghana, y compris sa zone économique exclusive. Quelques exigences découlant de la réglementation exigent que les entreprises minières demandent un quota d'immigration pour les employés expatriés, que la Commission des minéraux tienne à jour une liste d'approvisionnement locale qui décrit les biens et services qui doivent être achetés au Ghana. Quant au régime fiscal, le gouvernement du Ghana a droit à des intérêts passifs totalisant 10 % dans toute entreprise minière et a la possibilité d'acquérir une participation participative supplémentaire de 20 %, au juste prix. De plus, le titulaire d'un bail minier est tenu de verser une redevance comprise entre 3 % et 6 %, sur le revenu total des minéraux provenant des opérations minières. Toutefois, dans les faits, la majorité des entreprises auraient payé seulement 3 % (Greenen, 2016, DLA Piper, 2012).

La capacité réduite de l'État face aux politiques libérales a fait de la RSE, l'ultime outil pour contrer les enjeux environnementaux, sociaux et humains pouvant être atténués (Greenen, 2016). Ainsi, la RSE, dans le secteur minier, au Ghana, a évolué vers l'élaboration de plans communautaires de développement durable. Les sociétés minières collaborent avec les communautés pour financer des projets qui ont pour objectif de produire des retombées sociales et économiques dans les communautés. En 2012, les sociétés minières ont volontairement engagé 26 millions de dollars USD à des projets, dans leurs communautés d'accueil et dans le pays. NGGL, par exemple, a développé une série d'initiatives dont un programme d'amélioration des moyens de subsistance et d'autonomisation communautaire, un programme d'amélioration agricole et d'accès aux terres pour les agriculteurs et un programme post-restauration, pour les agriculteurs réinstallés (Aubynn, 2013).

Malgré ces réalisations qui semblent exemplaires, le secteur minier, au Ghana, a toutefois reçu de nombreuses critiques (Tanufour, 2004). Ainsi, en matière d'emplois, Barima Twereku Ampem II, Chef de Ntotroso dans le district d'Asutifi Nord, une des communautés minières d'Ahafo, a observé que contrairement aux autres sociétés minières aurifères opérant dans le pays, la mine NGGL d'Ahafo avait offert des emplois à des non-citoyens aux dépens des indigènes (Ghana Business News, 2013, 10 mai). De

plus, une étude menée par l'Université de Cape Coast, au Ghana, ainsi que deux autres institutions a démontré que les opérations minières d'Ahafo privaient les femmes de l'accès à de l'eau potable, aux terres agricoles et à d'autres moyens de subsistance économique (Ghana Star 2017, 16 février). La violation des droits des communautés locales à cause du vide juridique, dans la législation minière actuelle du Ghana, quant à leur participation aux décisions concernant la distribution de leurs terres aux sociétés minières est un autre enjeu (Ngnenbe, 2016, 31 août).

Au niveau environnemental, les effets négatifs de l'exploitation minière ne sont pas abordés dans le cadre réglementaire minier ghanéen. Ainsi, les progrès réalisés en matière de protection de l'environnement seraient dus principalement aux techniques de production et aux initiatives volontaires internationales auxquelles adhèrent les sociétés minières (Ayee, Søreide, Shukla et Tuan Minh, 2011). Selon WACAM, une organisation de défense des droits de l'homme et de l'environnement qui travaille particulièrement avec les collectivités minières, la réglementation minière actuelle a échoué dans la protection des communautés, des ressources forestières et des principaux sites nationaux. La loi ne contient aucune disposition relative à la protection de l'environnement et réfère à d'autres lois jugées inadéquates rendant ainsi difficile la responsabilisation des sociétés minières selon la directrice générale associée de WACAM, Hannah Owusu-Koranteng (Ngnenbe, 2016, 31 août).

De plus, les changements climatiques affectent les communautés d'agriculteurs de la région de Brong-Ahafo. Étant des producteurs de cacao, ces variations climatiques affectent une source importante de revenus pour ces communautés (Ghana Business News, 2015, 24 novembre). Les événements liés aux changements climatiques impactent également les opérations minières, ce que reconnaît Newmont. La compagnie reconnaît également la contribution de ses opérations aux émissions de GES, raison pour laquelle elle a développé dès 2014, une stratégie mondiale en matière d'énergie et de changements climatiques afin de mettre en place une approche stratégique pour gérer les risques et les opportunités liés à l'énergie et aux changements climatiques (Newmont, 2016).

Au final, certes le Ghana est aussi un pays souvent considéré comme un modèle de meilleures pratiques, basé sur sa politique de distribution d'une partie des loyers miniers aux autorités locales et aux dirigeants traditionnels des communautés minières (environ 55 % sont transférés aux assemblées de district). Toutefois, cette redistribution des recettes minières ne signifie pas que les citoyens, dans les zones minières, ont des droits économiques sur les gisements minéraux. Cette redistribution est faite à titre de compensation pour les externalités négatives dues aux activités minières touchées (Greenen, 2016). Outre cela, le monopole de gouvernance des ressources minérales est défié par certains enjeux tels que la montée de l'exploitation illicite des mines (galamsey) d'or, qui a des effets sur l'environnement, ou encore la

multiplicité des joueurs qui suivent leur propre ordre de jour. Aussi, le risque de corruption constitue un défi important pour la gouvernance pour ce pays qui occupait, en 2016, le 70^e rang sur 176 pays. Les risques que la collusion entre les chefs locaux et les entreprises défavorisent les intérêts de la communauté, la mauvaise tenue des dossiers de la part des organismes gouvernementaux et des sociétés minières, la vérification insuffisante de la production par rapport aux revenus par les organismes responsables de recouvrement des recettes, l'absence de collaboration institutionnalisée entre l'Internal Revenue Service et autres organismes gouvernementaux sur les questions relatives aux paiements des revenus miniers font partie de quelques obstacles. Le risque de détournement de fonds dans la collecte et l'estimation des redevances dans l'industrie minière est réel et l'accès à l'information semble être un défi général étant donné l'absence d'une loi sur l'accès à l'information. Ces défis combinés au caractère d'enclave du secteur minier créent des opportunités qui pourraient permettre aux politiciens de bénéficier de leur autorité dans le secteur minier, en particulier lorsqu'ils sont membres des conseils d'administration des sociétés minières (Ayee et al., 2011). Le 29 mars 2016, une compagnie minière annonçait une entente conclue avec le gouvernement du Ghana, réduisant l'impôt sur les sociétés à l'égard de ses mines au Ghana d'un taux de 35,0 % à 32,5 % et d'un taux forfaitaire de 5 % à 3 %. La compagnie minière estimait que cela permettrait d'épargner un versement de 26 millions de dollars en paiements d'impôts et de redevances cette année tandis que le Ghana mentionnait des recettes fiscales et redevances de 26 millions de dollars des mines en question. Les deux accords ont été rapidement approuvés par le Parlement, et ce, sans débat. En 2003, la compagnie minière NGGL avait également bénéficié d'une entente à peu près similaire. L'accord ne contenait aucun engagement ferme de la part de la société minière en échange des concessions étendues et sans précédent du gouvernement du Ghana et ne démontrait pas la protection de l'intérêt public dans les contrats d'exploitation des ressources minérales non renouvelables (TNW Africa, 2016).

4.2.2 Étude de cas 2 (Mali)

Situé en Afrique de l'Ouest, le sous-sol du Mali est très riche en diverses ressources minérales. L'or est cependant la ressource qui connaît une exploitation artisanale et industrielle intense faisant du pays, le quatrième producteur d'or en Afrique. D'ailleurs, l'apport du secteur aurifère à l'économie nationale, en 2012, a été estimé à 8 % du PIB contre 6,2 %, en 2008. Il a été estimé, en 2008, que les redevances de ressources et les taxes provenant de l'extraction de l'or fournissaient au Mali environ 17 % du total des recettes publiques. Et sur l'ensemble de ses exportations, en 2012, les exportations de l'or représentaient 70 % des exportations totales du Mali. Le secteur aurifère aurait également permis de développer le

secteur de l'emploi en employant grâce à ses sociétés minières et de sous-traitance 11 958 personnes, dont une grande majorité serait des Maliens selon la Chambre des Mines du Mali (Chambre des Mines du Mali, s.d.).

L'une des principales mines du Mali est la mine de Sadiola (figure A.2 à l'annexe 2). La mine est opérée par la compagnie SEMOS constituée à 41 % par AngloGold Ashanti, 41 % de AMGOLD et 18 % du gouvernement malien. L'ouverture de cette mine a entraîné non seulement l'arrivée de nombreux travailleurs migrants, mais aussi le développement de l'économie locale (Fédération Internationale Des Droits de l'Homme [FIDH], 2007).

En 2012, le gouvernement a réformé le Code minier. Ce dernier régit et réglemente la prospection, l'exploration minière et le développement de l'industrie minière au Mali. Le Code minier encourage les investissements dans les petites et moyennes entreprises minières, octroie gratuitement des permis d'exploration pour une période de deux ans et ne nécessite pas un engagement de la part de l'entreprise exploratrice à louer la zone explorée par la suite. En vertu de la réglementation, les ressources minérales sont la propriété de l'État. Le code minier prévoit des autorisations d'exploration, de prospection, d'exploitation artisanale pour des périodes variables (DLA Piper, 2012). Malgré les modifications apportées, les paramètres ne sont pas si différents de ceux de l'ancien code minier avec l'introduction toutefois de certains ajustements et innovations dans le but de protéger les intérêts de la population malienne afin de s'assurer qu'elle bénéficie du développement du secteur minier. La majorité des modifications apportées est axée sur la promotion et la mise en œuvre de la transformation au Mali, le développement des communautés locales, la protection de l'environnement et la réhabilitation des sites ainsi que la fermeture des mines (Norton Rose Fulbright, 2012).

Au Mali, le Code minier exige des sociétés minières, un développement de programmes de développement communautaire avec l'objectif d'appuyer le développement local de la zone où est implantée la mine. AngloGold Ashanti a identifié des moyens d'aider les membres des communautés locales à développer des moyens de subsistance indépendants des opérations minières. Quelques-uns de ces moyens incluent des activités de microfinancement pour encourager l'entrepreneuriat. Le Code requiert également des sociétés minières, l'apport d'infrastructures, notamment sur le plan de l'éducation ou de la santé. Dans les faits, ces programmes de développement sont parfois développés en dehors des communautés concernées. Lorsque des infrastructures sont construites au sein des communautés, l'explosion démographique due aux activités minières entraîne leur congestion. La construction et l'agrandissement de la mine de Sadiola ont obligé le déplacement des populations dont 496 habitants d'origine du village de Sadiola, 16 familles de fonctionnaires, 1000 nouveaux habitants et dans le village de Farabakouta, 550 habitants d'origine (Leblanc, 2007). Pour pallier les impacts, des mesures ont été

prises pour la reconstruction de maisons, d'infrastructures sanitaires et scolaires ainsi que des compensations financières. Toutefois, ces mesures n'ont pas permis aux populations de retrouver leur niveau de vie antérieur au déplacement. En outre, l'accroissement de la population locale a aussi causé des perturbations sociales (FIDH, 2007). Outre les impacts sociaux, l'augmentation de la population a également eu des effets sur la santé avec la dissémination rapide des maladies. Les communautés vivant dans les zones minières sont à court d'infrastructures et de services sociaux de base. Malgré la contribution au développement des infrastructures sanitaires, le faible revenu des populations limite leur accès aux soins.

Au niveau environnemental, l'augmentation de la population due aux opérations minières a également eu des conséquences compte tenu de la pression accrue de la population sur les ressources naturelles. L'exploitation minière engendre aussi des risques. Les défis environnementaux actuels comprennent la déforestation, l'érosion des sols, la désertification ou encore l'approvisionnement insuffisant en eau potable. Afin de réduire ces risques, le Mali a pris des mesures en établissant des normes de performance environnementale et en signant des accords avec des entreprises pour constituer des fonds, pour les opérations de nettoyage futures. Le Code minier indique d'ailleurs l'importance de gérer l'environnement aux différentes étapes du processus minier, cependant le fait que le gouvernement du Mali joue plusieurs rôles soit à la fois celui d'un propriétaire minoritaire dans les entreprises minières, le promoteur des investissements miniers tout en étant responsable de l'application de la législation environnementale peut emmener à des conflits d'intérêts. L'usage du cyanure utilisé dans le procédé d'extraction de l'or n'est pris en compte ni par le code minier ni par une réglementation spécifique. La société AngloGold Ashanti prend en compte cette dimension à travers l'adoption volontaire du code international de gestion du cyanure. La vérification de l'application de ce code est effectuée par des auditeurs externes étrangers et l'État n'a aucun contrôle sur cette dimension. Les institutions environnementales sont faibles et la conformité des opérateurs miniers à grande échelle aux réglementations et aux lois environnementales au Mali a été partiellement laissée à l'autosurveillance (Belem, 2006 ; Smets, 2010).

Sur le plan des changements climatiques, le Mali est un pays singulièrement à risque non seulement en raison des impacts physiques tels que la pénurie d'eau, mais aussi en raison du faible niveau de revenu et du degré élevé de vulnérabilité économique de la population. En 2015, le pays se classait 158^e sur 178 pays dans l'indice ND-GAIN, un projet de l'Index mondial de l'adaptation de la Notre Dame University, qui montre la vulnérabilité d'un pays face aux changements climatiques. Les changements climatiques ont des impacts sur les écosystèmes dont dépendent les populations vulnérables pour leurs besoins fondamentaux. Aussi, toutes ces variabilités en lien avec le climat ont conduit à une relocalisation de plus

en plus régulière de la pêche, de l'agriculture et du bétail, emmenant les activités à se déplacer vers le sud du pays où la densité de la population est beaucoup plus élevée, ce qui augmente les conflits entre les pasteurs, les pêcheurs et les agriculteurs (Diallo, 2015).

Pour pallier à l'idée que les pays riches en ressources tirent peu de bénéfices de l'exploitation minière à cause de la mauvaise gouvernance minière, les autorités maliennes ont adhéré à des mécanismes de transparence en lieu avec les industries extractives, dont l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), la Coalition Publiez Ce que vous Payez, le processus de Kimberley. L'adhésion à ces initiatives traduit donc une volonté du gouvernement de mieux gouverner l'exploitation minière. Toutefois, dans les faits, il semblerait qu'il y ait encore très peu de transparence autour des quantités réellement produites, le mode de répartition des ressources versées par les sociétés minières à titre d'impôts, ou encore la gestion des ressources allouées par les sociétés minières pour développer les collectivités minières (Diamoye, s.d.).

4.2.3 Étude de cas 3 (République démocratique du Congo)

La République Démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays avec un sous-sol très riche qui pourtant souffrent de la « malédiction des matières premières » (Châtaigner et Magro, 2007). La croissance du pays dépend essentiellement des résultats du secteur des mines, d'où sa vulnérabilité aux chocs conjoncturels extérieurs, tels que la baisse des cours mondiaux des métaux et autres minerais, ainsi que les politiques commerciales des pays voisins. La RDC étant ce que le spécialiste des questions politiques et économiques africaines Pierre Jacquemot (2009) appelle « un damier de carrés miniers de 85 hectares en moyenne » a environ 64 % du territoire qui a été dédié aux activités minières. Selon lui, l'accès aux ressources, en 2009, était bon marché vu qu'il consistait en un paiement d'une taxe de 1,5 dollar USD, pour une exploration sur 85 hectares et 425 dollars, pour une exploitation.

Les substances minérales (Tableau 4.1) qu'on y trouve sont à destination d'entreprises telles qu'Apple, BlackBerry, Boeing et Motorola (Banque mondiale, 2015, 13 août; Bulakali, 2014).

Tableau 4.1 : Réserves des substances minérales de la RDC (Tiré de : Promines, 2016).

<i>N°</i>	<i>Substances minérales</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>
1	Cuivre	75 000 000
2	Lithium	455 000

Tableau 4.1 : Réserves des substances minérales de la RDC (suite)

<i>N°</i>	<i>Substances minérales</i>	<i>Quantités (tonnes)</i>
3	Zinc	7 000 000
4	Cobalt	6 000 000
	Fer (plus de 60 %)	10 000 000 000
6	Cassitérite (étain)	800 000
7	Or	750
8	Diamant	(Carats) 700 000 000

Trois provinces forment le Kivu, soit Maniema, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. La province de Nord-Kivu compterait dix (10) entités de traitement, dont quatre sociétés d'exploitation minière (dont deux appartenant à l'État), trois entreprises d'exploration, deux comptoirs de pierres et un comptoir d'or. Le coltan, la cassitérite (l'étain) et l'or dominent l'économie de la province du Nord-Kivu (figure A.3 à l'annexe 2). La production artisanale est une des sources importantes des recettes issues du secteur minier, la production artisanale ayant remplacé graduellement la production industrielle suite à l'effondrement de l'industrie minière (Jacquemot, 2009 ; Promines, 2016).

La fiabilité des chiffres de production de ces mines est souvent mise en doute à cause de l'écart entre les chiffres de production et d'exportation. Avant l'interdiction présidentielle quant aux exportations minières, notamment dans la province du Nord-Kivu, une étude sur une grande mine d'étain dans la province estimait une production quotidienne de 10 tonnes, en avril 2011. Or depuis avril 2011, la production serait d'environ 500 kg, par jour. Toutefois, un rapport produit par l'ONU soulignerait que les volumes de production d'étain, enregistrés depuis avril 2011, dans cette même zone minière, étaient beaucoup plus élevés que les volumes d'exportation (Global Witness, 2012). Un autre rapport produit, en 2008, par la Fédération des entrepreneurs congolais mentionnait la sortie de l'or de façon illégale et estimait la quantité à 500 kg d'or, par jour, équivalent à 8 ou 9 millions de dollars (Jacquemot, 2009). Selon Pierre Jacquemot, (2009), bien que la RDC se soit engagée à mettre en œuvre l'Initiative pour favoriser la transparence dans les industries d'extraction, elle ne concernerait dans les faits que le Katanga, ancienne province de la RDC, démantelée en plusieurs autres provinces depuis 2015. Ces trois dernières années, l'industrie minière aurait rapporté environ 100 millions USD, à la province du Nord-Kivu (Radio Okapi, 2016, 1^{er} décembre).

Le Code minier de 2002 est le document de référence du secteur minier industriel et artisanal. Les mesures

d'exécution du Code sont prévues par le Règlement sur les mines du 26 mars 2003. Selon le Code, la responsabilité première de l'État est la réglementation et le contrôle du secteur minier, tandis que celle de l'exploration et de l'exploitation est sous le contrôle des investisseurs privés. Le Code régit également l'exploitation minière artisanale, les modalités d'accès et de préservation des titres miniers ainsi que le régime fiscal exclusif, les conditions environnementales et sociales à respecter et le règlement des litiges (Congo Mines, s.d.). Il spécifie également que les activités minières artisanales devraient avoir lieu dans des zones d'exploitation artisanale délimitées. Toutefois, les entreprises minières étatiques entretiennent des relations complexes avec l'exploitation minière artisanale, car elles dépendent fortement de cette dernière. L'absence de conditions légales, pour les opérations minières, crée des conflits avec les partenaires de coentreprises minières industrielles, car l'exploitation minière artisanale ne devrait pas se produire sur des concessions minières à grande échelle, tel que prévu par le Code minier (Pact Inc, 2010). Au niveau des dispositions fiscales, elles requièrent du gouvernement central, un versement de 25 %, de la redevance minière aux provinces, et 15 % aux territoires où ces ressources minières sont exploitées. Cependant, en 2015, une polémique sur le non-versement de la redevance minière aux provinces et aux territoires faisait la une des journaux (RFI, 2015, 21 février).

L'industrie minière a des effets très mitigés sur les communautés minières. L'exploitation minière artisanale est créatrice d'emplois et les populations rurales y trouvent une source de travail. Toutefois, les communautés locales continuent de vivre dans la pauvreté, contrastant ainsi avec la richesse de leurs sous-sols. De plus, des millions de dollars au bénéfice de la province disparaîtraient en raison de la corruption et de la fraude, dans ce pays qui occupait selon Transparency International, en 2016, le 156^e rang sur 176 pays (Transparency International, 2017). Aussi, d'autres impacts de l'industrie minière sont la réduction de l'accès aux champs qui lorsqu'elle est combinée à une demande accrue de produits agricoles a réduit non seulement le pouvoir d'achat des résidents locaux, mais aussi augmenté les prix des denrées alimentaires. Outre cela, ces communautés sont isolées à cause du manque d'infrastructures de base et économiquement désavantagées à cause de l'insécurité qui règne dans la région à cause de certains groupes armés qui continuent à lutter pour prendre le contrôle de zones riches en minéraux. Le déplacement des populations dû à l'insécurité et aux violences commises contre les populations, particulièrement des femmes, exercent une pression supplémentaire sur les marchés locaux et entraînent l'inflation. Quant aux femmes du Nord-Kivu, elles sont très présentes dans le secteur minier et représenteraient entre 20 et 50 % de la population totale des sites d'extraction minière, en RDC. Cependant, le secteur minier serait teinté d'une insécurité généralisée, d'une violation des droits des femmes, d'une violence à leur égard et aussi d'une impunité des auteurs de violence. Bien que les femmes

ne soient pas interdites de l'exploitation artisanale, aucune disposition spécifique du Code ne concerne toutefois leur participation à l'exploitation et à la gestion des ressources minérales, à la protection de leurs droits, à la violence ni à la violence sexuelle, sachant surtout leur vulnérabilité (Côté, 2014). L'activité, qui leur est réservée, est le droumage, une des activités les plus toxiques, qui constitue à piler, trier et laver les minerais, à tamiser les graviers pilés, à traiter les déchets ou à vendre les minerais. Les femmes sont exposées aux radiations provenant de certains minerais, ce qui peut affecter leur santé reproductive (Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, 2016). Finalement, les conditions de travail des travailleurs, dans les mines artisanales, ont été longuement décriées à cause des normes médiocres observées en termes de sécurité personnelle et de pratiques de travail (Pact Inc, 2010).

Selon Julien Paluku Kahongya (2009), gouverneur du Nord-Kivu, l'industrie minière fait face à de nombreux contraintes et défis dont la mainmise par les groupes armés sur les sites miniers, l'ingérence de personnes ne détenant pas de titres ou de cartes, l'ignorance du code et de règlements liés au secteur minier, ainsi que l'anachronisme de certaines dispositions par rapport à la réalité sur le plan foncier. Outre ces éléments, la présence des enfants dans les mines a été aussi décriée. Les enfants, dans les secteurs miniers, travaillent dans des conditions qui leur font courir de sérieux risques, et souvent, sans aucune mesure de protection ou de sécurité. Le déficit énergétique observé un peu partout sur le continent est un frein pour les investissements dans la transformation tandis que l'enclavement des sites miniers est un obstacle pour l'évacuation des produits miniers ainsi que le développement socio-économique des populations (Kahongya, 2009).

La RDC s'est lancée dans une tentative de réforme de son Code minier qui a été avortée en février 2016, suite à la pression des groupes miniers du pays qui se sont mobilisés contre la révision du Code. Les modifications proposées comprenaient des mesures fiscales telles qu'une hausse des redevances, l'alignement de l'impôt sur les sociétés minières (30 %) au régime général (35 %), l'introduction d'une taxe sur les superprofits et des dispositions visant à consolider la base d'imposition des sociétés minières. Les mesures visaient également le renforcement des obligations d'emploi local et de transformation sur place ainsi que des mesures pour inciter les opérateurs à éliminer ou à atténuer les impacts négatifs des activités sur l'environnement (Té-léssia, 2016, 10 février). Ces mesures auraient été pertinentes pour augmenter les revenus de la RDC sachant que l'intégralité des ressources minières est exportée sans réelle transformation industrielle (Jacquemot, 2009).

La gouvernance des ressources naturelles en RDC est assez problématique. Malgré une rénovation du cadre légal et institutionnel dès 2002, le secteur contribue toujours très peu à la dynamique de développement. Le Code minier n'est pas connu de tous et son application est discutable (Mazalto, 2010).

En plus, les sanctions pécuniaires élaborées pour les infractions à la loi sur les mines ne sont pas appropriées à l'exploitation minière artisanale. Par exemple, une personne qui s'engage dans des activités minières illégales est passible d'une amende comprise entre 10 000 \$ US et 250 000 \$ US, en vertu de l'article 299, tandis qu'en vertu de l'article 302, une personne qui achète ou vend des minéraux en violation de la loi est passible d'une amende de 10 000 \$ US et de 30 000 \$ US. En réalité, les violations sont répandues et les amendes dépassent largement les ressources financières des personnes qui se consacrent à l'exploitation artisanale (Pact Inc, 2010). Outre cela, le secteur minier artisanal représente 90 % de la production minière congolaise et doit s'effectuer normalement dans les zones d'exploitation artisanale (ZEA). Cependant, la plupart des sites d'exploitation en cours ou existants ne sont pas situés dans les ZEA, démontrant d'une certaine façon, le peu de contrôle de l'État (Promines, 2016). La difficulté à gérer ces minières artisanales, souvent difficiles d'accès à cause du manque d'infrastructures, entraînent un désir des instances liées au gouvernement à remplacer les mines artisanales par des petites mines, soit les *small-scale mines*, afin d'en mieux assurer non seulement la gestion, mais aussi d'accroître l'intérêt des investisseurs qui pourraient non seulement installer des petites entreprises minières, mais aussi développer des infrastructures qui faciliteraient le processus de contrôle par les fonctionnaires provinciaux bien qu'il

arrive que ces derniers soient parfois complices dans les affaires de fraude minière (Bulakali, 2014; RFI, 2016, 21 janvier). Aussi, le fait que des impacts négatifs liés à l'activité minière ne puissent pas être contenus par l'État, ne facilite pas la réalisation ni la mise en place de réformes sur les pratiques nuisantes au secteur et au développement de la RDC. Désormais, la RDC dispose d'un *Plan stratégique pour le développement du secteur minier*, pour la période 2017-2021, qui ne fait aucune mention des changements climatiques ou du genre, mais compte encourager le respect des droits humains aux différentes phases des opérations.

Outre les impacts sociaux et économiques, l'exploitation minière a des impacts négatifs sur l'écosystème du Nord-Kivu, avec la pollution de rivières, la formation des terres nues, la fragmentation de la forêt, la destruction de biotope, de la déforestation et de la détérioration de la qualité des eaux (Radio Okapi, 2016, 1^{er} décembre). La RDC dispose d'un capital naturel particulièrement important avec la deuxième plus grande forêt tropicale au monde, la plus grande biodiversité d'Afrique, plus de 50 % des ressources d'eau douce du continent africain et près de 80 millions d'hectares de terres arables. La RDC fournit donc d'importants services environnementaux. Toutefois, elle fait partie des dix pays les plus menacés par le réchauffement climatique (Radio Okapi, 2015, 18 novembre). Outre la pollution des cours d'eau et des sols, par l'utilisation de substances chimiques pour l'exploitation minière, ou encore la pollution de l'air et

le secteur des transports, le secteur extractif, socle de l'économie de la RDC, par sa contribution aux changements climatiques aura des impacts sur l'industrie minière (Aho et Legrand, s.d.).

Finalement, la criminalisation globalisante du marché minier en RDC a abouti au blocage des achats et des exportations, pénalisant les opérateurs réguliers. Cela a contribué partiellement à l'élaboration de la Loi de Dodd-Frank, adoptée par le Congrès américain en 2010, appelée Section 1502. Cette section exige que les entreprises enregistrées auprès de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis révèlent s'ils reçoivent certains minéraux liés à des sites de conflits de la RDC. Toutefois, des critiques à cette criminalisation ont été soulevées de part et d'autre, car les mines contrôlées par des groupes armés constituent un petit nombre et non l'ensemble du territoire congolais. D'ailleurs, l'adoption de la Loi de Dodd-Frank a emmené le président congolais Joseph Kabila à interdire toutes les exportations minières et minérales, dans les provinces du Nord et du Sud Kivu et du Maniema. Malgré la levée de cette interdiction et la mise en place de programmes qui permettent de tracer la provenance des minéraux, de nombreuses mines artisanales sont restées fermées et d'innombrables moyens de subsistance ont été détruits. Fait intéressant récent, la proposition de modification de la Loi par l'administration du président américain Donald Trump a toutefois soulevé des inquiétudes pour certains groupes de pression qui pensent que cela entraînerait à nouveau l'enrichissement de groupes armés aux pratiques abusives. La Chambre des Mines du Congo, un groupe de pression des entreprises, a déclaré que les exportateurs

congolais continueront de suivre les minéraux des mines aux acheteurs même si la législation américaine est abrogée (Wolfe, 2015, 2 février; Wilson, 2017, 20 mars ;). Quant à l'Union européenne, elle aurait décidé de faire preuve de leadership en proposant une nouvelle réglementation contraignante sur les « minerais de sang » inspirée de la Loi Dodd-Frank. La réglementation rentrerait en vigueur, en 2021, et aurait pour objectif de mieux encadrer l'importation de certains minerais afin de ne pas contribuer au financement de groupes armés (Jeune Afrique, 2017, 16 mars). Toutefois, il n'existe aucune législation similaire sous l'initiative de la Chine, un partenaire très prisé de la RDC et qui signe des conventions de collaboration souvent non publiées et dont le contenu reste inconnu. Il est aussi souvent allégué que contrairement aux entreprises occidentales sous pression pour démontrer leur RSE, les entreprises chinoises réduisent souvent les normes d'exploitation et montrent peu de respect pour les droits de l'homme avec des allégations sur le non-respect des normes environnementales, des accidents de travail dus à l'absence de vêtements de protection, de formations et de procédures sécuritaires, la présence d'enfants de moins de 10 ans, les expositions aux minéraux radioactifs; le non-respect du droit du travail congolais ainsi que les pratiques corrompues. Des allégations que les Chinois réfutent et considèrent perpétrées par les médias occidentaux (Pact Inc, 2010).

4.2.4 Étude de cas 4 (Afrique du Sud)

L'Afrique du Sud est l'un des pays miniers les plus importants au monde et en Afrique en termes de variété et de quantité de minéraux produits. Il possède les plus grandes réserves mondiales de chrome, d'or, de vanadium, de manganèse et est le principal producteur de la quasi-totalité de la production de métaux et minéraux en Afrique, à l'exception de ressources telles que les diamants, le cuivre et le cobalt principalement en RDC. Dans la même optique que les autres pays africains, le succès de l'économie de l'Afrique du Sud a été soutenu par la croissance de son industrie minière, dont le secteur du platine, le métal précieux qui constitue maintenant le secteur minier phare de l'Afrique du Sud (Mbendi, s.d.).

En 2015, l'industrie minière sud-africaine a contribué à 7,7 % du PIB, 15 % de l'IDE, à 20 % de l'investissement privé, à 1,4 million d'emplois et à 25 % des exportations. Les métaux du groupe du platine ont contribué à 26 % des exportations de l'Afrique du Sud (Baxter, 2016). Le pays est classé au 64^e rang sur 176 pays, selon Transparency International.

En vertu de la loi minière, la *Mineral and Petroleum Resources Development Act* (2002), les ressources minérales et pétrolières appartiennent à la population d'Afrique du Sud et l'État doit agir en tant que dépositaire de ces ressources. La Loi réaffirme l'obligation de l'État de protéger l'environnement et l'établissement d'une plate-forme pour une gestion environnementale appropriée. Elle prescrit les efforts qui doivent être pris par les propriétaires de mines pour s'assurer qu'elles soient correctement réhabilitées et insiste sur la nécessité de promouvoir le développement local et rural et l'essor social des communautés touchées par l'exploitation minière. Aussi, elle confirme la nécessité pour l'État de prendre des mesures législatives et d'autres visant à remédier aux résultats de la discrimination raciale passée.

Le gisement minier à l'étude est celui de Marikana qui produit du platine (figure A.4 à l'annexe 2). Opérée par la société minière britannique Lonmin Plc, la mine de Marikana est située dans la province du nord-ouest de l'Afrique du Sud et représente 95 %, de la production de Lonmin. Selon Lonmin Plc, la mine de Marikana abrite quelques-unes des opérations les plus sûres et les plus efficaces liées au platine dans l'espace sud-africain (Lonmin, 2016).

Cependant, le climat social favorable mentionné par Lonmin Plc n'est pas partagé par tous. En 2012, les mineurs de Marikana manifestent et refusent de travailler tant que leur salaire ne sera pas porté à 12 500 rands, soit environ 1005 USD, qui était plus du double de leur salaire. Le 16 août 2012, des mineurs grévistes armés de lances, de machettes et de bâtons, suite au rejet de l'ultimatum de la société Lonmin de reprendre le travail sous peine d'être licenciés, sont fusillés par la police sud-africaine. Trente-quatre (34) mineurs ont été tués et soixante-dix-huit (78) blessés, suscitant de larges critiques contre la police sud-

africaine, le gouvernement et Lonmin Plc quant à la gestion de la situation (Saho, s.d.). La responsabilité de Lonmin Plc, dans ce massacre, s'est justifiée par les conditions de vie jugées effroyables des travailleurs, comme ayant été l'une des sources des tensions sociales ayant conduit au massacre. En vertu de son plan social et du travail de 2006, Lonmin s'était engagé à construire jusqu'en 2011, 5 500 maisons pour les travailleurs et à moderniser les résidences unisexes en résidences familiales ou en studios. À cette époque, seulement trois foyers avaient été construits et 60 des 114 foyers, convertis. Au cours de la Commission d'enquête Marikana, Lonmin a admis que les conditions de vie d'un grand nombre de ses employés étaient effroyables. La Commission a par la suite estimé que l'échec de l'amélioration du logement était un facteur important qui a contribué à la grève de 2012 (Nicolson, 2016, 13 décembre). Le PDG de Lonmin Plc, Ben Magara, mentionnait quatre ans plus tard que des progrès avaient été accomplis avec la construction d'écoles et de cliniques de santé ainsi que « l'éradication » de résidences unisexes et la construction de nouveaux appartements. Des programmes d'amélioration des relations entre Lonmin et les communautés ont également été élaborés (Lonmin, 2016, août 15). Toutefois, en décembre 2016, Amnesty International accusait non seulement Lonmin Plc de ne pas toujours avoir respecté ses engagements concernant les logements promis à plusieurs milliers de travailleurs de la mine de Marikana, mais aussi le gouvernement de ne pas avoir fait grand-chose pour faire respecter la conformité. Lonmin a également fait face à des critiques après qu'un groupe de femmes de Marikana, les Sikhale Sonke, aient annoncé qu'elles se retiraient d'un processus de médiation volontaire sur la lutte contre les mauvaises conditions de vie dans la communauté. Le groupe a déposé une plainte contre Lonmin, auprès de la Banque mondiale, ainsi que la Société financière internationale pour avoir omis d'utiliser un prêt de 50 millions de dollars pour mettre en œuvre son plan de travail social (Nicolson, 2016, 13 décembre). Selon le PDG de Lonmin, ce retard à répondre aux attentes était dû à la baisse du prix du platine qui a rendu impossible la résolution du problème du logement tout en permettant à l'entreprise de rester financièrement solide. Cependant, toujours en 2016, Lonmin concluait un accord avec les opérateurs de forage de la mine de Marikana, pour une augmentation de salaire d'ici 2018, d'une somme de 12 500 rands, le montant exigé par les mineurs dans les jours précédant le massacre de 2012 (Davies, 2017, 27 janvier).

En matière d'environnement, les rapports de durabilité de Lonmin PLC permettent d'avoir une idée des initiatives entreprises. Le Marikana Thornveld, dans lequel se déroulent les opérations de Marikana, est répertorié comme un écosystème « vulnérable » en vertu de la *National Environmental Management : Biodiversity Act, 10 of 2004*. Un certain nombre d'espèces protégées ou menacées sont localisées dans les sites d'opération de Lonmin, nécessitant ainsi des stratégies de réinstallation pour déplacer la flore

protégée et/ou menacée et déplacer les espèces fauniques telles que les abeilles et les serpents, si elles sont rencontrées lors des opérations. Selon Lonmin, l'exploitation minière de Marikana détient un plan d'action en matière de biodiversité à jour avec les exigences de la législation, les plans de conservation régionaux et nationaux ainsi que les Lignes directrices sur l'exploitation minière et la biodiversité. Lonmin détient également un plan d'action pour la protection de la biodiversité, en particulier pour les opérations à Marikana. Les risques liés à la biodiversité sont intégrés dans les registres des risques opérationnels et des plans d'action sont en place pour faire face à ces risques potentiels (Lonmin, 2015a).

Concernant la question des changements climatiques, les émissions indirectes générées par l'utilisation de l'électricité provenant d'un système de production d'électricité essentiellement à base de charbon constituent la source la plus importante d'émissions de gaz à effet de serre (GES) de Lonmin. De l'ensemble des mines opérées par Lonmin en Afrique du Sud, celle de Marikana représente 95,5 % des émissions de Lonmin. La société minière reconnaît que les changements climatiques entraîneront à la fois des risques et des opportunités à ses opérations ainsi qu'à l'industrie minière. Ces risques comprennent des phénomènes météorologiques extrêmes qui pourraient entraîner des perturbations opérationnelles, des rejets d'eau, des coûts d'exploitation accrus ainsi que des impacts négatifs sur les collectivités locales et sur la chaîne d'approvisionnement en amont et en aval. Les changements climatiques pourraient accroître la chaleur et les maladies transmises par des vecteurs, augmenter la pénurie d'eau et entraîner une perte de biodiversité et des coûts d'exploitation accrus. Le changement climatique soulève également la possibilité d'accroître le risque de litige si les émissions de carbone ne sont pas gérées de manière responsable. Afin de réduire ses émissions de GES, des projets d'efficacité énergétique sont mis en avant. Aussi, la compagnie minière fait mention de la divulgation volontaire de ses émissions de GES et s'est fixé des cibles pour les émissions d'énergie et de GES (Lonmin, 2015b).

Sur un point de vue socio-économique, l'Afrique du Sud est particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique pour plusieurs raisons. Tout d'abord, une grande partie de la population vit dans des conditions de misère, où des établissements informels sont installés dans des endroits vulnérables à des phénomènes météorologiques extrêmes et le manque de structures de logements adéquates pour offrir une protection suffisante contre la pluie, le vent et le froid. En outre, il y a une forte incidence de la maladie, ce qui place les personnes pauvres à plus de risques. Une grande partie de l'Afrique du Sud connaît des pluies faibles et variables, et l'accès à de l'eau potable constitue un problème dans certaines communautés. Comme la plupart des ressources en eau de surface sont déjà exploitées à leur plein potentiel, les pénuries d'eau pourraient poser un problème à l'avenir, et le changement climatique pourrait encore aggraver cette situation (Griffin, 2012).

4.3 Discussion

Les quatre cas analysés permettent de relever des similarités étonnantes. Tout d'abord, ces quatre pays dépendent fortement du secteur minier pour le développement de leurs économies nationales. Toutefois, le secteur minier contribue toujours très peu à la dynamique de développement de ces pays, car les ressources minières exploitées le sont sans aucune transformation sur place. Dès lors, les contributions aux économies sont limitées. Ces pays connaissent également des séries de conflits sociaux en raison de la présence croissante d'acteurs qui développent des mines à grande échelle. Les visions différentes sur la façon de percevoir le territoire par les communautés locales et les entreprises minières résultent en ces conflits. Les communautés locales considèrent leur territoire comme la base d'une vie en commun tandis que c'est un vecteur de compétitivité pour les entreprises minières (Lamalice, 2014). Peu importe sous quelle forme se présentent ces conflits sociaux, il est clair que les efforts miniers sont encouragés par les mesures législatives et économiques libérales mises en place par les gouvernements nationaux et les organisations internationales.

Aussi, le manque de participation des personnes concernées à la gestion de l'environnement et le manque de processus de consultation adéquat avec les communautés locales en ce qui concerne l'occupation de leurs terres et territoires ainsi que les risques environnementaux constituent un autre enjeu et un trait commun observé chez les compagnies minières étudiées. Il faut également souligner l'importance de protéger et d'améliorer les droits communautaires afin de garantir que les augmentations rapides de l'investissement foncier africain n'entraînent pas le déplacement des citoyens ni une érosion accrue des opportunités de croissance équitable. Le consentement volontaire et éclairé ainsi que les droits des utilisateurs des terres, des propriétaires et des occupants traditionnels doivent être considérés pour éviter des conflits entre les communautés locales et les compagnies minières.

Les changements climatiques en Afrique subsaharienne devraient entraîner des sécheresses plus fréquentes et plus longues dans la région, être un déclencheur majeur de l'immigration dans les zones urbaines. La baisse de la productivité agricole dans la région pourrait augmenter le prix des denrées alimentaires et entraîner d'autres soucis liés à la santé tels que les taux de malnutrition. Étant donné que les changements climatiques sont également associés à des événements de précipitation plus extrêmes, ces pays de la région subsaharienne, en fonction de leur localisation, vont connaître également des inondations plus sévères et plus fréquentes. En dehors des impacts sur les populations et leurs droits, les économies locales ne seront pas épargnées surtout que les plans de développement de ces quatre pays sont principalement basés sur l'extraction de ressources minérales. Les compagnies minières, qui y opèrent, relèvent déjà les coûts pour les opérations minières et minérales et développent, pour la majorité, des

stratégies pour contrer les risques tels que l'approvisionnement en énergie. Toutefois, rien ne permet de signaler que ces compagnies intègrent la planification et la gestion des phénomènes météorologiques extrêmes et les impacts du changement climatique en pré-développement, développement et construction, lors des opérations d'extraction et de traitement et les phases post-exploitations. C'est une démarche très importante, car les changements climatiques constituent des risques potentiels pour les infrastructures et les opérations minières. Les impacts vont varier en fonction de la géographie, mais certains pays tels que le Mali sont très vulnérables aux changements climatiques. L'électricité, par exemple, est nécessaire au secteur minier et est déjà un défi majeur pour les opérations minières, en Afrique subsaharienne. Les changements climatiques risquent d'aggraver cette situation si les sources de production (barrages hydrauliques) sont affectées, comme c'est le cas au Ghana. Il ne faut pas non plus oublier le risque de détérioration des relations avec les communautés, s'il y a une concurrence pour l'utilisation de l'eau dans les zones qui seront touchées par la diminution du volume d'eau, par exemple.

Cela amène à mettre en avant l'importance de ne pas traiter les changements climatiques seulement d'un point de vue écologique ou économique, que ce soit les gouvernements de ces pays ou les compagnies minières à cause des implications sociales et humaines. Les effets du changement climatique menaçant une large gamme de droits de l'homme internationalement reconnus, les politiques et les stratégies d'atténuation ou d'adaptation peuvent donc avoir un impact sur les droits de l'homme, et plus particulièrement sur les droits des femmes.

Les conflits sociaux entre les industries minières et les travailleurs dus aux conditions de travail sont également des éléments importants qui indiquent clairement l'échec des sociétés minières et du gouvernement à protéger et à respecter les droits des travailleurs, comme cela a été le cas en Afrique du Sud. Les événements de Marikana ont montré que les sociétés minières demeurent largement inexpugnables et semblent être protégées par les gouvernements, toutefois, généraliser ne serait pas justifiable. En effet, il arrive que ce soit les compagnies minières qui jouent un rôle dans la promotion de l'État de droit, dans certains cas, en raison de la mise en place par elles, de cadre d'opérations respectant les initiatives volontaires auxquelles elles ont adhéré. Les entreprises minières, qui décident d'aller au-delà des exigences minimales, jouent donc un rôle important dans la promotion de l'État de droit dans des pays dont les institutions de gouvernance minière peuvent être faibles. Aussi l'étude des pays dans le cadre de l'essai permet d'avancer dans une certaine mesure que les mouvements sociaux et environnementaux de contestation en Afrique contre les mégaprojets miniers en lien avec les violations des droits humains ne semblent pas être encore un phénomène. Les impacts engendrés par l'industrie minière sur les droits des femmes n'ont pas encore provoqué non plus un mouvement social pour réclamer la protection de leurs droits.

Avec leurs politiques de responsabilité sociale, les entreprises minières, dans le cas des mines industrielles, bien évidemment, cherchent à démontrer que l'industrie est en mesure d'appuyer le développement des communautés dans lesquelles elles s'installent que ce soit au Ghana, au Mali ou en Afrique du Sud. Ces communautés sont parfois caractérisées par des inégalités socio-économiques. Les compagnies minières vont ouvrir des écoles, créer des centres de santé qui parfois profitent seulement aux travailleurs des mines, offrir des compensations quelquefois jugées non équitables aux communautés pour leur réinstallation, ce qui va créer des tensions dans certains cas, comme cela a été le cas entre la compagnie minière Newmont au Ghana et une des communautés d'Ahafo. Elles vont aussi construire des maisons pour les travailleurs ou promettre de le faire, comme cela a été le cas en Afrique du Sud. Toutefois, bien que ces entreprises multiplient les initiatives sociales, elles peinent à propulser un développement viable dans les régions affectées par leurs activités par le fait d'être des enclaves d'exportations et parce que les activités minières ne sont pas durables dans le temps. Les entreprises, dans certains cas, contrôlent leurs interventions sociales sans pour autant devoir se soumettre forcément à une évaluation externe. Aussi, comme les ressources, dont disposent les entreprises minières, ne sont pas gérées par les gouvernements des pays hôtes, les entreprises minières orientent donc leurs actions en fonction de leurs intérêts.

Il est laissé un grand pouvoir à ces entreprises de réguler les problèmes liés aux droits humains, aux conditions de travail, à la dégradation de l'environnement et même aux changements climatiques. Par leurs engagements et adhésions aux initiatives volontaires, à la publication de codes de conduite, ces entreprises comblent un vide juridique en créant un mode de régulation peu contraignant.

La RDC a publié un document sur le cadre légal de la RSE, à l'attention des compagnies minières. Le document fait référence à toutes les lois qui mentionnent les thématiques de la RSE. Les thématiques incluent les droits humains, la violence faite aux femmes et aux enfants, les conditions de travail, la gestion de l'environnement ou encore l'atténuation des changements climatiques. Cependant, la mention de ces thématiques, dans différentes lois, peut créer une certaine confusion. Néanmoins, ce référentiel est pertinent et utile aux entreprises minières dans le but de les aider à se conformer aux textes légaux. Dès lors, il est possible de se demander si ce lien entre les thématiques de la RSE et les lois de la RDC pourraient rendre ces thématiques contraignantes. Quant aux mines artisanales, il est possible d'avancer qu'elles ont des problèmes par rapport aux activités de RSE du fait de leurs opérations dans des conditions et des circonstances incertaines, le manque d'accès aux finances et l'absence de matériel approprié pour mener à bien les opérations minières. Toutefois, pour certaines mines à grande échelle, les mines artisanales peuvent faire partie de leur stratégie de RSE.

Il faut intégrer la RSE dans un cadre dont les responsabilités sont bien définies et qui fait partie d'un programme de développement social plus large, élaboré de manière consultative entre le gouvernement, les sociétés minières et les communautés. Il faut repenser les approches des entreprises afin que les acteurs locaux soient intégrés dans les conversations. Dans l'ouvrage sur *La responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier* dirigé par Bonnie Campbell et Myriam Laforce (2016), les auteurs insistent sur l'importance d'inclure des acteurs tels que les communautés locales et les pouvoirs publics pour assainir les pratiques minières en Afrique subsaharienne. La promotion d'une plus grande transparence, la reddition de comptes et l'accès à l'information font partie des éléments qui vont pouvoir répondre aux enjeux de légitimité des activités des compagnies minières.

La gestion des ressources minières pourrait avoir le potentiel de favoriser le développement national à condition que de nombreux enjeux, dont ceux mentionnés précédemment soient pris en compte. Les études de cas ont démontré même que les quatre pays rencontrent des défis liés à la corruption, à la difficulté de mettre en œuvre des politiques ou la législation à propos de l'environnement ou des droits humains. Ces difficultés rencontrées ne permettent pas d'aller chercher la responsabilisation des entreprises minières lorsqu'elles commettent des violations, par exemple. La mauvaise gestion précipite donc des appels pour une gouvernance améliorée et une capacité améliorée pour la myriade d'acteurs engagés dans l'extraction des ressources minières, incluant dans le secteur minier artisanal. Ce dernier pose des défis énormes sur le plan environnemental, social, culturel, sanitaire et sécuritaire, et ce, parfois à cause d'une difficulté de formalisation et d'encadrement du secteur. Les parties prenantes de l'industrie minière doivent prendre en charge l'élaboration de mesures qui permettront des exploitations responsables. Outre les compagnies minières, les ONG, les collectivités locales, les États hôtes, mais aussi les États dont sont originaires les compagnies minières qui opèrent dans ces pays ou font des transactions avec des producteurs issus des mines artisanales doivent collaborer. L'initiative de contrôler l'approvisionnement des entreprises américaines ou européennes en minerais issus de zones de conflits en est un bel exemple. Cette collaboration inclut de s'assurer d'un approvisionnement responsable qui ne favorise pas la violation de droits humains, dont les violences infligées aux femmes ou encore le travail des enfants, ni ne néglige la dimension environnementale à cause des méthodes de production. Quant aux revenus issus de l'industrie, l'opacité des systèmes de gouvernance qui gèrent la manière dont ils sont générés, alloués et utilisés reste aussi un obstacle sérieux. Bref, toute approche globale de la réforme de la gouvernance de l'industrie extractive doit avoir les notions liées à l'inclusion des parties prenantes et à la transparence des revenus comme un principe central et opérationnel.

CHAPITRE 5 RECOMMANDATIONS

Suite à l'analyse faite dans le chapitre précédent, il est clair que plusieurs acteurs sont impliqués dans le processus de gestion et d'extraction des ressources minérales; à savoir les gouvernements des pays à l'étude (Ghana, Mali, Afrique du Sud, RDC), l'industrie minière, les instituts financiers à l'échelle mondiale, les Parlements ou encore les communautés locales. Ainsi, formuler des recommandations uniquement à l'attention de l'industrie minière ne prendrait pas en compte toute la complexité de la gouvernance des minéraux face aux défis liés à la protection des droits humains ainsi qu'aux changements climatiques. Les présentes recommandations visent à favoriser une meilleure gestion des ressources minérales en faisant participer à la fois le gouvernement, l'industrie minière, la société civile, les communautés locales et la communauté internationale.

Recommandations à l'attention des gouvernements

Les analyses réalisées démontrent la faiblesse de la structure de gouvernance existante, dans le cadre de la gestion des ressources minérales, dans les pays en Afrique subsaharienne. Malgré des politiques novatrices et avant-gardistes, telles que la VMA, des mesures complémentaires doivent être également prises pour renforcer le cadre de gouvernance dans le but de s'attaquer aux multiples défis liés à l'industrie minière.

Recommandation 1 : Promouvoir un meilleur accès à l'information et favoriser la transparence

Les gouvernements devraient promouvoir un meilleur accès à l'information et plus de transparence en améliorant la mise en œuvre et l'application des lois existantes en matière d'accès à l'information et de divulgation. Ils devraient également prendre part à des initiatives telles que l'ITIE et promouvoir la divulgation des recettes et des paiements dans le secteur extractif. Les gouvernements devraient aussi s'assurer que toute information concernant un projet ou programme minier qui aurait un impact négatif sur l'environnement ou les communautés ne soit pas considérée comme confidentielle. Ils devraient également créer un cadre régulateur qui garantit que les mesures de diligence raisonnable et les mesures prises pour atténuer les effets négatifs de l'industrie minière sur les droits de l'homme fassent l'objet de rapports obligatoires. Les gouvernements devraient assurer aux communautés affectées par les opérations minières un accès aux informations pertinentes.

Recommandation 2 — Tenir compte de la place de la femme dans l'industrie minière

La place des femmes doit être sérieusement considérée par les gouvernements et l'industrie minière. Bien que les femmes ne soient pas interdites d'exploiter des ressources minérales, il est urgent de prendre des

dispositions spécifiques dans les lois minières pour éviter tout vide juridique concernant leur participation dans l'exploitation et à la gestion des ressources minérales ainsi que la protection de leurs droits sur les sites miniers. Ainsi l'adoption de réformes sur les lois minières par les gouvernements devra tenir compte de la main-d'œuvre féminine, à savoir leurs besoins, leurs intérêts et leur vulnérabilité, et veiller à ce que ce secteur puisse se transformer en un moteur de développement économique et social durable sans violence. Cela implique un processus de développement inclusif qui garantit aussi bien le droit des hommes que celui des femmes de pouvoir exercer leur droit à un consentement libre, informé et préalable quant au contrôle et à la gestion des ressources de la communauté. Aussi pour contrer les graves violations des droits humains que vivent les femmes qui travaillent dans les mines artisanales, il faudrait créer des activités génératrices de revenus et durables afin d'aider celles qui aimeraient sortir du secteur minier.

Recommandation 3 — Collaborer avec l'industrie minière pour la planification des changements climatiques

Une meilleure collaboration sur la planification entre l'industrie minière et les gouvernements locaux est nécessaire. La relation entre les compagnies minières et les gouvernements locaux est primordiale pour la planification des changements climatiques. Les changements climatiques sont susceptibles d'affecter non seulement les opérations minières et les paysages dans lesquels ils se trouvent, mais aussi le bien-être des communautés minières.

Recommandation 4 — Apporter des mises à jour à la législation minière et aux lois connexes

Les gouvernements devraient apporter des modifications à la législation minière en faisant de la responsabilité sociale des entreprises, une obligation légale afin de pouvoir tenir l'industrie minière légalement responsable des promesses et des engagements faits dans ses évaluations d'impacts. Ils devraient également veiller à ce que les instruments régionaux et internationaux soient intégrés au national et appliqués efficacement afin de promouvoir la responsabilité sociale et environnementale. La VMA devra également être prise en compte dans ces mises à jour. Outre cela, des exigences sur l'indication de données sur les émissions de GES dans les rapports de durabilité des compagnies minières sont des points à considérer. Les pays hôtes d'entreprises multinationales minières devront aussi légiférer pour assurer une prévention des violations et l'application de sanctions si elles ont lieu. Les mises à jour devraient également être l'occasion pour ces pays de se conformer aux instruments régionaux et internationaux afin que les défis rencontrés par les communautés locales soient abordés.

Recommandation 5 — Renforcer les capacités institutionnelles de la gouvernance minérale

Les gouvernements devraient améliorer les capacités institutionnelles en s'assurant qu'il existe une

capacité humaine et technologique suffisante pour appliquer et mettre en œuvre la législation minière. Ceci sous-entend l'importance d'un personnel responsable des programmes de responsabilisation environnementale et sociale avec une formation adéquate pour mener à bien leurs tâches dans les institutions publiques. Aussi, l'élaboration d'un système efficace de suivi, d'évaluation et de rapport impliquant toutes les parties prenantes (incluant les compagnies minières, la société civile et les communautés locales) afin d'améliorer la responsabilisation environnementale. Il faudrait aussi s'assurer de mettre fin aux chevauchements et aux conflits juridictionnels entre les différents ministères en lien avec la délivrance de permis ou la gestion de l'environnement.

Recommandation 6 – Légaliser l'exploitation des mines artisanales

Si cela n'est pas encore fait, légaliser l'exploitation des mines artisanales, le cas échéant, afin de les rendre viables et rentables économiquement pour les ménages, les entités locales et le pays. Toutefois, s'assurer dans la mesure du possible que la diffusion des textes légaux qui ont trait à l'exploitation minière artisanale se fasse dans les langues locales à travers des ateliers qui prendront en compte le taux d'alphabétisation de la communauté.

Recommandation 7 – Impliquer les opérateurs miniers dans la résolution du problème du travail des enfants dans les mines artisanales

Le gouvernement devrait également définir le rôle que les opérateurs miniers nationaux et internationaux, et autres acteurs de développement peuvent jouer dans la résolution du problème du travail des enfants dans les mines artisanales.

Recommandation 8 – Adopter des plans d'action nationaux qui intègrent les activités des entreprises et les droits humains

Les États doivent reconnaître leur part de responsabilité dans les violations des droits humains qui ont lieu dans la chaîne d'approvisionnement des produits qu'ils consomment. Ainsi, malgré la grande avancée constituée par leur adhésion aux *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer »* des Nations Unies ou à l'intégration de ces principes, dans leur législation nationale, les gouvernements devraient élaborer des plans d'action nationaux afin d'assurer une meilleure mise en œuvre de ces principes ou toute autre initiative s'alignant dans la même direction. Il importe de rappeler que les États hôtes ont l'obligation de protéger leurs citoyens contre toute violation des droits de l'homme dans les entreprises, en mettant en place des structures qui préviennent et corrigent les abus, notamment en lien avec les entreprises qui leur appartiennent ou sont sous leur contrôle et qu'ils doivent également veiller à ce que les sociétés privées sous leur juridiction n'enfreignent pas les droits de l'homme à l'étranger.

Recommandation 9 – Impliquer la société civile et les communautés locales dans la mise en œuvre et le suivi des projets miniers

Les gouvernements, la société civile et les communautés locales devraient établir des mécanismes multipartites pour assurer la participation de la communauté dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets miniers. Ces mécanismes devraient avoir pour objectif de faciliter la consultation des populations locales quant aux projets miniers et les impliquer sérieusement dans le processus décisionnel. Aussi, lorsque des décisions finales sont prises quant aux projets miniers, il faut s'assurer que des mécanismes judiciaires basés sur les droits environnementaux, sociaux, culturels et économiques sont mis à la disposition des communautés locales pour demander des réparations judiciaires pour les dommages causés par le secteur extractif.

Recommandation 10 — Protéger les droits communautaires

Les gouvernements devraient protéger et améliorer les droits communautaires afin de garantir que les augmentations rapides de l'investissement foncier africain n'entraînent pas le déplacement des citoyens ni une érosion accrue des opportunités de croissance équitables.

Recommandation 11 – Élaborer un régime fiscal qui favorise l'industrie minière locale

Le régime fiscal devrait également favoriser l'industrie locale, car de nombreuses compagnies étrangères, dont les compagnies minières, bénéficient d'allègements fiscaux favorables et d'autres incitations. En outre, certaines entreprises étrangères utilisent leur pouvoir d'extraire des loyers économiques excessifs au-delà de retours raisonnables et d'exploiter la main-d'œuvre locale, alors que les entreprises locales sont plus sévèrement réglementées par le gouvernement.

Recommandations à l'encontre de l'industrie minière

Outre les recommandations telles que la collaboration avec les gouvernements locaux ou une prise en compte de la vulnérabilité des femmes, d'autres éléments également importants sont à prendre compte par l'industrie minière.

Recommandation 1 : Se joindre aux initiatives volontaires

Les compagnies minières devraient soutenir et se joindre à des initiatives volontaires telles que les principes de l'ICMM, le Global Reporting Initiative, l'EITI ou encore des programmes de certification internationale des minerais dans un cadre de devoir de diligence relatif aux chaînes d'approvisionnement pour les importateurs responsables d'étain, de tantale, de tungstène, de leurs minerais et d'or originaires de

zones de conflits ou à haut risque. Elles devraient aussi montrer leur engagement en publiant leurs rapports de suivi environnemental, leurs contributions fiscales et leurs impacts sur les communautés et signaler leurs progrès vers la réalisation d'objectifs environnementaux et sociaux concrets grâce à des indicateurs spécifiques et mesurables qui peuvent être vérifiés indépendamment, et ce, par projet.

Recommandation 2 — Appuyer la transition vers les énergies renouvelables dans les pays hôtes

L'industrie minière est énergivore. Elle devrait donc appuyer la transition vers les énergies renouvelables dans les pays hôtes. Les défis liés à la production de l'électricité en Afrique subsaharienne étant très importants pour les opérations minières (outre les impacts pour les populations), assurer l'autonomie énergétique de ces compagnies minières permettra entre autres de soulager les réseaux énergétiques nationaux.

Recommandation 3 – Évaluer les risques liés aux changements climatiques

Les intentions des compagnies minières quant aux actions à entreprendre pour lutter contre les changements climatiques tournent souvent autour de la réduction des émissions de GES. Toutefois, les activités d'évaluation et de réduction des risques liés aux changements climatiques dans les lieux spécifiques où ils opèrent devraient faire également partie de leurs priorités et de leurs stratégies d'adaptation.

Recommandation 4 – Partager les données climatiques avec les gouvernements locaux

Les compagnies minières devraient s'engager avec les gouvernements dans l'élaboration de politiques d'adaptation climatique, car cela est essentiel pour opérationnaliser leurs stratégies d'adaptation aux changements climatiques. Les compagnies minières pourront fournir des contributions écrites et partager des données avec les pays hôtes, ceci dans le respect absolu de la souveraineté de ces pays.

Recommandation 5 – Promouvoir l'État de droit

En appliquant les principes des droits de l'homme, de manière approfondie, cohérente et impartiale dans ses opérations, une entreprise minière peut contribuer au développement de systèmes juridiques dans lesquels les contrats seront appliqués équitablement, la corruption sera moins répandue et toutes les entités commerciales (internationales ou locales) auront un accès égal à un processus légal et une protection égale en vertu de la loi.

Recommandation 6 : Promouvoir les droits humains

Les compagnies minières devront trouver des moyens habiles de promouvoir le respect des droits humains en particulier dans les contextes où il existe des violations systémiques. Ainsi en fonction de leur environnement d'accueil, les compagnies minières étrangères, par exemple, devront sensibiliser leur propre environnement pour identifier et comprendre les enjeux et les normes culturelles du marché d'accueil. Les compagnies devront s'engager avec les experts locaux. Si les stratégies de croissance reposent sur l'expansion de nouveaux marchés, il faut impérativement prendre en compte les défis en matière de droits humains. Aussi, les compagnies ont un devoir de vigilance et doivent s'assurer que des violations des droits humains ne soient pas perpétrées au plus bas de la chaîne. Elles ont la capacité d'aider les gouvernements à rédiger des plans d'action nationaux pour la mise œuvre des *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme : mise en œuvre du cadre de référence « protéger, respecter et réparer » des Nations Unies*.

Les compagnies minières devraient appuyer l'initiative de l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales et les droits de l'homme afin d'attribuer des responsabilités aux acteurs des chaînes d'approvisionnement.

Recommandation 7 — Développer des programmes spécifiques aux sites d'opération en matière de droits humains avec des experts locaux

Les compagnies minières devront développer des programmes spécifiques aux sites d'opération en matière de droits humains. Les enjeux relatifs aux droits de l'homme se produisent dans des pays et des marchés spécifiques. Ainsi avant de s'attaquer aux défis, il faut une excellente compréhension du paysage socio-économique et des normes culturelles dans ces pays avec l'aide d'experts locaux. Ces programmes devront être bien communiqués à l'interne et à l'externe. La question des droits humains ayant souvent une connotation politique, il faudra bien la définir pour que les concepts soient clairs et faciles à comprendre. Ces concepts comprennent bien évidemment la santé et la sécurité des travailleurs, les conditions de travail, les salaires qui prennent en compte le type de bénéfices que les employés valorisent réellement, l'égalité des genres, les heures de travail, mais aussi la responsabilité environnementale.

Recommandation 8 — Intégrer la responsabilité des droits de l'homme dans les unités commerciales

Tout comme la réduction des émissions de carbone constitue un objectif pour de nombreuses compagnies minières, elle devraient également avoir des cibles ou des critères mesurables incluant des indicateurs sexospécifiques, sur les activités liées aux droits humains et vérifiables par des entités indépendantes.

Recommandation 9 – Collaborer de façon constructive avec tous les acteurs concernés en matière de droits humains

Afin de procéder à des changements réels et mesurables, les compagnies minières devront changer de perception et collaborer avec les différents acteurs, y compris, les gouvernements locaux, les populations locales, les organisations syndicales et les ONG.

Recommandation 10 — Réduire l'impact de l'exploitation minière sur les communautés avec la réinstallation des populations locales

Les compagnies minières (et les gouvernements) devraient réduire l'impact de l'exploitation minière sur les communautés en ne faisant pas de la réinstallation, la solution optimale. Elle devrait se faire uniquement s'il n'y a pas d'autre option et seulement après avoir obtenu le consentement libre, préalable et éclairé des personnes concernées conformément à un accord de consentement obligatoire fondé sur des cadres juridiques clairs. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones devrait également être respectée.

Les personnes affectées par les réinstallations devraient également obtenir des compensations justes et équitables. Afin de réduire l'impact sur les communautés, les opérations devront être faites en fonction du droit international relatif aux droits humains et des meilleures pratiques en matière de compensation pour la réinstallation, même si les personnes affectées n'ont pas de titre légal sur le terrain sur lequel elles ont vécu et travaillé.

Recommandations à l'intention de la société civile

Grâce aux multiples composantes de la société civile (syndicats, associations professionnelles, les ONG etc.), de nombreux changements se sont opérés au niveau de la gestion politique et économique de nombreux pays. La société civile a donc un rôle important à jouer dans le cadre de la gouvernance minière en Afrique subsaharienne afin de changer la culture dominante.

Recommandation 1 – Former un comité de surveillance des actes de violation des droits humains et de corruption

Le Comité évaluera les actions entreprises par les gouvernements et les entreprises ainsi que les rapports produits par ces dernières. Il évaluera les activités du secteur artisanal, s'engagera auprès des communautés locales, apportera du soutien dans la limite de ses capacités et formulera des recommandations.

Recommandations à l'intention de la communauté internationale

La communauté internationale a la responsabilité de protéger et son rôle pour un meilleur encadrement de l'industrie minière ne peut pas être négligé.

Recommandation 1 — Appuyer l'initiative pour l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant pour les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme

L'appui de la communauté internationale à l'initiative pour l'élaboration d'un instrument international juridiquement contraignant sur les sociétés transnationales et autres entreprises et les droits de l'homme est fondamental pour assurer son succès. Suite à la résolution 26/9 du Conseil des droits de l'homme, un texte sur les éléments du futur traité sera présenté vers la fin de l'année 2017.

CONCLUSION

Le développement de cet essai a permis de présenter les enjeux de l'industrie minière en Afrique subsaharienne et les limites du caractère volontaire de la RSE, en matière de droits humains et de changements climatiques. L'exploitation minière a souvent revêtu un caractère de prédateur ou de destructeur de l'environnement, et ce, certainement pas à tort. Tant que les grandes sociétés minières déploieront seulement des efforts importants de communication ou établiront des relations de confiance avec les communautés afin d'obtenir leur consentement pour opérer, il y aura une incompatibilité entre l'exploitation minière et le développement durable.

Les activités minières en Afrique subsaharienne se font dorénavant sous une pression environnementale et sociale et les rapports de durabilité et de performance des compagnies minières en témoignent. L'absence d'un processus adéquat de consultation des communautés locales quant à l'occupation des terres ou aux risques environnementaux, la difficulté d'avoir accès à un logement adéquat ou de trouver une source de travail sécuritaire pour les populations, les impacts environnementaux, les émissions de GES accentuant le phénomène de réchauffement climatique dans des zones vulnérables, la répression contre les travailleurs miniers qui demandent de meilleures conditions de travail sont des illustrations de cas qui démontrent que la prise en compte des intérêts de la population ou de l'environnement est encore un défi. Dans les mines artisanales, le travail des enfants y est répandu et il arrive que les femmes y travaillant soient victimes de violence. De plus, le paiement de redevances à des taux faibles par les compagnies minières ne permet pas aux gouvernements hôtes de respecter les droits économiques, sociaux et culturels de leurs populations. Au vu de tout ce qui précède, il peut être attirant de tomber dans une narration tentant de diaboliser l'industrie minière dans son entièreté. Cependant, il est fondamental d'être lucide sur la façon dont les enjeux de l'industrie minière peuvent être résolus, par-dessus tout lorsque le développement économique de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne dépend des richesses minérales. De même, avec l'augmentation et la fréquence d'événements météorologiques extrêmes ou l'utilisation par le secteur minier d'intrants sensibles au climat, tels que l'eau et l'énergie, les impacts négatifs des changements climatiques vont avoir des répercussions sur l'ensemble du cycle des mines et sur l'économie de ces pays.

Et tant que l'industrie minière restera un élément très important de l'économie de ces pays et tant que des explorations continueront, il y aura des interférences avec les droits des communautés dans les zones minières et leur environnement. De ce fait, il n'est donc plus possible de miser seulement sur des mesures volontaires pour obtenir un meilleur respect des droits humains et de l'environnement de la part du secteur minier en Afrique subsaharienne.

En définitive, cet essai démontre que l'industrie minière nécessite une meilleure gouvernance afin de mieux gérer les défis auxquels elle fait face. Toutefois, une meilleure gouvernance ne se limiterait pas seulement à la création de politiques adéquates ou de lois contraignantes avec des sanctions appropriées en cas de faute ou de négligence, mais nécessiterait aussi l'engagement des États (hôtes ou d'origine des compagnies minières lorsqu'elles sont étrangères), des compagnies minières elles-mêmes, des organismes d'application de la loi, de la société civile, des communautés locales et autres catégories d'acteurs, dont la communauté et les institutions internationales. Que ce soit sur le plan de la gestion des enjeux climatiques ou de ceux liés aux droits humains, une coopération et une clarification du rôle et des responsabilités des différents acteurs impliqués dans le processus sont nécessaires, ceci sous l'égide d'un cadre de responsabilisation contraignante de l'industrie minière.

Il est plausible que des recherches approfondies auraient sûrement permis d'apporter des réponses alternatives à ce qui a été présenté dans le présent travail. D'où l'importance de mentionner que la rédaction de cet essai a confirmé l'impossibilité de saisir en totalité la complexité des enjeux liés à l'industrie minière. Un minimum de connaissance du terrain aurait peut-être permis d'aller chercher d'autres angles que ceux présentés par la documentation examinée et aurait pu faciliter l'approfondissement du sujet.

RÉFÉRENCES

- Adam-Poupart, A., Labrèche, F., Smargiassi, A., Duguay, P., Busque, M-A., Gagné, C. et Zayed, J. (2013). Impacts of Climate Change on Occupational Health and Safety. Repéré sur le site de l'IRSST à <https://www.irsst.qc.ca/media/documents/PubIRSST/R-775.pdf>
- Ahadjie, J. (2016). Ghana's mining Framework and Investment Attractiveness. Repéré sur le site de Burkina-emine à <http://www.burkina-emine.com/wp-content/uploads/2016/09/6-Ghanas-Mining-Framework-Mode-de-compatibilit%C3%A9.pdf>
- Aho, G. et Legrand, T. (s.d.). Liens entre environnement, changement climatique et pauvreté en RDC. Repéré sur le site de Congo Green Citizen à <http://www.congogreencitizen.org/documents/UNDP-CD-LIENS-ENTRE-ENVIRONNEMENT-PAUVRETE-ET-CC.pdf>.
- Alexis, G. Y. (2010). « The Global Sullivan Principles ». *Green Business: An A-to-Z Guide*. SAGE Publications.
- Amnesty International (2014). L'exploitation minière et les droits humains au Sénégal : remédier à une protection défaillante.
- Aubynn, T. (2013). Mining and Sustainable Development : The Case of Ghana. Repéré à <http://im4dc.org/wp-content/uploads/2013/07/Mining-and-Sustainable-Development-Ghana.pdf>
- Avocats Sans Frontières (2014). Droits économiques, sociaux et culturels au Burundi : Guide pratique pour avocats, juristes et autres défenseurs de droits humains au Burundi. *ASF*. Repéré à http://www.asf.be/wp-content/uploads/2014/12/ASF_BUR_GuideDESC_201411.pdf
- Atapatu, S. (2015). Human Rights Approaches to Climate Change: Challenges and Opportunities. *International Mining for Development Centre*. Repéré à <http://im4dc.org/wp-content/uploads/2013/07/Mining-and-Sustainable-Development-Ghana.pdf>
- Ayee, J., Søreide, T., Shukla, G. P. et Tuan Minh, L. (2011). Political Economy of the Mining Sector in Ghana. *The World Bank Africa Region Public Sector Reform and Capacity Building Unit*. Repéré à <http://documents.worldbank.org/curated/en/309711468031496273/pdf/WPS5730.pdf>
- Banerjee, S. G., Romo, Z., McMahon, G., Toledano, P., Robinson, P. Arroyo, P. I. (2015). Le potentiel transformateur de l'industrie minière Une opportunité pour l'électrification de l'Afrique subsaharienne. Repéré à <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/21402/9781464804861.pdf?sequence=4>
- Banque africaine de développement (2011a). La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement? Repéré à <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/text-francais%20china.pdf>

- Banque africaine de développement (2011b). *Climate Change, Gender and Development in Africa*. Repéré à [https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Gender_2011_r6__\(p11-30\).PDF](https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Gender_2011_r6__(p11-30).PDF)
- Banque africaine de développement (2012). *Les perspectives de l'industrie minière en Afrique*. *AFDB, section Blogs*. Repéré à <http://www.afdb.org/fr/blogs/afdb-championing-inclusive-growth-across-africa/post/mining-industry-prospects-in-africa-10177/>
- Banque mondiale (2009a). *Making Development Climate Resilient: A World Bank Strategy for Sub-Saharan Africa*. Repéré à http://siteresources.worldbank.org/INTAFRICA/Resources/ClimateChange-StrategyReport2010-Full_vNoImages.pdf
- Banque mondiale (2015, 30 avril). *Donner les moyens d'agir aux femmes des mines de l'Est de la République démocratique du Congo*. Repéré à <http://www.banquemonde.org/fr/news/feature/2015/05/04/empowering-women-in-the-mines-of-the-eastern-democratic-republic-of-the-congo>
- Banque mondiale (2015, 13 août). *Exploitation minière artisanale en RDC : mobilité et transparence*. Repéré à <http://www.banquemonde.org/fr/news/feature/2015/08/13/mobility-and-transparent-artisanal-mining-in-the-democratic-republic-of-congo>
- Banque mondiale (2016). *Africa's Pulse: la croissance économique de l'Afrique toujours plombée par la conjoncture internationale*. *Banque Mondiale, section Countries – Region-Africa*. Repéré à <http://www.banquemonde.org/fr/region/afr/publication/africas-pulse-an-analysis-issues-shaping-africas-economic-future-april-2016>
- Bantekas, I. (2004). *Corporate Social Responsibility in International Law*. *Boston University International Law College*, 22(309), 309-345.
- Basov (2015) *The Chinese scramble to mine Africa*. *Mining*. Repéré à <http://www.mining.com/feature-chinas-scramble-for-africa/>
- Baxter, M. (2014). « *Corporate Social Responsibility in the Mining Sector in Zimbabwe: Context and Options* » *Corporate Social Responsibility For Broad Based Empowerment In The Mining Industry*. Repéré à http://adapt.it/adapt-indice-a-z/wp-content/uploads/2014/08/masawi_csr.pdf
- Belem, G. (2006). *L'industrie minière malienne : la nécessité de la régulation et du renforcement des capacités*. *Les cahiers de la Chaire – collection recherche*, 18. Repéré à <http://www.crsdd.uqam.ca/Pages/docs/pdfCahiersRecherche/2006/18-2006.pdf>
- Belem, G. (2010). « *La responsabilité sociale des entreprises : une réponse organisationnelle à la problématique du développement durable* », *Chaire de responsabilité sociale et de développement durable*. Repéré à <http://www.crsdd.uqam.ca/Pages/docs/05-2010.pdf>
- Belnet, F. (2013, 9 décembre). *La grande faune du Sahara est en terrible déclin*. Repéré à http://www.maxisciences.com/sahara/la-grande-faune-du-sahara-est-en-terrible-declin_art31509.html

- Bennet, J. (2015). Introduction à la Vision Minière Africaine. Repéré à <http://www.ageval.org/3-download/bennett-2015-vision-miniére-africaine.pdf>
- Bérubé, I. (2017). *Extraction de métaux pour les nouvelles technologies, biodiversité et justice environnementale* (Essai de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke, Québec). Repéré à http://savoirs.usherbrooke.ca/bitstream/handle/11143/9894/Berube_Isabelle_MEnv_2017.pdf?sequence=1&isAllowed=y
- Besada H. et Martin, P. (2013). Mining Codes in Africa: Emergence of a “Fourth” Generation? *North South Institute, section Publications*. Repéré à <http://www.nsi-ins.ca/wp-content/uploads/2013/04/Mining-Codes-in-Africa-Emergence-of-a-%E2%80%9CFourth%E2%80%9D-Generation-Hany-Besada1.pdf>
- Bilal, S. (2013). « From Growth to Transformation: What Role for the Extractive Sector? » *GREAT Insights*, 2(2).
- Bourgouin, F. (2014). Changement climatique : Répercussions sur les industries extractives et du secteur primaire. Principales conclusions du Cinquième Rapport d'Évaluation (AR5) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Repéré à <http://www.cisl.cam.ac.uk/business-action/low-carbon-transformation/ipcc-climate-science-business-briefings/translations/pdfs/french-new/industries-briefing-web-fr.pdf>
- Bulakali, Z. (2014). La légitimité de l'artisanat minier en RDC : Le cas du Kivu. *GREAT insights Magazine*, 3(7). Repéré à <http://ecdpm.org/great-insights/secteur-extractif-perspectives-africaines/legitimite-lartisanat-minier-rdc-cas-kivu/>
- Buthelezi, N. (2013, 9 août). Women making inroads into male-dominated mining sector despite challenges. *Mining Weekly*. Repéré à http://www.miningweekly.com/article/exploring-the-leadership-role-of-women-in-the-mining-industry-2013-08-02/rep_id:3650
- Cameron, E. (2014). Changement climatique : Répercussions sur le secteur agricole. Principales conclusions du Cinquième Rapport d'Évaluation (AR5) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). *BSR*. Repéré à https://www.bsr.org/reports/R%C3%A9percussions_sur_le_secteur_agricole.pdf
- Campbell, B. et Laforce, M. (dir.) (2016). *La responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier*. Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Caring for Climate (s.d.). Overview. *Caring for Climate*. Repéré à <http://caringforclimate.org/about/>
- Centre africain des ressources naturelles (2016). Catalyser la croissance et le développement par une gestion efficace des ressources naturelles. *AFDB, Section Documents, sous-section Publications*. Repéré à https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/anrc/AfDB_ANRC_BROCHURE_fr.pdf
- Chambre des Mines du Mali. (s.d.). Impact sur l'économie au Mali. *Chambre des mines*. Repéré à <http://chambredesminesdumali.org/impacteconomie.php>

- Chaponnière, J.-R. (2013). « Chine-Afrique : enjeux de l'ajustement chinois pour les pays miniers », *Afrique contemporaine*, (248), 89-105.
- Charte africaine des droits de l'homme et des peuples*, 1981
- Châtaigner, J.-M. et Magro, H. (2007). *États et sociétés fragiles, entre conflits, reconstruction et développement*. Paris, France : Karthala.
- Chen, W., Dollar, D. et Tang, H. (2015). Why is China investing in Africa? Evidence from the firm level. Repéré sur le site de Brookings Institution à <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/06/Why-is-China-investing-in-Africa.pdf>
- Chipwende, A. (2016) « Point de vue : Les pays africains ont besoin d'institutions qui orienteront l'investissement vers les secteurs où il est le plus nécessaire » *Coopération pour le développement 2016 : investir dans les objectifs de développement durable, choisir l'avenir (OECD)*.
- CIFOR (2012, 16 juillet). La déforestation due à l'exploitation minière au Congo est bien plus que « un trou dans la canopée ». Repéré à <http://blog.cifor.org/12207/la-deforestation-due-a-l-exploitation-mini%C3%A8re-au-congo-est-bien-plus-que-un-trou-dans-la-canop%C3%A9e?fnl=fr>
- Cimons, M. (2016). « Women Are The Ones Fighting The Tough Environmental Battles Around The World », *Think Progress Panel*, Repéré à <https://thinkprogress.org/women-are-the-ones-fighting-the-tough-environmental-battles-around-the-world-ed3c3a0e09e2#.2kih2tyj9>.
- Codjoe S.N.A et Owusu, G. (2011) Climate change/variability and food systems: evidence from the Afram Plains, Ghana. *Reg Env Change* 11(4), 753–765.
- Connolly-Boutin, L. et Smith, B. (2015) Climate change, food security, and livelihoods in sub-Saharan Africa. *Reg Environ Change*, 16, 385–399.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2016a). *Sociétés transnationales, industries extractives et développement*. Rapport sur l'investissement dans le monde 2016, New York & Genève, 2016.
- Conseil International des Mines et Métaux (ICMM) (2013). Adapting to a changing climate :implications for the mining and metals industry. *ICMM, section Publications*. Repéré à <https://www.icmm.com/website/publications/pdfs/5173.pdf>
- CNN (2012, 16 août). Rising tensions explode into grisly violence at South African mine. *CNN*. Repéré à <http://www.cnn.com/2012/08/16/world/africa/south-africa-mine-violence/index.html>
- CNUCED (2016b). China, Bilateral Treaties Investment. Repéré à <http://investmentpolicyhub.unctad.org/IIA/CountryBits/42?type=c#iiaInnerMenu>
- CNUCED (2016c). L'accord d'investissement pour la zone d'investissement commune du COMESA. Repéré à <http://investmentpolicyhub.unctad.org/IIA/AdvancedSearchBITResults>

CNUCED (2016d). Greening Africa's Industrialization: Economic Report on Africa. Repéré sur le site de l'ONU à <http://www.un.org/en/africa/osaa/pdf/pubs/2016era-uneca.pdf>

COMESA (2007) Investment Agreement for the COMESA Common Investment Area
<http://investmentpolicyhub.unctad.org/Download/TreatyFile/3092>

Côté, G. E. (2014). Women in the Artisanal Gold Mining Sector in the Democratic Republic of Congo. Partnership Africa Canada. Repéré sur le site de Cirdi.ca à <http://www.cirdi.ca/wp-content/uploads/2014/01/Women-in-the-Artisanal-Gold-Sector-in-DRC.pdf>

Cour africaine des droits de l'homme et des peuples. (s.d.). Bienvenue à la Cour africaine. Repéré à <http://fr.african-court.org/>

Davies, R. (2017, 27 janvier). Platinum mining firm tells massacre families: we can't afford to house you. *The Guardian*. Repéré à <https://www.theguardian.com/business/2017/jan/26/lonmin-workers-marikana-massacre-south-africa>

Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, 2007.

Déclaration universelle des droits de l'Homme, 1948.

Delas, O. et Ntaganda, E. (1999). La création de la cour africaine des droits de l'Homme et des peuples : mécanisme efficace de protection des droits de l'Homme?. *Revue québécoise de droit international*. Repéré à https://www.sqdi.org/wp-content/uploads/12.2_-_delas-ntaganda.pdf

Diallo, D. D. (2015). Q&A: Mali is extremely vulnerable and unable to combat climate change impacts. Repéré sur le site de IIED.org à <https://www.iied.org/qa-mali-extremely-vulnerable-unable-combat-climate-change-impacts>

Diamoye, O. (2017, février 23). Gouvernance des industries extractives au Mali : Les médias outillés sur les enjeux. *Bamada*. Repéré à <http://bamada.net/gouvernance-des-industries-extractives-au-mali-les-medias-outilles-sur-les-enjeux>

Dionne, E. Y. (2015, 20 mars). Diamants bruts : l'essor des femmes dans l'industrie minière. *Promine*. Repéré à <https://www.promine.com/fr/blog/diamants-bruts-lessor-des-femmes-dans-lindustrie-mini%C3%A8re>

DLA Piper (2012). Mining in Africa : A Legal Overview. *DLAPIPER*. Repéré à <https://www.dlapiper.com/~media/Files/Insights/Publications/2012/11/Mining%20in%20Africa%20A%20Legal%20Overview/Files/mininginafrica/FileAttachment/mininginafrica.PDF>

Dourlens, S. (2015, mai). Industries extractives : quel impact et adaptation au changement climatique? *BSR*. Repéré à <https://www.bsr.org/fr/our-insights/news/industries-extractives-quel-impact-et-adaptation-au-changement-climatique-b>

EPA (s.d.). Climate Impacts on Human Health. Repéré sur le site de l'EPA à <https://www.epa.gov/climate-impacts/climate-impacts-human-health#Food>

- Environmental Law Alliance Worldwide (2010). Guide pour l'évaluation des EIE de projets miniers. Repéré à <http://www.elaw.org/files/mining-eia-guidebook/Full%20French%20Guidebook.pdf>
- FAO (2006). Forêts et changement climatique: L'aménagement des forêts joue un rôle clé. Repéré à <http://www.fao.org/newsroom/fr/focus/2006/1000247/index.html>
- FAO (2008). Climate Change and Food Security: A Framework Document. Repéré à <http://www.fao.org/forestry/15538-079b31d45081fe9c3dbc6ff34de4807e4.pdf>
- FAO (2016). Situation des forêts du monde: Résumé. Repéré à <http://www.fao.org/3/a-i5850f.pdf>
- Fasseu, Y. F. (2011). *Le cadre juridique des investissements miniers et pétroliers chinois en Afrique : instruments pour une lex mercatoria sino-africaine* (Mémoire de maîtrise). Université de Montréal, Montréal, Québec.
- Fédération Internationale Des Droits de l'Homme (FIDH) (2007). Mali, l'exploitation minière et les droits humains. *FIDH.org*. Repéré à <https://www.fidh.org/IMG/pdf/Ml477f.pdf>
- Foumena, W. C. (2015). Responsabilité sociétale des entreprises minières en Afrique et respect des droits civils et politiques: bref aperçu selon des cadres juridique et politique internationaux. *ARACÊ – Direitos Humanos em Revista* 2(3).
- Gagné, O. (2013). *La Chine et l'Inde en Afrique : Coopération Sud-Sud ou néocolonialisme?* (Essai de maîtrise) Université Laval, Québec, Québec.
- Geenen, S. (2016). Hybrid governance in mining concessions in Ghana. *Institute of Development Policy and Management*.
- Ghana Business News (2013, 10 mai). Newmont Ghana urged to employ more indigenes for Ahafo mine. *GNB*. Repéré à <https://www.ghanabusinessnews.com/2013/05/10/newmont-ghana-urged-to-employ-more-indigenes-for-ahafo-mine/>
- Ghana Business News (2015, 24 novembre). UNDP mitigates climate change impact on cocoa production in Brong-Ahafo. *GNB*. Repéré à <https://www.ghanabusinessnews.com/2015/11/24/undp-mitigates-climate-change-impact-on-cocoa-production-in-brong-ahafo/>
- Ghana Star (2017, 16 février). Damning Report On Newmont Ahafo Mine Operation. *Ghana Star*. Repéré à <https://www.ghanastar.com/business/damning-report-on-newmont-ahafo-mine-operation/>
- Guématcha, E. (2012). Section 2. La justiciabilité des droits sociaux en Afrique », *La Revue des droits de l'homme*, Repéré à <http://revdh.revues.org/125>
- GISS (2012, 19 janvier). NASA Finds 2011 Ninth Warmest Year on Record. GISS, section News and Features. Repéré à <https://www.giss.nasa.gov/research/news/20120119/>
- Global Greengrants Fund, The International Network of Women's Funds and the Alliance of Funds (2015) Climate Justice and Women's Rights: A Guide to Supporting Grassroots Women's Action. Repéré à [http://cdn.agilitycms.com/wacc-global/resources/climate-justice/21.%20Climate-Justice-and-Womens-Rights\(2015\).pdf](http://cdn.agilitycms.com/wacc-global/resources/climate-justice/21.%20Climate-Justice-and-Womens-Rights(2015).pdf)

- Global Reporting Initiative (s.d.). About GRI. Repéré à <https://www.globalreporting.org/information/about-gri/Pages/default.aspx>
- Global Witness (2012). Artisanal mining communities in eastern DRC: seven baseline studies in the Kivus. Repéré sur le site de Global Witness à https://www.globalwitness.org/sites/default/files/library/Summary_of_baseline_studies_Global_Witness.pdf
- Goyette-Côté, G. (2016). Responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier : Quelle contribution pour le développement?. Dans B. Campbell et M. Laforce (dir.), *La responsabilité sociale des entreprises dans le secteur minier* (p. 19-52). Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Griffin, J. (2012). The Impact of Climate Change on South Africa. *Climate System Emergency Institute*. Repéré à http://www.climateemergencyinstitute.com/cc_s_africa_griffin.html
- Groupe d'étude et de recherche en sociologie et droit appliqué (2011). Le code minier du Mali et la Directive C/DIR3/05/09 de la CEDEAO : Éléments de comparaison dans une perspective de la législation minière malienne. *IIESD*. Repéré à <http://pubs.iied.org/pdfs/G03147.pdf>
- Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA) (2004). Enjeux des nouvelles réglementations minières en Afrique. *Institut Internationales de Montréal-UQAM*. Repéré à <http://www.ieim.uqam.ca/IMG/pdf/Manuscrit-Fra-2004.pdf>
- Han, Z. (2016) « China's Current Involvement in Mining in Africa » *Lexology*. Repéré à <http://www.lexology.com/library/detail.aspx?g=160b92c7-0d3c-427f-9f76-984ef349536a>
- Haut-Commissariat des Nations Unies sur les droits de l'homme (HCDH) (s.d.). Questions fréquemment posées concernant les droits économiques, sociaux et culturels : Fiche d'information no 33. Repéré à <http://www.ohchr.org/Documents/Issues/ESCR/FS%20FAQ%20on%20ESCR-fra.pdf>
- HCDH (2013). La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones : Un manuel à l'intention des institutions nationales des droits de l'homme. Repéré à http://www.ohchr.org/Documents/Publications/UNDRIPManualForNHRIs_fr.pdf
- Hesselberg J. et Yaro, J.A. (2006). An assessment of the extent and causes of food insecurity in northern Ghana using a livelihood vulnerability framework. *GeoJournal* 67(1), 41–55.
- Hinton, J.J, Hinton, B.E et Veiga, M.M (2006). *Women in artisanal and Small Scale Mining in Africa. Women Miners in Developing Countries: Pit Women and Others*. Florence, Kentucky: Routledge.
- Human Rights (2016). Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. *Human Rights.ch. Section Droits Humains, sous-section Droits des minorités. Standards Internationaux. Documents ONU*. Repéré à <http://www.humanrights.ch/fr/dossiers-droits-humains/droits-des-minorites/standards-internationaux/documents-onu/declaration-nations-unies-droits-peuples-autochtones>

IDEELS (s.d.). Climate. Repéré à <http://www.ideels.uni-bremen.de/climate.html>

Indigenous Bar Association (2011). Understanding and Implementing the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples : An Introductory Handbook. Repéré à http://www.indigenousbar.ca/pdf/undrip_handbook.pdf

IFC (s.d.). Ahafo Gold Mine, Ghana. Repéré sur le site de l'IFC à http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/industry_ext_content/ifc_external_corporate_site/industries/oil%2C+gas+and+mining/casestudies/featurestory_ahaf0#

IFC (2014). Sustainable and Responsible Mining in Africa – A Getting Started Guide. Repéré sur le site de l'IFC à <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/dfaac38043fea19b8f90bf869243d457/Sustainable+Mining+in+Africa.pdf?MOD=AJPERES>

IIED (2016). Rethinking investment treaties to advance human rights. *IIED Briefing*. Repéré à <http://pubs.iied.org/pdfs/17376IIED.pdf>

IPCC (2014). Climate Change: Implications for the Energy Sector. Repéré à http://www.cisl.cam.ac.uk/business-action/low-carbon-transformation/ipcc-climate-science-business-briefings/pdfs/briefings/IPCC_AR5__Implications_for_Energy__Briefing__WEB_EN.pdf

ISDS Platform (2016). Africa. Repéré à <http://isds.bilaterals.org/?-africa-263-&lang=en>

ISG Bulletin (s.d.). Corporate Social Responsibility Initiatives. *Africa Mining Vision*. Repéré à http://www.africaminingvision.org/amv_resources/ISGbulletin6.pdf

Irarrázabal, R. (2006). « Mining and Climate Change: Towards a Strategy for the Industry ». *Journal of Energy and Natural Resources Law* 24(3).

Intersocial Consulting (novembre 2013). Resettlement Action Plan : Ahafo South Expansion Resettlement & Land Access – Projects, Ahafo, Ghana. Repéré sur le site de COMMDEV à <http://commdev.org/wp-content/uploads/2015/06/Resettlement-Action-Plan-RAP.pdf>

Jacquemot, P. (2009). L'économie politique des conflits en République démocratique du Congo. *Afrique contemporaine*, 2(230), 187-212.

Jenkins, H. et Obara, L. (2008). Corporate Social Responsibility (CSR) in the mining industry – the risk of community dependency. Repéré à http://www.dlist.org/sites/default/files/doclib/CSR_mining%20industry_risk%20of%20community%20dependency.pdf

Jeune Afrique (2017, 16 mars). Minerais de sang : bientôt une nouvelle réglementation de l'UE pour mieux encadrer les importations. *Jeune Afrique*. Repéré à <http://www.jeuneafrique.com/417819/economie/minerais-de-sang-bientot-nouvelle-reglementation-de-lue-mieux-encadrer-importations/>

- Kahongya Paluku, J. (2009). Nord-Kivu: Potentiel et avenir de l'exploitation minière. *Mining Review*. Repéré à <https://www.miningreview.com/wp-content/uploads/Julien%20Paluku.pdf>
- Kapstein, E. et Kim, R. (2011). The Socio-Economic Impact of Newmont Ghana Gold Limited. *Steward Red Queen*. Repéré à http://s1.q4cdn.com/259923520/files/doc_downloads/africa/ahafo/environmental/Socio_Economic_Impact_of_Newmont_Ghana_Gold_July_2011_0_0.pdf
- Kasotia, P. (juin 2007). Les effets du réchauffement climatique sur la santé : Les pays en développement sont les plus vulnérables. *Chronique ONU*. Repéré à <https://unchronicle.un.org/fr/article/les-effets-du-r-chauffement-climatique-sur-la-sant-les-pays-en-d-veloppement-sont-les-plus>
- Khadiagala, G. M. (2014). « Global and Regional Mechanisms for Governing the Resource Curse in Africa » *Resource Insight*, 12. Repéré à <https://eiti.org/sites/default/files/documents/Global%20and%20Regional%20Mechanisms%20Resource%20Governance%20Africa.pdf>
- Kidane, W. (2016). « China's Bilateral Investment Treaties with African States in Comparative Context ». *Cornell International Law Journal*, 49. Repéré à <http://www.lawschool.cornell.edu/research/ILJ/upload/Kidane-final.pdf>
- Lahiri-Dutt (2015). « The Feminisation of Mining ». *Geography Compass* 9(9) 523–541.
- Lamalice, A. (2014). *Extractivisme et développement inégal, le cas de l'industrie minière dans la province de Catamarca en Argentine* (Mémoire de maîtrise). Université du Québec à Montréal, Montréal Québec.
- Laporte B., De Quatrebarbes C., Bouterige Y. (2016). « La fiscalité minière en Afrique : un état des lieux du secteur de l'or dans 14 pays de 1980 à 2015 », *Études et Documents*, 17, CERDI. Repéré à http://cerdi.org/production/show/id/1829/type_production_id/1
- Leblanc, J. (2007). *Les déplacements de population dus à des projets miniers en Afrique de l'Ouest : mal nécessaire pour le développement ?* (Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec). Repéré à <https://www.giersa.ulaval.ca/sites/giersa.ulaval.ca/files/memoires/m10076.pdf>
- Lonmin (2015a). Environment. *Sous-section Biodiversity and Land Management*. Repéré à http://sd-report.lonmin.com/2015/material-focus-areas/environment/#Biodiversity_and_land_management
- Lonmin (2015b). Environment. *Sous-section Climate Change*. Repéré à http://sd-report.lonmin.com/2015/material-focus-areas/environment/#Climate_change
- Lonmin (2016). Remembering Marikana. *Lonmin, section Media centre*. Repéré à <https://www.lonmin.com/media-centre/remembering-marikana>
- Lopes, C. (2013). *L'Afrique doit tirer profit de ses ressources minérales*. Repéré à <http://www.uneca.org/fr/es-blog/lafrique-doit-tirer-profit-de-ses-ressources-min%C3%A9rales>

- ND-GAIN Index. (s.d). Mali. Repéré à <http://index.gain.org/country/mali>
- Manuh, T. (2015). Women & Mining: Breaking the cycle. Repéré à http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/women_in_artisanal_and_small_scale_mining2015_en.pdf
- Maréchal, L. (2011). « Comment mettre les ressources minières africaines au service d'un développement durable ? », *Secteur Privé et Développement*. Repéré à http://www.proparco.fr/jahia/webdav/site/proparco/shared/PORTAILS/Secteur_privé_developpement/PDF/SPD8/RevueSPD8_SecteurMinier_FR.pdf, p.3-4
- Maréchal, L. (2013). « Le secteur minier est-il porteur de développement en Afrique ? », *Politique étrangère*, 2, 85-98.
- Martinez, M.I.M (2015). *La responsabilité des entreprises transnationales en droit International des droits de l'homme et en droit international humanitaire : le cas du secteur énergétique* (Thèse de doctorat) Université Paris Sud, Paris, France.
- Mazalto, Marie (2010). *Gouvernance du secteur minier et enjeux de développement en République démocratique du Congo* (Thèse de doctorat) Université du Québec à Montréal, Montréal, Québec.
- Mballo, B. (2012). *Impacts possibles des activités minières sur les ressources en eau en Afrique de l'ouest : cas des mines aurifères du Burkina Faso* (Mémoire de Maîtrise), Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, Ouagadougou, Burkina Faso.
- Mbendi (s.d.). Mining in South Africa – Overview. *Mbendi*. Repéré à <https://www.mbendi.com/indy/ming/af/sa/p0005.htm>
- Mbengue, M. (2016). Un Code panafricain d'investissement pour promouvoir le développement durable. Repéré à http://endacacid.org/latest/index.php?option=com_content&view=article&id=1583:un-code-panafricain-d-investissement-pour-promouvoir-le-developpement-durable&catid=272:mp-pgr-gecf-actualites&Itemid=1761
- McMahon, G. (2011). « Quels impacts de la libéralisation du secteur minier africain? » *La Revue de Proparco*. Repéré à http://www.proparco.fr/jahia/webdav/site/proparco/shared/PORTAILS/Secteur_privé_developpement/PDF/SPD8/SPD8_gary_mcmahon_fr.pdf
- Minerals and Mining Act*, 2006.
- Mineral and Petroleum Resources Development Act*, 2002.
- Moran, K. (2016, 18 septembre). Gold-producing Countries: Gold Mining in Ghana. *Investing News*. Repéré à <http://investingnews.com/daily/resource-investing/precious-metals-investing/gold-investing/gold-mining-in-ghana/>
- Morgan, P. G. (2002). Mineral title management, the key to attracting foreign mining investment in developing countries?. *Transactions of the Institution of Mining and Metallurgy*, 111(B), 165-170.

- Mouvement mondial pour les Forêts Tropicales (2004). L'industrie minière: Impacts sur la société et l'environnement. Repéré à <http://www.wrm.org.uy/oldsite/deforestation/mining/textfr.p>
- Nadeau, A-R. (2011). La Charte Internationale des droits de l'Homme. *Journal du Barreau*. Repéré à <http://www.barreau.qc.ca/pdf/journal/vol33/no17/justicesociete.html>
- Nelson, J. et Schuchard, R. (s.d.). « Adapting to Climate Change: A Guide for the Mining Industry ». BSR. Repéré à https://www.bsr.org/reports/BSR_Climate_Adaptation_Issue_Brief_Mining.pdf
- Newmont (s.d.). Environment. *Newmont, section Operations and Projects – sous-section Environment*. Repéré à <http://www.newmont.com/operations-and-projects/africa/ahafo-ghana/environment/default.aspx>
- Newmont (2016). Energy and Climate Change. *Newmont, section Environmental Stewardship*. Repéré à <http://sustainabilityreport.newmont.com/2015/environmental-stewardship/energy-and-climate-change>
- Ngnenbe, T. (2016, 31 août). Wacam launches proposed Minerals and Mining Bill. *Graphic Online*. Repéré à <http://www.graphic.com.gh/news/general-news/wacam-launches-proposed-minerals-and-mining-bill.html>
- Nicolson, G. (2016, 13 décembre). Marikana: Lonmin defends housing plan. *Daily Maverick*. Repéré à <https://www.dailymaverick.co.za/article/2016-12-13-marikana-lonmin-defends-housing-plan/#.WNVg-nQ1-1s>
- Norton Rose Fulbright (2012). Amendments to the Malian Mining Code. Repéré sur le site de Norton Rose Fullbright à <http://www.nortonrosefulbright.com/knowledge/publications/70668/amendments-to-the-malian-mining-code>
- Observatoire des inégalités (2016). Monde : un développement humain inégal. Repéré à http://www.inegalites.fr/spip.php?article514&id_mot=74
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2002). The Role of Foreign Direct Investment (FDI) in the Mining Sector of Ghana and the Environment. Repéré sur le site de l'OCDE à <http://www.oecd.org/countries/ghana/1819492.pdf>
- OCDE (2011). Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, Repéré à <http://www.oecd.org/fr/investissement/mne/principesdirecteursdelocdealintentiondesentreprisesmultinationales.htm>
- Ofodile, U. E. (2013). « Africa-China Bilateral Investment treaties : A critique ». *Michigan Journal of International Law*, 35(1). Repéré à <http://repository.law.umich.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1027&context=mjil>
- Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) (2011). Les droits de l'homme au cœur de la responsabilité sociale des entreprises. Repéré à https://www.francophonie.org/IMG/pdf/OIF-Responsabilite_sociale_entreprises.pdf

Organisation des Nations Unies (ONU) (s.d.a). La Charte internationale des droits de l'homme. Repéré sur le site de l'ONU à <http://www.un.org/fr/rights/overview/charter-hr.shtml>.

ONU (s.d.b) A Report on Ghana's Mining Sector for the 18th Session of the UN Commission on Sustainable Development. Repéré sur le site de l'ONU à http://www.un.org/esa/dsd/dsd_aofw_ni/ni_pdfs/NationalReports/ghana/Mining.pdf

Orobel (2015, 25 juillet). Mine d'or Sadiola, Mali. Repéré sur le site d'Orobel.biz à <https://www.oroel.biz/info/afrique/orobel/mine-d-or-sadiola-mali.html>

OXFAM (2013). Entreprises et Droits de l'homme : point de vue d'Oxfam sur les Principes Directeurs des Nations Unies. Repéré à https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/file_attachments/tb-business-human-rights-oxfam-perspective-un-guiding-principles-130613-fr_0_0.pdf

Pacte international relatif aux droits civils et politiques, 19 décembre 1966, 999 RTNU 171 (entrée en vigueur : 23 mars 1976).

Phillips, J. (2016). « Climate change and surface mining: A review of environment-human interactions & their spatial dynamics ». *Applied Geography* 74, 95-108.

Politique minière commune de l'UEMOA, 2000.

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). (s.d). Le Centre africain pour le développement des ressources minérales : ou comment mieux gérer les revenus issus des industries extractives. *Afrique Renouveau*. Repéré à <http://www.un.org/africarenewal/fr/derni%C3%A8re-heure/le-centre-africain-pour-le-d%C3%A9veloppement-des-ressources-min%C3%A9rales-ou-comment-mieux>

Promines (2016). Plan stratégique de développement du secteur minier (2016-2021) Rapport final R-2. Repéré à http://www.prominesrdc.cd/fr/Rapport/PLAN_STRATEGIQUE_final_R2.pdf

Prichard, W. (2009) « The Minerals Boom in Sub-Saharan Africa: Continuity, Change and Prospects for Development » *The New Scramble for Africa? Imperialism, Investment and Development*, Durban, KwaZulu-Natal Press.

Quairel, F. (2013). Le couplage « responsabilité sociale des entreprises » et « développement durable » : mise en perspective, enjeux et limites. *Revue Française de Socio-Économie*, 1(11), 125-144. Repéré à <http://www.cairn.info/revue-francaise-de-socio-economie-2013-1-page-125.htm>

Radio Okapi (2015, 18 novembre). Réchauffement climatique : la RDC parmi les 10 pays les plus menacés, selon l'UE. Repéré à <http://www.radiookapi.net/2015/11/18/actualite/environnement/rechauffement-climatique-la-rdc-parmi-les-10-pays-les-plus#sthash.SRfCOhtj.dpuf>

Radio Okapi (2016, 1^{er} décembre). Nord-Kivu: le secteur minier rapporte 100 millions USD en 3 ans. *Radio Okapi*. Repéré à <http://www.radiookapi.net/2016/12/01/actualite/economie/nord-kivu-le-secteur-minier-rapporte-100-millions-usd-en-3-ans#sthash.00jH3FgW.gLY5a5wU.dpuf>

- Ramdoo, I. (2014). « Quelle place pour l'intégration régionale dans le développement des filières ? » *Great insights*, 3(7). Repéré à <http://ecdpm.org/great-insights/secteur-extractif-perspectives-africaines/quelle-place-pour-lintegration-regionale-dans-le-developpement-des-filieres/>
- RFI (2015, 21 février). RDC: Kinshasa ne redistribue pas la redevance minière aux provinces. *RFI*. Repéré à <http://www.rfi.fr/afrique/20150221-rdc-redevance-mini-ere-impayee>
- RFI (2016, 24 janvier). RDC: une nouvelle affaire de fraude minière au Sud-Kivu. *RFI*. Repéré à <http://www.rfi.fr/afrique/20160124-rdc-nouvelle-affaire-fraude-mini-ere-sud-kivu-banro>
- Rodic, I. (2007). *Responsabilité sociale des entreprises – le développement d'un cadre européen* (Mémoire de maîtrise, Institut européen de l'Université de Genève, Genève, Suisse). Repéré à <https://www.unige.ch/gsi/files/4014/0351/6367/RodicRSE.pdf>
- Rüttinger, L. et Sharma, V. (2016). «Climate change and mining: A Foreign Policy Perspective ». Repéré sur le site de Climate Change Diplomacy à <https://www.climate-diplomacy.org/publications/climate-change-and-mining-foreign-policy-perspective>
- Ruzvidzo, T. (2015). Call to harness huge potential Mining must be gender-inclusive. *UNECA*. Repéré à http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/women_in_artisanal_and_small_scale_mining2015_en.pdf
- SADC (2016). Mining. *SADC, section Mining*. Repéré à <http://www.sadc.int/themes/economic-development/industry/mining/>
- Saho (s.d.). Marikana Massacre 16 August 2012. Repéré à <http://www.sahistory.org.za/article/marikana-massacre-16-august-2012>
- Saliboko, M.K. (2015, 2 septembre). Au Nord-Kivu, l'asphyxie des peuples autochtones. *Waza*. Repéré à <https://wazaonline.com/fr/gouvernance/au-nord-kivu-lasphyxie-des-peuples-autochtones>
- Sarr, B. (2012) Present and future climate change in the semi-arid region of West Africa: a crucial input for practical adaptation in agriculture. *Atmos Sci Lett*, 13(2), 108–112.
- Schmieg, E. (2016). Africa's Position in Global Trade - Free Trade Agreements, WTO and Regional Integration. Repéré à https://www.swp-berlin.org/fileadmin/contents/products/projekt_papiere/Africas_Position_in_Global_Trade.pdf
- Seatini et Traidcraft (2015). International Investment Agreements : An Advocacy Guide for CSOs. Repéré sur le site de Tjm.org.uk à http://tjm.org.uk/documents/reports/Traidcraft-SEATINI_BITs_Advocacy_Guide_Complete-1.pdf
- Segbor, D. E (2014). *Human Rights Struggles In Ghana Mining communities* (Mémoire de maîtrise). Norwegian University of Life Sciences, As, Norvège.
- Shaleed, A. (2009). Justice climatique. *Planète conservation*, 39 (2).

- Shaw, T. M. (2014). La gouvernance des ressources naturelles après 2015 en Afrique : l'agence africaine et les initiatives transnationales pour faire progresser les États de développement. *North South Institute, section Publications*. Repéré à <http://www.nsi-ins.ca/wp-content/uploads/2014/05/Brief-Shaw-Post-2015-Natural-Resource-Governance-in-Africa-FRENCH.pdf>
- Simard, L. et Diagne, Y.A. (2015). Les principaux référentiels. Dans La RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) pour un développement minier durable en Afrique de l'Ouest. *Revue Liaison-Énergie-Francophonie*, 99. Repéré à http://www.associationrnf.org/wp-content/uploads/2015/09/LEF_RSE_minier_durable_Afrique_Ouest_2015.pdf
- Smets, M-P. (2010). Exploitation minière et les droits humains au Mali. *Commission Justice et Paix*. Congo Mines (s.d.). Code Minier RDC 2002. Repéré sur le site de Congo Mines à <http://www.congomines.org/reports/101-code-minier-rdc-2002>
- Sornarajah, M. (2010). *The International Law on Foreign Investment* (3^e ed.) Cambridge, Royaume-Uni : Cambridge University Press.
- Szablowski, D. (2007). Transnational Law and Local Struggles. Mining, Communities and the World Bank. Hart Monographs in Transnational and International Law, 336 p.
- Tambo J.A. et Abdoulaye T. (2013). Smallholder farmers' perceptions of and adaptations to climate change in the Nigerian savanna. *Reg Env Chang*, 13(2), 375–388.
- Té-Léssia, J. (2016, 10 février). La RDC renonce à modifier son Code minier. *Jeune Afrique*. Repéré à <http://www.jeuneafrique.com/301277/economie/rdc-renonce-a-modifier-code-minier/>
- Transparency International (2017). Corruption Perceptions Index 2016. Repéré sur le site de Transparency International, section News : http://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2016
- TWN-Africa (s.d). Le legs de l'exploitation minière en Afrique et la recherche d'une nouvelle orientation politique. Repéré à <http://www.twnafrica.org/french/ISG%20bulletin%201%20french.pdf>
- TWN-Africa (2016). Third World Network-Africa questions the legality of tax and royalty concessions to Gold Fields Ghana Limited. Repéré à <http://twnafrica.org/TWN-Africa%27s%20Statement%20on%20Gold%20Fields%20Agreement.pdf>
- United Nations Economic Commission for Africa (UNECA) (2011). *Les ressources minérales et le développement de l'Afrique* (Rapport du Groupe d'études international sur les régimes miniers de l'Afrique). Repéré sur le site de l'UNECA à http://www.uneca.org/sites/default/files/PublicationFiles/mineral_report_fre.pdf
- UNECA (2015) Investment agreements landscape in Africa. Repéré sur le site de l'UNECA à <http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/RITD/2015/CRCI-Oct2015/report-on-investment-agreements.pdf>

- UNECA (2016a). Dix-neuvième session (19^{ème}) session du Comité Intergouvernemental des experts (CIEL19) de l'Afrique de l'Ouest. Repéré sur le site de l'UNECA à <http://www.uneca.org/sites/default/files/uploaded-documents/SROs/WA/ice19/rapport-sur-les-mines-cie2016.pdf>
- UNECA (2016b). La Communauté de l'Afrique de l'EST aligne sa politique minière à la VMA. Repéré sur le site de l'UNECA à <http://www.uneca.org/fr/stories/la-communaut%C3%A9-de-l%E2%80%99afrique-de-l%E2%80%99est-aligne-sa-politique-mini%C3%A8re-%C3%A0-la-vma>
- Union africaine (2009). *Vision du Régime minier de l'Afrique*. Repéré sur le site de l'Union africaine à <http://pages.au.int/sites/default/files/AfricaMiningVisionfrench.pdf>
- United Nations Global Compact Office (2008). L'entreprise citoyenne dans l'économie mondiale: Le Pacte mondial des Nations Unies. Repéré à https://www.unido.org/fileadmin/media/documents/pdf/Procurement/Global_Compact/GC_Brochure_French.PDF
- Urama, K.C et Ozor, N. (2010). Impacts of Climate Change on water resources in Africa: the Role of Adaptation. Repéré à http://www.ourplanet.com/climate-adaptation/Urama_Ozorv.pdf
- Wachira, G.M. (2008). African Court on Human and Peoples' Rights: Ten years on and still no justice. *HumanRights.ch*. Repéré à http://www.humanrights.ch/upload/pdf/091023_Afrikanischer_MRGerichtshof.pdf
- Willaume, M. (2015). Mining and climate change: what is the impact of mining activity on climate change? Repéré à <http://www.publishwhatyoupay.org/mining-and-climate-change-what-is-the-impact-of-mining-activity-on-climate-change/>
- Wilson, T. (2017, 20 mars). Congo Sees Trump Roll-Back of Dodd-Frank Stoking Insecurity. *Bloomberg*. Repéré à <https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-03-20/congo-sees-trump-roll-back-of-dodd-frank-law-stoking-insecurity>
- Wolfe, L. (2015, 2 février). How Dodd-Frank is Failing Congo. *Foreign Policy*. Repéré à <http://foreignpolicy.com/2015/02/02/how-dodd-frank-is-failing-congo-mining-conflict-minerals/>
- World Water Council (2016). Eau et Climat : Livre bleu. Repéré à http://www.worldwatercouncil.org/fileadmin/world_water_council/documents/publications/20161124_livre_bleu.pdf
- WHO et UNICEF (2010). Progress on Sanitation and Drinking-Water. Repéré à https://www.wssinfo.org/fileadmin/user_upload/resources/1278061137-JMP_report_2010_en.pdf
- WWF (s.d.). Comprendre l'impact de la forêt sur le climat : impacts sur le climat. Repéré à http://www.wwf.fr/nos_priorites/conserver_les_ecosystemes/preserver_les_forets_tropicales/comprendre_l_impact_de_la_foret_sur_le_climat/

York, G. (2014, 26 Août). Deadly clashes continue at African Barrick gold mine. *The Globe and Mail*.
Repéré à <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/international-business/deadly-clashes-continue-at-african-barrick-gold-mine/article20216197>

BIBLIOGRAPHIE

- Binette, G. (2015). *Le Point de contact national de l'OCDE et le Bureau du conseiller en RSE de l'industrie extractive : vecteurs de prévention et de réparation des violations de droits de la personne commises par les entreprises extractives canadiennes à l'étranger ?* (Essai de maîtrise), Université Laval, Québec, Québec.
- Campbell, B. (dir.). (2009). *Mining in Africa : Regulation and Development*. Londres : Pluto Press, Ottawa : CRDI et Uppsala : The Nordic Africa Institute.
- CDHAL (s.d.). Exploitation minière et droits humains. *CDHAL*. Repéré à <http://www.cdhal.org/ressources/exploitation-miniére-et-droits-humains/>
- Cheru, F. (2014). Les économies émergentes et les ressources naturelles de l'Afrique : éviter la malédiction des ressources et bâtir des sociétés plus résilientes. *The North South Institute, section Publications*. Repéré à <http://www.nsi-ins.ca/wp-content/uploads/2014/05/Brief-Cheru-Emerging-Economies-FRENCH.pdf>
- Cotula, L., Weng, X., Ma, Q et Ren, P. (2016). China-Africa investment treaties: do they work? *IIED*.
- Crowley, K. et Mbatha, A. (2016, 12 décembre). Lonmin License Threat, Police Charged Over Marikana Massacre. Bloomberg. <https://www.bloomberg.com/news/articles/2016-12-12/lonmin-threatened-by-south-africa-over-slow-response-to-massacre>
- HCNUDH (2011). Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme: mise en oeuvre du cadre de référence «protéger, respecter et réparer».
- Hilson, G. (2012). Corporate Social Responsibility in the extractive industries: Experiences from developing countries. *Resources Policy* 37, 131–137.
- IHRDA (2012). Déclaration d'IHRDA sur les industries extractives et les droits humains. Repéré à <http://www.ihrda.org/fr/2012/04/declaration-dihrda-sur-les-industries-extractives-et-les-droits-humains/>
- Index Mundi (2014). Taux d'alphabétisation. Repéré à <http://www.indexmundi.com/g/r.aspx?v=39&l=fr>
- Institut de la Francophonie pour le développement durable (2015). « La RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise) pour un développement minier durable en Afrique de l'Ouest ». *Revue Liaison-Énergie-Francophonie*, 99. Repéré à http://www.associationrnf.org/wp-content/uploads/2015/09/LEF_RSE_minier_durable_Afrique_Ouest_2015.pdf
- Jul-Larsen, Y., Kassibo, B., Lange, S. et Samset, I. (2006). Socio-Economic Effects of Gold Mining in Mali A Study of the Sadiola and Morila Mining Operations. *CMI, section Publications*. Repéré à <https://www.cmi.no/publications/file/2340-socio-economic-effects-of-gold-mining-in-mali.pdf>
- Mail and Guardian (s.d.). Marikana, One year after the massacre. *Mail and Guardian*. Repéré à <http://marikana.mg.co.za/>
- Manirakiza, P. (2016). « La protection des droits de l'homme à l'ère de l'industrie extractive en Afrique », *Criminalité environnementale*, 49(2), 115–140.

- Ministère de l'Équipement de l'Aménagement du Territoire de l'Environnement et de l'Urbanisme (2002). Situation générale de la diversité biologique au Mali. Repéré sur le site de l'Office du Niger à <http://www.on-mali.org/pdf/snpav1.pdf>
- Oxfam (2015, 15 septembre). Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le commerce sans jamais oser le demander. Repéré sur le site d'Oxfam Magasins du Monde, section Magasins : <http://www.oxfammagasinsdumonde.be/2015/11/tout-ce-que-vous-avez-toujours-voulu-savoir-sur-le-commerce-sans-jamais-osser-le-demander-1/#.WEQ5GbLhDcd>
- Programme des Nations Unies pour l'Environnement (2012). République Démocratique du Congo: Évaluation environnementale Post-Conflit. Repéré à http://postconflict.unep.ch/publications/UNEP_DRC_PCEA_full_FR.pdf
- Ravet, J-C. (2006) À qui profite l'extraction minière?: Entrevue avec Bonnie Campbell. *Relations* (713). Repéré à <http://www.cjf.qc.ca/fr/relations/article.php?ida=1626>
- United Nations Development Program (UNDP) (2013). Global Gender and Climate Alliance, Overview of linkages between gender and climate change. *UNDP.org*. Repéré à http://www.undp.org/content/dam/undp/library/gender/Gender%20and%20Environment/TM1_Asia_Pacific_Capacity.pdf
- Visser, W. (2006). *Revisiting Carroll's CSR Pyramid*. Corporate Citizenship in Developing Countries: New Partnership Perspectives. Herndon, VA: Copenhagen Business School, 29-56.
- WACAM (2017, 31 janvier). Reports say Newmont's Operations is adversely affecting Food Production. Repéré à <http://www.wacamghana.org/news/52/>

ANNEXE 1 - GRILLE DE SÉLECTION DES ÉTUDES DE CAS

Nom de la mine	Sous région	Pays	Écosystèmes affectés	Métaux extraits	Types de mine	Rapport RSE de l'entreprise	Violation de droits humains	Changements climatiques	Autres informations pertinentes
1. Ahafo Gold mine	Afrique de l'ouest	Ghana	Écosystèmes d'eau douce Ressources forestières	Or	Exploitation minière à ciel ouvert	Oui	Oui	Oui	Mine exploitée par Newmont Gold Mining Limited
2. Mine de Marikana	Sud de l'Afrique	Afrique du Sud	Écosystèmes d'eau douce	Platine	Exploitation à ciel ouvert depuis 1994	Oui	Oui	Oui	Exploitée par Lonmin (compagnie minière britannique)
3. Mines artisanales du Nord Kivu	Afrique centrale	RDC	— Forêts tropicales — Parc national de Virunga — Parc National de Kahuzi Biega — Parc National de la Maiko — Réserves forestières	Or Coltan Pierres précieuses Cassitérite Wolframite Pyrochlore	Mines à ciel ouvert et galeries d'or	N.A	Oui	Oui	RSE mentionnée dans le code minier de 2002 Pollution des sources d'eau et de la nappe phréatique, déforestation
4. Mine de Sadiola	Sahel-Afrique de l'ouest	Mali	Plaines et plateaux	Or	Exploitation à ciel ouvert et d'usines de traitement de charbon en pulpe conventionnelles.	Oui (AngloGold Ashanti)	Oui	Oui	Mali : Incidences sécuritaires liées au Climat : conflits agro-pastoraux, Région particulièrement sensible Agriculture pluviale, culture de rente et riz, agro-pastoral, La grande vulnérabilité de la population du Sahel au changement climatique tient à sa grande dépendance à l'égard des activités agricoles et à l'absence d'autres activités rémunérées. Mine de Sadiola : IAMGOLD à 41 %, AngloGold Ashanti à 41 %, gouvernement du Mali à 18 %. La mine d'or est exploitée par Anglo Gold Ashanti

ANNEXE 2 - CARTES DE LOCALISATION DES ENTREPRISES MINIÈRES

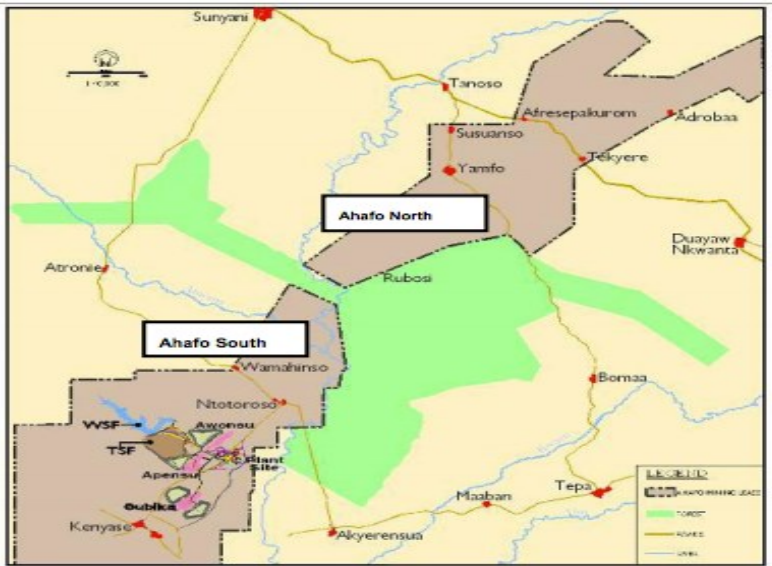


Figure A.1 : Mine d'Ahafo (Tiré de : Intersocial Consulting, 2013)



Figure A.2 Mine de Sadiola (tiré de : OROBEL, 2015)

ANNEXE 2 – CARTES DE LOCALISATION DES ENTREPRISES MINIÈRES (SUITE)

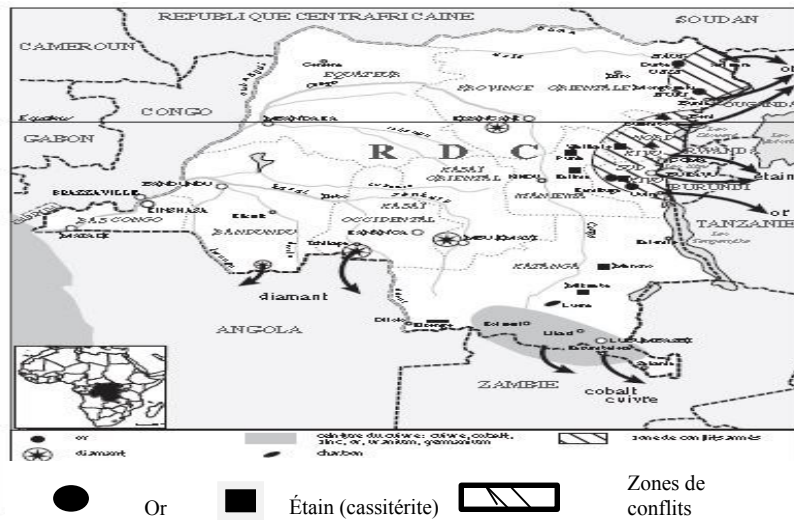


Figure A.3 : Gites de principaux minéraux au Nord- Kivu (modifiée de : Jacquemot, 2009)



Figure A.4 : Mine de Marikana (tiré de : Mail & Guardian (s.d.)

ANNEXE 3 – PORTRAIT DE LA SITUATION

Dimension	Critères	Ghana	Mali	RDC	Afrique du Sud
ENVIRONNEMENT	Émissions GES par la compagnie	Aucune information	104 kt de CO ₂	Impacts cumulatifs des centaines de mines artisanales et des risques de déforestation (source de GES)	1.679.300 ,CO ₂ (95,5 % des émissions de Lonmin en Afrique du Sud)
	Pollution de l'eau	La pollution de certains plans d'eau de la zone attribuée à des déversements incontrôlés de cyanure et à un drainage acide des mines	Oui (le cyanure, l'excavation et la décharge de minerais)	Oui (le mercure)	Oui
	Biodiversité	Grande richesse en espèce d'oiseaux Présence de réserves forestières	Ressources fauniques Plantes	— Forte biodiversité (une des plus élevées de toute l'Afrique) — Taux d'endémisme les plus élevés de la RDC. — Présence d'okapis, de la genette géante, la genette aquatique et quatre espèces endémiques de musaraignes, le gorille de montagne et le gorille de plaines orientales — Volcans	— 3 points chauds de la biodiversité et près de 15 % des espèces côtières et marines connues — Invasion potentielle des prairies par les plantes ligneuses en raison des niveaux croissants de CO ₂
	Vulnérabilité aux Changements Climatiques	Les défis majeurs dans toutes les zones sont les conditions météorologiques extrêmes telles que les inondations, les sécheresses et les températures élevées.	Région particulièrement sensible aux changements climatiques	Projections régionales basées sur les effets du changement climatique prédisent des conditions météorologiques plus extrêmes pour la majeure partie du pays	Impacts concernant la température, les précipitations et la biodiversité (augmentations de température et perturbations des schémas pluviométriques régionaux)
SOCIAL	Proportion de la population disposant de moins de 1,25 dollar par jour en parité du pouvoir d'achat (PPA)	24,2 % (2012)	50,6 (%) (2010)	87,7 (%) (2005)	53,8 % (2010)
	Niveau local d'alphabétisme	71,5 % (pays)	33,4 % (pays)	66,8 % (Pays)	93 % (pays)
	Type de projets sociaux liés à la responsabilité sociale de l'entreprise	Plans de développement communautaire	Microfinancement — Construction d'écoles — Construction de centres de santé — Infrastructure — Agriculture	Non disponible pour les mines artisanales	— Construction de maisons aux mineurs — Construction d'écoles — Construction de cliniques

ÉCONOMIQUE	Nombre d'emplois	3 500 employés et contractuels	16 200 salariés d'AngloGold Ashanti (Ghana, Guinée, Namibie, Mali et Tanzanie)	Environ 0.8 à 2 millions de personnes travailleurs dans le secteur (2008).	26 968 (2014-2015)
	% de redevances pour le pays hôte	5 % des opérations minières	3 % (or)	Le taux de la redevance minière est de 0,5 % pour le fer ou des métaux ferreux, 2 % pour les métaux non ferreux et 2,5 % pour les métaux précieux.	3 %
	Traités de libre-échange et clauses de protection des investisseurs	Oui	Oui	Oui	Oui
GOUVERNANCE	Législation et politiques	Oui	Oui	Oui	Oui
	Code minier, consultation, participation / consentement préalable, donné librement <i>et</i> en connaissance de cause (CPLCC)	— Droit à l'accès à l'information art.20 du Code minier — Pas de disposition qui prévoit toutefois la participation des communautés locales quant à leurs terres	Oui (Code minier)	Oui (Code minier) Consultation/participation : Non applicable	Oui (Code minier)
	Contrôle de la corruption	Législation présente, mais mise en œuvre faible, Risque politique de corruption	Risque politique de corruption	Présence d'officiers de contrôle, mais certains d'entre eux participent à la corruption; Risque politique de corruption	Risque politique de corruption